

• mai 1995 • n° 391 •

IMPRECOR
PRIX : 35 FF / 7 FS / 150 FB

Argentine :

L'impunité de l'Etat

Québec :

Crise nordique de l'ALENA

Europe :

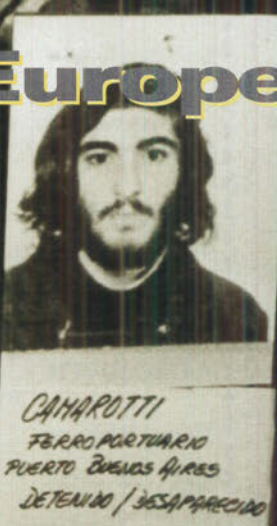
Schengen, l'Europe forteresse

Dossier :

Le capital malade du libéralisme



OLIVIANO



SOMMAIRE

3

ARGENTINE

La lutte contre l'impunité continue
Ernesto HERRERA

5

«La bestialité réunie en troupe»
Entretien avec Laura BONAPARTE

7

QUEBEC

La crise nordique de l'ALENA
Michel LAFITTE

11

La naissance du PDS-Q
Michel LAFITTE

12

SRI LANKA

Résistance ouvrière au Sri Lanka
Vickmabuhu KARUNARATNE

Dossier: Economie

14

Une reprise superficielle
Maxime DURAND

15

Des perspectives incertaines
Jesus ALBARRACIN

20

ETATS-UNIS

Une nouvelle onde longue d'expansion ?
Mary C. MALLOY

23

ITALIE

Le pays des contradictions
Gianni RIGACCI

26

FRANCE

La reprise seulement pour les riches
Maxime DURAND

27

EUROPE

Schengen, un pas vers l'Europe forteresse
Albert ROCHAL

30

MEXIQUE

Vers un tournant dans la guerre ?
Catherine SAMARY

33

FRANCE

CFDT : le réformisme sans réformes en
crise
Julien DARTHEZ

35

Polarisation sur fond de crise
Entretien avec Alain KRIVINE

Un volume annuel d'Inprecor relié

● La collection reliée des numéros d'*Inprecor* parus en 1994 (n° 376 à 386) est enfin disponible. Vous pouvez la commander (à la PECI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11, France) au prix de 120,00 francs l'unité en ajoutant 25,00 francs pour les frais de port. Mais dépêchez vous : le succès de vente de certains numéros de l'an passé nous a agréablement surpris et... nous ne disposons que de quelques dizaines de collections complètes ! Nous ne pourrions donc satisfaire les commandes que dans les limites du stock disponible !

● Vous pouvez également commander les collections reliées d'*Inprecor* des années précédentes (nous disposons encore des volumes des années 1991, 1992 et de quelques volumes de 1993), au prix réduit de 150,00 francs l'unité en ajoutant les frais de port.

La Rédaction

Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	220 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECT", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECT", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECT", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐

Institutions (600 FF, 1 AN) ☐

« Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois) ☐

« Découvrir INPRECOR » * (150 FF, 6 mois) ☐

*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :



Revue mensuelle
d'information et
d'analyse publiée
sous
la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la
IVE Internationale.

Les articles signés ne
représentent pas
nécessairement le point
de vue de la rédaction.

Éditée par PECI Sarl
au capital de 50 000 F,
SIREN n° 391 857 562

Rédaction —

Administration :
PECT, BP 85, 75522
Paris CEDEX 11,
France

Tél.: (33-1)43792960
Fax: (33-1)43792961
E-mail:
inprecor@igc.apc.org

Gérant et Directeur
de publication :
Jean Malewski
C.P. n° 59117
ISSN 1 0294 - 8516

Imprimé par
Rotographie
2, Rue R.Lenoir,
93100 Montreuil

Diffusé dans les
librairies par
DIF'POP SARL,
21 ter rue Voltaire,
75011 Paris, France.

La lutte contre l'impunité doit continuer !

En Argentine, de 1976 à 1978, pour faire disparaître les preuves des tortures subies par les prisonniers politiques, de 1 500 à 2 000 prisonniers détenus dans l'Ecole de mécanique de la marine (ESMA) ont été jetés vivants dans l'Atlantique, depuis des avions appartenant à l'aéronavale. Le témoignage d'un capitaine de la marine Adolfo Francisco Scilingo (voir encadré page 3), qui a attaqué en justice le chef d'état-major de la marine, l'amiral Enrique Molina Pico, pour des dissimulations de faits, fait resurgir une page terrifiante d'une histoire de crimes à ce jour impunis commis par les juntes militaires en Amérique latine.

Ernesto HERRERA

« La répression a été une force cruciale qui a défini les contours de la gauche latino-américaine contemporaine, et doit être prise en compte,

ce que Castañeda ne fait pas. » James Petras et Steve Vieux dans *Pragmatisme désarmé*, critique du livre de Jorge Castañeda, *L'Utopie désarmée*.

En Amérique latine, malgré les atrocités et continues violations des droits de l'homme, il n'y a jamais eu quelque chose de semblable au tribunal de Nuremberg ou au jugement qui condamna les colonels grecs. Ce qu'il y a eu de plus proche fut le procès des juntes militaires au début du gouvernement d'Alfonso. Mais les lois «*Punto final*» (point final) et de «*Obediencia debida*» (devoir d'obéissance), que le même président a décrété après la mutinerie des militaires «carapintadas», ont ouvert pour Menem la possibilité de décréter quelques années plus tard le pardon des responsables du massacre.

En Uruguay, grâce à un référendum, la loi de la caducité des intentions punitives de l'Etat, pendant la première prési-



dence de Sanguinetti, a «tourné la page» sur tout type d'atrocités et de méfaits commis par la dictature. Au Chili, les propres militaires de Pinochet se sont auto-amnistiés à la fin des années 70 et, sauf ceux qui ont participé au meurtre d'Orlando Letelier aux Etats-Unis, personne n'a été jugé. Ce qui est certain, c'est qu'en dehors de l'ex-dictateur bolivien Garcia Meza et certains chefs de la police paraguayenne, aucun des criminels qui ont terrorisé le cône Sud de l'Amérique pendant les années 70 à 90, n'est aujourd'hui emprisonné. Les terrifiantes déclarations du capitaine Adolfo Scilingo ont à nouveau mis le devant de la scène une question de première importance pour le mouvement populaire et la gauche latino-américaine : de quelle démocratie parle-t-on et dans quelle institutionnalité vit-on quand le terrorisme d'Etat continue de menacer en toute impunité ?

La continentalisation d'une méthode

Personne ne mettra en doute le fait que c'est en Amérique latine que les disparitions ont acquis le rang (institutionnel) de technique d'extermination, planifiée en détails et scientifiquement : «*La mort argentine*» telle que l'appelle l'écrivain

Jose Pablo Feinmann. Plus de vingt mille personnes enterrées vivantes, tuées pendant la torture, empoisonnées, fusillées ou jetées vivantes à la mer. Si quelque chose vient confirmer Scilingo, c'est que les gorilles qui ont gouverné l'Argentine entre 1976 et 1983 n'ont rien à envier aux horreurs d'Auschwitz, de Buchenwald ou du Vietnam. Mais il ne serait pas juste d'adjudger seulement aux militaires argentins ces «privilèges». Il faudrait en tout cas leur reconnaître les droits d'auteurs et le développement de toute une école en la matière. Pas seulement ici (Uruguay), l'autre rive du Rio de la Plata (tombeau de tant et tant de camarades), où la torture et, dans une moindre mesure, les disparitions, ont été aussi une méthode utilisée systématiquement d'une manière si cruelle. Dans d'autres régions du continent, en Bolivie, Honduras, Salvador, Guatemala (et actuellement au Chiapas), les officiers laissés libres par leurs services d'intelligence allaient et vont offrir leur expérience macabre, main dans la main avec les services contre-révolutionnaires yankees et israéliens. Paradoxalement, ils se sont convertis dans un produit précis d'exportation. Rien de tout ça n'arriverait si les membres des corps répressifs avaient été jugés et condamnés. En un mot, si l'impunité n'était pas en train de gagner la partie.

La confession d'Adolfo Francisco Scilingo*

Pagina : Lorsque vous parliez entre vous de ces opérations, que disiez-vous ?

Scilingo : On appelait ça un vol. C'était normal, même si, aujourd'hui ça paraît aberrant. (...) Quand j'ai reçu l'ordre je suis allé dans la cave où étaient rassemblés ceux qui allaient faire partie du vol. Il ne restait personne en bas. On leur a dit qu'on allait les transférer dans le Sud et qu'avant on allait les vacciner. Et on leur a fait un vaccin, enfin je veux dire qu'on leur a injecté une dose de sédatif, pour les abrutir.

● Qui leur faisait l'injection ?

Un médecin de la marine. Après, on les a chargés dans un camion bâché vert de la marine. On est allé à l'aérodrome et on est entré par derrière. On a chargé ces subversifs comme des zombies et on les a embarqués à bord de l'avion.

● Qui a pris part à ces opérations ?

La plupart des officiers de la marine ont fait un vol. Tout le monde y participait à tour de rôle. Une sorte de communion.

● Comment réagissaient les détenus quand on leur parlait du vaccin et de leur transfert ?

Ils étaient contents.

● Ils ne soupçonnaient rien ?

Absolument rien. Aucun d'entre eux n'avait conscience qu'il allait mourir. Après le décollage, le médecin qui était à bord leur faisait une seconde injection, un calmant extrêmement puissant. Ils sombraient dans un sommeil profond.

(...) Pendant qu'ils étaient inconscients, on les déshabillait, et quand l'avion se trouvait au large de Punta Indio, sur ordre du commandement, on ouvrait la porte et on les jetait nus, un par un. Voilà comment ça se passait. C'est une histoire sinistre mais viridique, et personne ne peut dire que c'est faux. Les appareils étaient des Skyvan de la préfecture maritime et des Electra de la marine. Moi, ça m'a rendu si nerveux que j'ai failli tomber dans le vide. J'ai glissé et on m'a rattrapé.

● A combien estimez-vous le nombre de personnes assassinées de cette façon ?

Entre 15 et 20 chaque mercredi. (...) Pendant deux ans.

● Quel type de personnel de la marine participait à chaque vol ?

Dans la cabine, il y avait l'équipage habituel de l'avion.

● Et avec les prisonniers ?

Deux officiers, un sous-officier, un quartier-maître et un médecin. Lors de mon premier vol, le quartier-maître de la préfecture ignorait tout de la mission. Quand, une fois à bord, il a compris ce qu'il devait faire, il a piqué une crise de nerfs. Il a éclaté en sanglots. Il n'entendait plus rien. Il bégayait. Je ne savais pas comment me comporter face à un homme de la préfecture dans un tel état.

* Extrait de *Pagina* 12, mars 1995

Au Guatemala, la guerre entre l'armée, les guerillas et les communautés indigènes dure depuis trois décennies. Le bilan est simplement terrifiant : 45 000 disparitions, la plupart ayant eu lieu avant que le terme «disparus» ne se popularise sur le continent. Rien qu'en 1994, le Groupe de soutien mutuel (GAM), organisation qui réunit les proches des disparus, a dénoncé plus de 1 500 violations des droits de l'homme, dont 1 060 correspondent à des meurtres politiques. D'après le directeur de la mission des Nations unies dans ce pays (MINUGUA), «*Il existe une évidente planification*», dans tous les faits qui, en général sont attribués aux escadrons de la mort ou aux sinistres *kaibiles*, corps militaire spécialisé dans la lutte contre-révolutionnaire, qui en plus collabore avec l'armée fédérale mexicaine pour détruire les bases zapatistes dans la forêt de Lacandone. Le gouvernement n'hésite pas à signer un accord de paix avec la guérilla mais, comme l'a déclaré un dirigeant de la URNG (Unidad revolucionaria nacional guatemalteca), «*il faut d'abord résoudre les problèmes de fond qui sont à l'origine de la guerre et un de ces points est le démantèlement des structures répressives qui ont renforcé l'impunité dont bénéficient les militaires coupables de violations de droits de l'homme*». Au Honduras, les disparitions sont de l'ordre de 184, la plupart entre 1980 et 1990, quand la «main-d'œuvre au chômage», composée des tortionnaires argentins ayant travaillé pour la dictature, est passée par là. Il existe en plus une résurgence des escadrons de la mort, composés par des ex-agents de la police secrète et du bataillon de la mort 3-16, un groupe paramilitaire responsable de la plupart des disparitions. Pour Leo Valladares, responsable des droits de l'homme du pays, le fait que les procès judiciaires soient au point mort (un des principaux accusés est l'actuel chef des forces armées, le général Luis Alonso Discuba), est dû au fait que «*les structures de l'impunité sont intactes*». Au Salvador, il arrive quelque chose de similaire. Les groupes d'extrême-droite qui, selon la police civile, seraient 8, composés de 25 membres chacun, et qui travaillent particulièrement dans la province de Morazan (une des provinces les plus meurtrières après 12 années de guerre), se sont montrés particulièrement actifs en assassinant des ex-guerrilleros et des dirigeants de mouvements sociaux. Et, comme dans les autres cas, le constat est le même : «*dans la mesure où seront maintenues les structures de pouvoir dont se sont servi les gouvernements coupables de violations massives de droits de l'homme, les ex-militaires intégrant de nouveaux groupes armés peuvent être*

réutilisés et peuvent toujours être utiles pour servir de barrage de contention à une éventuelle montée des forces populaires», comme le dit un dirigeant du FMLN.

Tourner la page ?

Où que l'on regarde, le paysage latino-américain montre la présence de l'impunité. En Colombie, les organisations nationales et internationales des droits de l'homme ont dénoncé plus de 2 000 disparitions et plus de 3 000 assassinats politiques, et ceci dans les cinq dernières années seulement. La plupart de ces méfaits est imputable à l'armée colombienne et aux groupes para-militaires associés au narcotrafic. Dans le Pérou de Fujimori, la «guerre sale» a fait plus de 20 000 victimes. Au Mexique, les disparus sont plus de 500, et sous le seul gouvernement de Salinas De Gortari, les crimes politiques ont dépassé les 200. Au même moment, au Paraguay et au Brésil, l'assassinat de paysans par l'armée et par les bandes armées par les gros propriétaires se comptent par centaines. Quelque chose de semblable arrive en Equateur. Même un pays tant «démocratique» et «pacifique» que l'Uruguay peut rallonger cette liste macabre. Un exemple : le 24 août 1994, la garde républicaine a réprimé sauvagement une manifestation de solidarité avec trois Basques détenus et postérieurement extradés, avec un bilan d'un jeune travailleur mort, plus de 40 blessés par balles et une station de radio définitivement fermée. Le procureur qui a mené l'enquête vient de rendre un bien pathétique verdict : quelques officiers subalternes inculpés, sans prison, pour «*omission d'empêchement des excès de subalternes*». Au même moment, les directeurs de la radio et certains des manifestants (c'est-à-dire les victimes de la fusillade) ont été inculpés pour un chapelet de délits, tous avec prison ferme, et qui vont de la diffamation, l'injure, l'instigation au dénigrement de la nation, de l'Etat ou de ses représentants jusqu'à l'incitation à la délinquance. En bref, la «raison d'Etat» contre la «subversion» déstabilisante du système «démocratique».

Pendant que des choses de cette sorte se produisent partout en Amérique Latine, la plupart des forces de gauche ne veulent pas les voir et parient tous leurs atouts sur la voie institutionnelle, comme si les règles du jeu étaient les mêmes pour tout le monde. Ou pis encore, elles considèrent que le terrorisme d'Etat est quelque chose qui appartient au passé ou en dernière analyse quelque chose de propre aux régimes dictatoriaux ; c'est pourquoi elles pensent

que le mieux est de tourner la page. La réalité nous montre un autre chemin. Aujourd'hui il ne suffit plus de dénoncer la concentration du pouvoir économique, le monopole des médias ou dans certains cas la fraude électorale. Le projet néo-libéral, même dans le cadre d'un système démocratique parlementaire, plus ou moins crédible, a besoin d'une «institution» de mieux en mieux armée et spécialisée pour faire le travail de dissuasion face aux mouvements de protestation. C'est-à-

dire intacte et intouchable. Dans cette mesure, les possibilités de construire une démocratie sont minimales, si le combat contre l'impunité et pour le démantèlement des appareils répressifs n'est pas au centre de la lutte politique et sociale. Dans le cas contraire, tel que l'affirme un historien guatémaltèque «*lo podrido terminara resurgiendo alguna vez*» (la pourriture finira par ressortir tôt ou tard).

Montevideo, Uruguay,
le 4 avril 1995.

«La bestialité réunie en troupeau»

La confession du capitaine Scilingo a produit un effet inattendu chez certains parents des victimes de la répression militaire : elle leur a enlevé une illusion très cachée, dont ils n'étaient même pas tout à fait conscients, celle de les retrouver vivants : «Il y avait au plus profond de moi-même la négation de la mort de mes fils et de leur assassinat», dit aujourd'hui Laura Bonaparte, psychologue et membre de Madres de plaza de Mayo (Organisation des Mères de la place de Mai). Bonaparte ne pardonne pas à Scilingo et ajoute le risque que, comme tout participant à des assassinats, il puisse récupérer un jour ce signe de bestialité.

Entretien avec Laura BONAPARTE

Pagina 12 : Que signifie que Scilingo a retrouvé des traits humains ?

Laura Bonaparte : D'un seul coup, quelque chose en lui, quelque chose d'enfermé, s'ouvre et le remplit. Une idéologie comme le militarisme t'oblige à enfermer ta propre subjectivité, grâce à des rationalisations qui te donnent le poids de la raison. Ce sont des inventions, on peut dire, pour se convaincre. Alors à ce moment-là, restent enfermées toutes les caractéristiques humaines d'un militaire. Les histoires de chacun sont différentes,

cela dépend de la sensibilité avec laquelle chacun d'entre eux a été élevé. Ceux qui continuent à être enfermés, j'ai d'énormes doutes qu'ils aient déjà été humains. Celui qui peut s'ouvrir, c'est parce qu'il a une pulsion de vie, une pulsion humaine à s'identifier avec un autre être humain.

● **Scilingo s'est identifié avec ceux qu'il a lui-même tués ?**

Oui, je pense que oui. Et cela a formé le ferment. Il y a eu une très longue période pendant laquelle ses défenses ont tenu, mais ce qu'il avait enfermé était tellement fort qu'un jour cela a fait surface. La reconnaissance publique qu'a fait Scilingo affaiblit encore plus ses défenses.

● **Qu'est ce qu'a pu vouloir dire Scilingo quand il a affirmé qu'il était plus faible que d'autres officiers ?**

Quand lui, il dit qu'il est faible, il sait très bien qu'il est fort. Mais lui se sent faible, et ça c'est autre chose. Il retrouve cette humanité au travers de sa femme. Corps à corps. Il couche avec sa femme. Il s'identifie avec la mort de l'autre car il a été sur le point de tomber quand il jetait l'autre de l'avion. Ce processus qu'il a fait est très inconscient. Ses enfants adolescents ont le même corps que les adolescents qu'il a jetés à la mer. Sa femme enceinte a le même corps que toutes celles enceintes qu'il avait jetées à la mer. Lui, il dit qu'il est faible, mais en fait il est plus fort que Molina Pico. Molina Pico est un type qui ne peut sortir de l'animalité du troupeau. Je dis animalité comme synonyme de non-humain. Il n'y a pas un pacte de silence entre les militaires. Il y a le troupeau. La bestialité réunie en troupeau.

● **C'est incroyable qu'ils n'aient pas pu parler entre eux lors du**

Témoignage

«Comme la mer»

«Une fois par mois, infailliblement se succédaient ces rites étranges qui entouraient la situation du «transfert». Le personnel policier était réduit de manière draconienne, les détenus qui avaient le droit d'être en dehors de leurs cellules pendant la journée étaient enfermés, la nourriture arrivait en retard, ou pas du tout.

Ce qui était le plus caractéristique du «transfert» était le silence, un silence sépulcral, dur, strict. Chacun d'entre nous restait là, debout à côté de la porte de sa cellule en attendant d'être appelé par quelqu'un de l'autre côté du couloir, qui lisait une liste de lettres et de chiffres. Là, on était debout quand infailliblement une fois par mois, ils venaient chercher quelques-uns, ou beaucoup d'entre nous. Et là on restait, ceux qui restaient, en pensant que peut-être la prochaine fois serait pour nous, de la même manière que «Z-36», qu'ils avaient «emmenée au sud», dans un «camp de récupération», pour travailler avec même un salaire, mais bien sûr toujours en détention jusqu'à ce qu'elle obtienne, une fois «récupérée», sa liberté. Et là on restait, ceux qui restaient, en attendant que peut-être la prochaine fois serait pour nous, pour aller à une prison, être reconnu légalement, obtenir la liberté ou peut-être la mort.

Ils n'ont jamais dit «K-04», alors nous sommes restées là, ma fille et moi, plus silencieuses que le silence qui caractérisait le jour du transfert, en écoutant comment les coups qu'elle donnait dans mon ventre cassaient ce silence sépulcral. Cette vie que j'avais en moi, cachée, protégée par mon sang, forme partie de l'histoire d'un peuple. Aussi ma mère, enlevée et amenée à la ESMA (Ecole de mécanique de l'armée), fait partie de l'histoire de ce même peuple. Une histoire et trois générations. Et ce peuple fait partie d'un pays qui a ses côtes baignées de sang, les bords d'un continent inondé du sang de plusieurs disparus qui étaient jetés à la mer pendant leur transfert. Pour cela, comme la mer, c'est une histoire qui revient toujours. Et il n'y a ni point final, ni devoir d'obéissance, ni amnistie, il n'existe aucune loi, aucun décret qui puisse finir avec l'histoire non soldée d'un peuple. Parce qu'il y a des enfants qui n'ont pas été rendus à leur famille, parce qu'il y a des familles détruites, et une justice en suspens.★

Ana Maria Careaga.

retour des vols, comme le dit Scilingo.

Les animaux qui vivent en troupeau sont en relation seulement quand il vont dévorer la proie. C'est ça leur relation. Il existe en plus une confusion. Les gens croient qu'eux se construisent un ghetto puis commettent les crimes. En fait c'est l'inverse : ils serrent les rangs au fur et à mesure qu'ils deviennent des animaux.

● Quelle différence il y a entre être un assassin qui ne s'assume pas et être un assassin qui le dit ?

Scilingo a agi en troupeau, et à un certain moment s'est produit une fissure. Il a pris contact avec un reste d'humanité que le troupeau n'a pas pu lui enlever. C'est ça la différence fondamentale avec les autres militaires. C'est pour cela qu'ils le considéraient comme fou. Parce que ce qu'il dit produit un effet de vérité. Nous nous comprenons. Il parle la même langue que vous et moi. C'est pour cela que je vous ai dit qu'il n'y a plus la place pour aucune illusion. Ce qui est horrible dans tout ce qu'a dit cet homme, c'est que toutes les mères, bien que pas mal d'entre nous connaissions le destin tragique de nos fils, avaient une illusion dont elles n'étaient pas conscientes. Moi je sais quel a été le destin de ma fille aînée, comment les militaires l'ont tuée. Je connais le destin de celui qui a été mon mari. Je connais le destin du mari de ma fille, mais je ne connais pas le destin de ma fille cadette, de son mari, de mon fils Victor et de sa femme. Mon petit-fils de deux ans à l'époque, six mois après l'enlèvement de ses parents, me racontait dans son jargon enfantin, que je devais comprendre : «*Ferme les fenêtres pour éviter qu'ils rentrent, les méchants pigeons*», ou bien «*Ferme la porte, pour qu'ils ne rentrent pas, les hommes méchants*». Tous ça, moi je le sais. J'ai cru que moi-même, étais convaincue qu'effectivement mes enfants étaient morts.

● Que change la déclaration de Scilingo ?

D'abord j'ai senti une énorme perplexité. D'un seul coup je me suis rendue compte que dans le plus profond de mon être, il y avait la négation de la mort. Ce que Scilingo a dit n'a pas de retour. Mais il a dit une grande vérité. Il ne nous rend pas la vie de nos êtres chéris. Il nous donne raison. Les organismes des droits de l'homme ne sont plus des fous et des folles.

● Pourquoi croyez-vous que

Scilingo a révélé son histoire dix ans après ?

Les anciens du Vietnam ont commencé à devenir fous quatre ou cinq ans après. C'est ce que nous appelons le syndrome de l'abstinence. Ils ne peuvent plus ni torturer ni tuer, alors d'un seul coup ils prennent conscience.

● Il existe une similitude entre les méthodes employées par les Etats-Unis au Vietnam et ce que raconte Scilingo ?

Quand je suis allée aux Etats-Unis et que j'ai eu l'opportunité de lire les histoires cliniques de ceux qui avaient été au Vietnam, cela a été quelque chose de terrible, d'aberrant. Dans tous les rapports, il apparaissait des cauchemars, des rêves. Il existe en plus une composante commune que l'on peut diviser en deux groupes : un groupe se structure sur la base de la folie messianique de ne rien reconnaître. Et s'ils reconnaissent quelque chose, ils donnent comme argument : «*Nous avions raison et Dieu était avec nous.*» ; l'autre groupe par contre commence à ne plus pouvoir supporter les cauchemars. Dans plusieurs histoires cliniques, j'ai pu lire que eux se souvenaient par exemple de vexations, de choses terribles qu'ils avaient faits, mais avec le visage de leur famille au lieu du visage des victimes.

● Vous pensez que la récupération d'humanité de Scilingo peut être définitive ?

Je pense qu'à tout moment il peut récupérer l'instinct de troupeau une fois de plus. Ce que lui a récupéré pour lui-même, c'est un reste d'humanité. Il y a une histoire que je voudrais vous raconter : à un moment donné, le Honduras était en train d'envahir le Nicaragua. Alors, un groupe d'anciens responsables de génocides du Vietnam qui avaient pris une nouvelle conscience ont enfilé leur uniformes et toutes leurs médailles et ont campé juste à l'endroit où allaient passer les tanks. J'ai demandé à un psychanalyste comment cela était possible, d'autant plus qu'ils savaient qu'ils allaient mourir. Mon collègue m'a répondu : «*Ils disent que la seule manière de récupérer leur condition d'être humain est de donner leur vie pour quelque chose d'équivalent à ce qu'eux ont tué*». Je suis d'accord. Cet homme, Scilingo, n'aura pas de paix jusqu'au moment où il donnera de lui-même quelque chose d'équivalent à ce qu'il a enlevé : plusieurs vies.★

Propos recueillis
par Roxana Russo

La crise nordique de l'ALENA

Pendant que l'attention du monde entier se porte sur la crise mexicaine, la composante nordique de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), l'Etat canadien, est confrontée elle-aussi à une profonde crise politique. L'élection en septembre 1994 d'un gouvernement provincial nationaliste bourgeois au Québec et le déclenchement par ce gouvernement du Parti québécois, dirigé par Jacques Parizeau, d'un processus devant aboutir à un référendum sur l'indépendance du Québec avant la fin de 1995, menacent non seulement la stabilité de l'impérialisme canadien mais aussi celle déjà fragilisée de l'ALENA.

Michel LAFITTE

L'alignement des forces sociales derrière les deux options est déjà clair. L'option fédéraliste du maintien de l'Etat unitaire canadien est portée par la quasi-totalité des grandes entreprises canadiennes, y compris la majorité de l'aile francophone de la bourgeoisie canadienne, le Parti libéral du Canada (PLC), au pouvoir à Ottawa et ses pendants provinciaux et par le Reform party, parti populiste de droite au Canada anglais, le Parti progressiste conservateur au pouvoir à Ottawa de 1985 à 1993, mais en chute libre actuellement, le Nouveau parti démocratique (NPD), représentant social-démocrate du mouvement ouvrier canadien-anglais, au pouvoir dans trois provinces dont les deux plus importantes économiquement et démographiquement, l'Ontario et la Colombie britannique, les communautés anglophones et immigrées au Québec et le Parti libéral du Québec (PLQ) qui avait auparavant des velléités décentralisatrices, voire autonomistes, mais qui aujourd'hui a totalement capitulé devant le centralisme



total des forces fédéralistes. Dans cette coalition, le Parti libéral du Canada du Premier ministre canadien, Jean Chrétien, est tout à fait hégémonique. Les médias sont univocaux et prônent le fédéralisme tant au Canada anglais qu'au Québec.

Le mouvement syndical canadien-anglais, représenté par le Congrès du Travail du Canada, adopte une position ambiguë. D'un côté, il se prononce assez clairement pour le maintien de l'unité de l'Etat canadien, mais de l'autre il défend le droit du Québec à l'autodétermination. Son affiliée québécoise, la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec, est ouvertement pour l'indépendance du Québec. Son bras politique, comme il se plaît s'appeler, le NPD, brille par ses professions de foi dans l'unité canadienne et par les agissements activement anti-québécois des gouvernements provinciaux qu'il contrôle.

Du côté des indépendantistes ou souverainistes au Québec se trouvent la minorité de la bourgeoisie francophone qui se veut une bourgeoisie nationale québécoise, le Parti québécois et le Bloc québécois, la totalité du mouvement syndical, la vaste majorité des organisations populaires et communautaires, les organisations de femmes comprises, l'écrasante majorité des artistes francophones, les forces non sectaires de la gauche politique et sociale, les organisations socioculturelles nationa-

listes et petites bourgeoises, les organisations étudiantes à l'exception de celles des secteurs du commerce et des affaires. Le tout étant sous l'hégémonie du Parti québécois (PQ) du Premier ministre du Québec, Jacques Parizeau.

D'après les sondages d'opinion publique, presque hebdomadaires, la population du Québec serait divisée dans une proportion de 45 % pour le Oui et 55 % pour le Non. Etant donné les 97 % des anglophones et des allophones (immigré(e)s assez récent(e)s qui n'ont été pas assimilé(e)s aux deux grands groupes linguistiques) voteront pour le Non, et la majorité des francophones favorable à l'indépendance, malgré l'optimisme très arrogant affiché par les forces fédéralistes, rien n'est encore complètement joué.

Un impérialisme junior

Pour comprendre la situation, il faut partir du fait que l'Etat canadien est un Etat impérialiste de caractère assez spécial. Création du «Colonial Office» de Londres au milieu du dernier siècle, l'Etat canadien englobait dès le début une forte minorité de langue française hostile à l'empire britannique. Pour cette raison il n'y a jamais eu ni vote ni référendum sur la création du Canada. Dès le début, l'Etat canadien était une prison des peuples, un Etat multinational fondé sur l'inégalité.

La bourgeoisie canadienne s'est constituée une fois achevée la création de cet Etat. Rachitique et apparemment peu dynamique comparée à ses homologues de la république nord américaine, comme l'a constaté Friedrich Engels lors de sa tournée nord-américaine au dernier siècle, la bourgeoisie canadienne a utilisé son contrôle de l'Etat pour constituer des secteurs fortement monopolisés dès la fin du XIX^{ème} siècle, avec seulement 11 banques, 2 grandes entreprises de transport ferroviaire et 3 de transport maritime. Dès les dernières décennies du siècle dernier, les grandes banques canadiennes ont pénétré le marché latino-américain, y construisant l'essentiel des infrastructures ferroviaires, portuaires et électriques. A partir de la minorisation définitive des francophones en son sein au début du XX^{ème} siècle, la grande bourgeoisie canadienne décroche son wagon du train de l'empire britannique pour l'accrocher définitivement à celui de la nouvelle puissance mondiale, les Etats-Unis. Et elle y est restée fidèle depuis lors malgré de nombreux conflits et contentieux avec son associé senior.

Impérialisme à part entière

Ce caractère d'associé impérialiste junior et hypocrite qui se cache derrière un plus grand impérialisme, n'a jamais fait de la grande bourgeoisie canadienne une bourgeoisie *compradore*. Le statut impérialiste de la bourgeoisie canadienne ressort clairement des faits suivants.

► Malgré la présence étrangère importante présente dans l'industrie manufacturière au Canada, environ 75 % des actifs globaux des entreprises canadiennes appartiennent à des intérêts canadiens.

► Les entreprises sous contrôle canadien sont importantes à l'échelle mondiale. Par le nombre, elles viennent au 6^{ème} rang parmi les 1 000 entreprises les plus importantes du monde, après les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France. Les investissements étrangers des entreprises canadiennes occupent le même rang à l'échelle mondiale et le 1^{er} rang aux Etats-Unis. Le Canada est de loin le principal partenaire commercial des Etats-Unis.

► Le Canada possède également un capital financier propre qui joue un rôle non négligeable sur la scène financière internationale. Les banques canadiennes viennent au 2^{ème} rang des créanciers extérieurs du Mexique et détiennent environ 6 % de sa dette extérieure. Elles sont représentées au sein des comités bancaires qui dictent leur politique aux pays endet-

tés, avec l'appui du FMI. Le Canada est un membre discret du Club de Paris, qui supervise la dette du Tiers monde pour les intérêts d'ensemble de l'impérialisme.

► Sur le plan politique, le Canada participe aux sommets annuels du groupe des sept pays les plus riches (G7). A travers NORAD, il participe au dispositif nucléaire stratégique des Etats-Unis. A travers l'accord de production du matériel de défense, les entreprises canadiennes sont intégrées au complexe militaro-industriel nord-américain. Le Canada est également associé à la guerre secrète de l'impérialisme américain contre les pays de l'Est et contre le Tiers monde notamment par l'entente qui lie le *Communication Security Establishment* canadien à la National Security Agency des Etats-Unis.

Ainsi, le Canada est membre à part entière du club des pays impérialistes.

Ainsi, le Canada est membre à part entière du club des pays impérialistes.

Mais en accrochant son wagon de façon indéfectible au train de son associé senior américain, l'impérialisme canadien a exacerbé sa vulnérabilité, à l'époque du néolibéralisme. Ce n'est pas tellement la masse de sa dette, même proportionnellement au Produit intérieur brut (PIB) l'Italie le dépasse au sein du G7, mais le fait que 40 % de cette dette soient détenus à l'étranger surtout aux Etats-Unis et en partie libellés en dollars US qui le rendent vulnérable. Le dollar canadien dépend entièrement du dollar américain et le suit dans sa chute sur les marchés mondiaux. Pis encore, le dollar canadien est en chute libre par rapport au dollar américain depuis un certain temps.

La faible reprise que connaît l'économie canadienne en ce moment dépend entièrement de ses exportations aux Etats-Unis, et la reprise américaine donne des signes inquiétants de ralentissement. Il est donc essentiel pour la grande bourgeoisie canadienne que son Etat puisse appliquer sans entrave la médecine amère du néolibéralisme. Il faut mater les classes ouvrières canadienne-anglaise et québécoise qui restent syndiquées — 33 % et 44 % respectivement, contre seulement 12 % de la classe ouvrière américaine.

Le projet du Parti québécois

Au moment précis où la bourgeoisie canadienne a le plus besoin de centralisme et peut le moins faire des compromis, un autre projet politique est apparu qui remet

tout en cause : celui des nationalistes bourgeois du Québec.

A l'instar des mouvements de libération nationale ailleurs dans le monde, un puissant mouvement nationaliste radical apparaît au Québec au cours des années 60. En même temps, des secteurs importants du mandarinat d'Etat francophone ont transféré leur espoir de créer une bourgeoisie québécoise au palier provincial de l'Etat. Quittant avec éclat le Parti libéral du Québec, l'ancien journaliste et ministre libéral René Levesque, crée le Parti québécois qui hégémonise très rapidement le nouveau mouvement nationaliste.

Les actions d'éclat en octobre 1970 du Front de libération du Québec (FLQ, ressemblance voulue avec le FLN algérien), essentiellement l'enlèvement du ministre du Travail et d'un consul britannique, conduisent cette organisation à être exclu par les militants, ce qui signale le début de la fin du mouvement indépendantiste extra-parlementaire. Suite à la défaite des grandes grèves du printemps 1972, les directions syndicales, toutes centrales confondues, appuient ouvertement ou indirectement le PQ.

Elu au Québec en 1976 pour la première fois, le PQ adopte une série de réformes sociales de type social-démocrate, ce qui renforce son emprise politique sur l'ensemble des forces vives de la nation québécoise, sauf les secteurs de la bourgeoisie francophone associés à l'impérialisme canadien. Néanmoins, et malgré une question truquée qui propose une souveraineté du Québec assortie d'une association économique avec le reste du Canada, le PQ perd le premier référendum sur l'avenir du Québec en mai 1980.

Pour beaucoup de gens, la lutte nationale du Québec est terminée avec cette défaite. Le gouvernement fédéral, avec l'appui des gouvernements provinciaux sociaux-démocrates, procède à une redéfinition de la constitution canadienne sans l'accord du Québec en 1982-1983. Le Parti québécois perd les élections provinciales en 1985 en faveur du Parti libéral du Québec.

Tandis que la grande bourgeoisie canadienne procède par tâtonnements pour adopter une perspective néolibérale en même temps que la perspective d'intégration continentale totale, le Parti conservateur du Canada, au pouvoir à Ottawa pour la première fois depuis la grande dépression, tente de régler la question dite constitutionnelle. Deux projets constitutionnels, impliquant une décentralisation strictement culturelle accompagnée d'une centralisation économique accrue, sont rejetés tour à tour massivement au Québec et faiblement au Canada anglais.

Mais les raisons de ce rejet dans les deux nations majeures étaient bien différentes. La population québécoise rejetait la centralisation tandis que le gros des forces derrière la défaite au Canada anglais rejetait toute concession au Québec même sur le plan culturel.

La montée du chauvinisme au Canada anglais a produit une montée réciproque du sentiment nationaliste au Québec. Des députés conservateurs et libéraux au parlement fédéral ont quitté leur parti respectif et ont fondé le Bloc québécois (BQ), sous la direction de l'ancien ministre conservateur fédéral Lucien Bouchard, actuellement le deuxième parti au parlement fédéral d'Ottawa. Lors de la fête nationale du Québec le 24 juin, en 1991 plus d'un demi-million personnes manifestent dans les rues de Montréal avec une coloration très indépendantiste. Une pétition en faveur d'un référendum sur la souveraineté du Québec recueillie en 1991-1992 plus d'un million et demi de signatures. Mais, s'il y a une chose que les nationalistes bourgeois québécois ont compris, c'est qu'ils ne peuvent pas se permettre d'arriver au pouvoir portés par une mobilisation de masse. A l'époque des grands blocs impérialistes, des mobilisations extraparlémentaires sont la dernière chose que les puissances impérialistes peuvent tolérer. Il y a une frange assez importante de la bourgeoisie francophone au Québec qui aimerait pouvoir utiliser le contrôle de son propre Etat pour mieux appuyer son insertion dans l'ALENA. Ce qu'elle veut, avant tout, c'est de s'insérer comme nouveau petit partenaire, avec une certaine autonomie, mais de façon loyale et non menaçante. La création des grands blocs commerciaux, avec la réduction du rôle des Etats nationaux à la faveur de mécanismes économiques supranationaux, semble partout encourager ce genre d'indépendantisme bourgeois limité.

Pour réussir son coup, cette bourgeoisie québécoise, qui se veut nationale, a besoin de l'appui du mouvement syndical et du mouvement populaire, électoralisme oblige. Mais elle ne peut pas permettre à cet appui d'être agissant, d'être porteur de ses propres espoirs et aspirations. Dans cette opération délicate, elle peut compter sur la collaboration des directions actuelles du mouvement ouvrier qui ont vite fait d'oublier leur opposition à l'ALENA.

Ainsi le PQ avec l'accord du BQ accepte de jouer le jeu parlementaire entre 1991 et 1994, participe à une série de commissions d'enquête et laisse s'essouffler le mouvement. Il compte entièrement sur les élections provinciales de 1994 qu'il remporte, mais par très peu de suffrages. L'atmosphère n'est plus à la mobilisation.

C'est dans ce contexte que le gouvernement québécois a proposé un avant-projet de loi dont la première disposition est une déclaration du Québec comme pays souverain. Toutes les autres dispositions proposent le maintien du statu quo. Le Québec souverain proposé non seulement resterait au sein de l'ALENA, de l'OTAN et de toutes les autres alliances impérialistes du Canada, mais garderait la monnaie, la double citoyenneté et toutes les lois canadiennes, proposerait une association économique privilégiée avec le Canada et ainsi de suite.

Le processus pré-référendaire

Au cours du mois de février, des commissions régionales sur l'avenir du Québec, nommées par le gouvernement et auxquelles les centrales ont participé, ont tenu des consultations populaires sur cet avant-projet. Actuellement (le 20 mars) se tient une commission nationale sur l'avenir du Québec. Tout ce processus doit permettre au gouvernement de déterminer la question finale qui sera soumise à un vote référendaire avant la fin de 1995.

L'attitude de l'ensemble des forces fédéralistes du Parti libéral du Québec au gouvernement d'Ottawa en passant par les sociaux-démocrates du Nouveau Parti démocratique a été de rejeter toute légitimité à toute forme d'accession à l'indépendance du Québec et de boycotter l'ensemble du processus. Cependant, au moment du déclenchement de la campagne référendaire proprement dite, ils vont constituer le comité du Non, quelle que soit la question.

Entre-temps, la totalité des ténors de la bourgeoisie canadienne, de l'intelligentsia et des médias mènent une campagne très dure de chantage, d'intimidation et de menaces économiques, et même parfois de force militaire contre l'idée que le Québec puisse accéder à quelque forme d'indépendance ou même d'autonomie que ce soit.

C'est la faute du Québec si la dette canadienne, les taux d'intérêt ou du chômage sont élevés, si la reprise économique est faible et sans création d'emploi. L'économie d'un Québec indépendant sera un désastre ; les retraités vont perdre leurs allocations de vieillesse. Le gouvernement fédéral prévoit de réduire ces allocations presque à néant dans 3 ans mais on n'en parle pas, les jeunes perdront le droit de travailler ailleurs au Canada droit qui ne signifie pas grand-chose pour la majorité des jeunes du Québec, puisqu'on ne peut pas y travailler en français. La campagne est assez vulgaire mais marque des points puisque les nationalistes bourgeois ne pou-

mettent que le statu quo, ce qui non seulement ne mobilise pas mais ne rassure même pas.

Face à leur faiblesse dans les sondages, les nationalistes bourgeois commencent déjà à se diviser avec un courant autour du chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, et du vice-Premier ministre du Québec, Bernard Landry, qui propose de diluer la question pour revenir à la vieille formule perdante de 1980, la souveraineté-association. De toute façon, cette formule est encore moins acceptable aujourd'hui pour l'impérialisme qu'elle ne l'était en 1980.

Pour l'instant, le Premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, refuse cette dilution tout en admettant qu'une question proposant la souveraineté totale du Québec assortie du statu quo socio-économique serait peut-être bien perdante.

Et la gauche ?

Depuis la fin des années 60, le courant marxiste-révolutionnaire dans l'Etat canadien a fait sienne la revendication de l'indépendance du Québec. Pour nous, il faut briser la prison des peuples qu'est l'Etat canadien pour que les classes ouvrières canadienne-anglaise et québécoise rompent enfin avec la collaboration avec leur bourgeoisie nationale respective. La rupture de l'Etat canadien et la lutte pour cette rupture ne peuvent que créer de meilleures conditions pour la lutte pour le socialisme en attaquant frontalement l'impérialisme canadien même dans la forme de son Etat. Après, toutes les formes de nouvelle fédération volontaire et égalitaire sont envisageables.

Dans la nation dominée, le Québec, le fait que plus de 80 % du patronat soit étranger donne des assises réelles aux courants nationalistes populistes qui ont toujours hégémonisé les mouvements ouvriers et populaires. Dans la nation dominante, le Canada anglais, le nationalisme canadien des directions ouvrières, syndicales et sociales-démocrates, accroche la classe ouvrière aux intérêts de sa bourgeoisie impérialiste.

Dans le contexte actuel, nous ne pouvons qu'appuyer toute mesure concrète en faveur de l'indépendance du Québec. Nous sommes d'accord avec la première disposition de l'avant-projet de loi du gouvernement du PQ sur la souveraineté du Québec. C'est non seulement la meilleure façon de lutter contre l'impérialisme canadien mais aussi de défendre la nation mexicaine contre les forces impérialistes conjuguées de l'ALENA. Une telle lutte pour l'indépendance d'une nation dominée ne pourra que déstabiliser davantage

l'ALENA.

Clinton l'a bien compris et appuie ouvertement l'unité du Canada. Mais pour avoir un espoir de gagner le référendum, il faut refuser le projet de statu quo que représentent les autres dispositions de l'avant-projet de loi. Les mouvements syndicaux et populaires du Québec ont dénoncé à maintes reprises l'ALENA, l'OTAN, le néolibéralisme, la politique monétaire du Canada, etc. Mais la majorité des directions ne disent rien sur le contenu réel du projet du PQ. Elles l'appuient, point final. On ne convaincra pas la majorité des gens de faire un saut dans l'inconnu face au chantage de l'impérialisme canadien pour que rien ne change.

Pour cette raison, le Parti de la Démocratie socialiste (auquel la Gauche socialiste, aile québécoise de la section de la Quatrième internationale dans l'Etat canadien, participe) propose la formation d'un Réseau populaire pour le Oui pour que la souveraineté du Québec soit autre chose qu'un simple changement de drapeau, pour qu'elle soit populaire et égalitaire et pour qu'elle soit solidaire pour vaincre l'exclusion sociale. Une des revendications clés du Réseau sera celle d'une Assemblée constituante élue à la proportionnelle et représentative des forces vives de la nation, donc composée à 50 % de femmes.

Ce Réseau va se lancer dans les semaines qui viennent et démarrera sans doute assez modestement car il rencontrera l'hostilité des directions officielles qui ne peuvent tolérer aucun débordement à gauche. Mais il risque aussi de rencontrer un écho réel chez plusieurs centaines de militantes et de militants qui sont mécontents de l'absence d'une campagne autonome de la part de la classe ouvrière.

Le PDS compte présenter une plateforme de regroupement qui fixera les grandes lignes d'un projet de société pour les classes ouvrière et populaires.

Lors des dernières élections, le prédécesseur du PDS, le Nouveau Parti démocratique du Québec, a recueilli entre 1,5 % et 7 % dans les circonscriptions où il s'est présenté. Avec le système électoral britannique qu'utilise le Québec, cela ne donne pas de députés. Mais il en n'est pas de même dans un référendum qui se joue quelques pourcentages près.

De plus, un tel Réseau, s'il est vraiment dynamique, pourrait constituer un autre pas vers l'indépendance politique de la classe ouvrière québécoise. ★

le 21 mars 1995

3ème Congrès de Gauche socialiste/Socialist Challenge

Du 18 au 20 février 1995, des délégué(e)s, membres et invité(e)s venu(e)s de Vancouver, Edmonton, Toronto, Ottawa, Hull, Montréal et Québec se sont réuni(e)s pour le 3ème congrès de Gauche socialiste/Socialist Challenge, section de la Quatrième Internationale dans l'Etat canadien. Plus de la moitié des congressistes n'avaient jamais participé à un congrès de l'organisation et près de la moitié avaient moins de 30 ans. Le Comité central élu par le congrès reflète ce rajeunissement aussi bien que le rôle croissant des femmes, 47 % de femmes, se rapprochant ainsi du but de la parité hommes-femmes.

La résolution politique adoptée par le congrès s'intitulait Crises : l'ALENA un an plus tard. L'Accord de libre-échange nord-américain connaît, à l'heure actuelle, une double crise, celle du Mexique aux prises avec un désastre économique combiné avec le mouvement de masse suscité par la révolte des Zapatistes au Chiapas, et celle, larvée, de l'existence même de l'Etat canadien provoquée par le référendum sur la souveraineté du Québec. La résolution parlait également de la crise du personnel politique de l'impérialisme américain, véritable maître de l'ALENA, où les projets du président Clinton sont entravés par un congrès dominé par l'extrême-droite républicaine.

Au niveau de l'Etat canadien, la résolution a réaffirmé deux acquis stratégiques fondamentaux de notre courant : la caractérisation de l'Etat canadien comme étant un Etat impérialiste, certes secondaire et vulnérable face à son associé senior américain, mais néanmoins puissant et la centralité de la question nationale dans la lutte pour le socialisme au sein de cette prison de peuples qu'est le Canada depuis ses origines mêmes. Le congrès a décidé de placer au centre des interventions de l'organisation, une campagne conjointe entre les deux grandes nations pour le droit inconditionnel à l'autodétermination des nations autochtones et québécoise.

Le congrès a constaté que, si à l'échelle mondiale le rapport de forces entre la classe ouvrière et les masses opprimées, d'un côté, et la bourgeoisie néo-libérale, de l'autre, évolue, depuis quelques années, en faveur de la réaction, il y a néanmoins une radicalisation, limitée mais réelle, de la jeunesse ouvrière et scolarisée contre leur exclusion. On voit cette radicalisation dans les mobilisations contre les supposées réformes Axworthy avec leurs coupures massives dans la sécurité sociale et dans l'éducation post-secondaire, dans les luttes écologistes, dans la renaissance au Canada anglais d'un mouvement étudiant militant, dans les luttes contre le racisme et la répression faite aux immigré(e)s, aux femmes et aux gays et lesbiennes.

Le dimanche soir du congrès a été consacré aux débats au sein de la Quatrième internationale sur les effets de la mondialisation de l'économie capitaliste, de la restauration du capitalisme dans l'ancien Bloc de l'Est, de la reprivatisation de la reproduction du travail ce qui signifie des attaques graves contre les acquis et les droits des femmes. La Quatrième internationale se propose de participer à et de promouvoir des regroupements, là où c'est possible, de la gauche principielle. La chute du mur de Berlin doit aussi signifier la chute des murs sectaires. Les rapports qui ont animé ce débat étaient présentés par le camarade Salah Jaber du Secrétariat unifié de la QI, par un camarade de l'organisation américaine, Solidarity, et par la représentante de GS/SC au Comité exécutif international de la QI.

A cet égard, le congrès a exprimé son accord avec la politique de Gauche socialiste, qui en tant qu'aile québécoise bénéficie d'une autonomie tactique totale, par rapport au référendum où nous militons pour l'indépendance du Québec et par rapport au regroupement au sein du Parti de la Démocratie Socialiste (PDS, anciennement NPD-Québec) comme pas en avant vers l'action politique autonome de la part de la classe ouvrière. Une telle politique de regroupement n'est pas à l'ordre du jour au Canada anglais, malheureusement.

Finalement, le congrès a salué la transformation de la publication sœur de La Gauche au Canada anglais, Socialist Challenge, en magazine plus étoffé et plus dynamique que ne permettait son ancien format de journal bimestriel.

Bref, bien que la situation politique mondiale et au sein de l'Etat canadien soit complexe et parfois difficile, bien que la classe ouvrière et les masses opprimées soient partout acculées à des luttes défensives, bien qu'il y ait encore beaucoup de pain sur la planche, ce congrès en était un qui a stimulé la volonté de lutter avec fermeté et lucidité chez toutes celles et tous ceux qui y ont participé. ★

M.L.

La naissance du PDS-Q

La fondation du Parti de la démocratie socialiste au Québec constitue un pas en avant vers l'indépendance politique de la classe ouvrière. Le contexte est ici présenté par notre camarade Michel LAFITTE.

Michel LAFITTE

En janvier 1995, le Nouveau Parti démocratique du Québec (NPD-Q), lors d'un congrès extraordinaire, a changé de nom pour devenir le Parti de la démocratie socialiste (PDS) afin de signaler sa rupture définitive avec la social-démocratie canadienne incarnée par le Nouveau parti démocratique du Canada. Au même congrès, il a adopté la perspective d'une intervention autonome en faveur d'un réseau populaire pour l'indépendance du Québec sur la base d'une plate-forme de classe.

En même temps, Gauche socialiste (GS), l'aile québécoise de la section de la Quatrième internationale (QI) dans l'Etat canadien, a demandé son adhésion au PDS comme section organisée sans pour autant être obligée d'abandonner ni son appartenance à la QI, ni à l'organisation pan-canadienne, Gauche socialiste/Socialist Challenge. L'exécutif national du PDS a recommandé à l'unanimité l'acceptation de cette demande par le Conseil national du parti qui doit se tenir dans les semaines à venir. Gauche socialiste s'est engagée à activement construire le PDS comme lieu de regroupement de l'ensemble de la gauche indépendantiste au Québec. Les membres de GS sont déjà devenu(e)s membres du PDS et occupent certaines postes de responsabilité. Un autre groupe de gauche, sans affiliation internationale, le Parti des travailleurs du Québec, s'est dissout pour entrer dans le PDS.

Si quelqu'un avait eu la témérité de prédire cette évolution il y a un, tout le monde l'aurait traité de fou furieux. Tout a procédé comme une série de coups de tonnerre dans un ciel apparemment serein et profondément ennuyeux.

Il faut dire que la gauche québécoise n'a pas de racines historiques très profondes. Ni la social-démocratie ni le stalinisme pro-Moscou canadiens n'ont jamais réussi à s'implanter au Québec parce que leur nationalisme canadien les faisait

adopter des positions très réactionnaires concernant la question nationale. La radicalisation des années 60 et 70 a bien produit une extrême-gauche assez importante numériquement. Mais cette extrême-gauche était surtout dominée par le courant mao-stalinien. Et ce courant a rejeté le bébé de l'indépendance avec l'eau sale du Parti québécois. Moins de deux ans après la défaite du référendum de 1980, ces deux organisations ont imploré et disparues, ne laissant derrière elles que quelques bribes et beaucoup de gens amers. Au début des années 90, Gauche socialiste et d'autres, ont tenté à plusieurs reprises de proposer des regroupements, ponctuels, électoraux ou à plus long terme, aux courants sains et principaux de cette gauche éclatée et de plus en plus démoralisée. Mais tout a échoué sur les récifs des relents du sectarisme, de la méfiance mutuelle et des exclusives.

Une évolution positive

Mais le NPD-Q, qui contrairement à sa maison-mère au Canada anglais n'a jamais été un parti ouvrier de masse, évoluait assez rapidement dans l'ombre au prix de débats assez houleux en son sein. A la fin des années 80, les militantes et militants d'une organisation trotskiste qui venait de rompre avec le courant international lambertiste l'ont investi et y ont animé un débat sur la question nationale. En 1990, le NPD-Q a adopté la revendication de l'indépendance du Québec ce qui lui a mérité son exclusion par le NPD-Canada qui ne le reconnaît plus dorénavant comme section provinciale.

Ensuite, la quasi totalité des militant(e)s du courant anciennement lambertiste ont laissé tomber tout contenu de classe à la revendication nationale et ont adhéré individuellement au Bloc québécois et au Parti québécois. En 1992, des militants et militantes autour de l'ancien dirigeant du Front de libération du Québec, Paul Rose, sont entrés au NPD-Q ayant tiré la conclusion après des années d'efforts qu'il était presque impossible de construire une gauche au sein du Parti québécois. Plusieurs ont maintenu, cependant, la perspective de ne présenter de candidats NPD-Q que contre la droite du PQ. Ce débat a été résolu à la fin de l'hiver 1994 en faveur de la présentation de candidatures indépendantes sur une plate-forme de classe partout y compris contre la supposée gauche du PQ. C'est en

juin 1994 que le NPD-Q est venu proposer à Gauche socialiste et au Regroupement autonome des jeunes (RAJ), où GS exerce une certaine influence, de présenter des candidatures sous sa bannière tout en gardant leur pleine identité propre. Ce qui a été aussitôt accepté.

GS s'est fait connaître non seulement pour sa défense de l'indépendance du Québec mais surtout pour sa défense intransigeante de la nécessité de l'action politique indépendante de la part de la classe ouvrière. Mais cette perspective était restée assez abstraite et purement propagandiste jusqu'à la campagne électorale unie d'août-septembre dernier où le NPD-Q est arrivé quatrième avec entre 1,5 % et 7 % du vote dans les 41 circonscriptions sur 75 où il a présenté des candidatures.

Au cours de cette campagne électorale, la base militante du NPD-Q s'est presque totalement renouvelée avec l'entrée de beaucoup de militants et surtout de militantes venu(e)s du mouvement syndical et du mouvement populaire. D'autres personnes, dont des cadres de longue date, ont rompu avec le PQ sur la question du droit inconditionnel des nations autochtones à l'autodétermination. Seuls le NPD-Q et GS, avec le courant anar-libertaire défendent cette position de principe.

Après l'élection, il était devenu évident que la majorité des militantes et des militants voulaient un changement de nom et d'orientation du Parti. Elles et ils n'acceptaient plus aucune identification avec la social-démocratie canadienne-anglaise et ne voulaient plus limiter l'action du parti au fait de présenter des candidats tous les quatre ans. L'écrasante majorité de l'exécutif a accepté ces changements bien que plusieurs aient de la difficulté à s'y adapter. Il reste encore quelques ambiguïtés social-démocratiques dans le programme du parti mais il ne faut pas provoquer de déchantements inutiles et prématurés. Sur l'essentiel des tâches non seulement de l'heure mais aussi historiques, il y a un étonnant accord étant donné la diversité d'origines et de formation politiques des membres.

Quant à GS, elle voit dans cette évolution la meilleure possibilité de constituer un pôle de regroupement pour les forces militantes qui veulent, consciemment ou non, que la classe ouvrière québécoise joue son rôle historique de dirigeante de la lutte pour la pleine libération nationale. ★

Résistance ouvrière au Sri Lanka

Pour la troisième fois en trente ans, des secteurs de la gauche ont rejoint comme partenaires de deuxième rang un gouvernement d'«alliance populaire» au Sri Lanka.

Mais, comme l'explique notre correspondant à Colombo, Vickramabahu Karunaratne (Bahu), la possibilité qu'ont ces partenaires d'introduire des réformes est encore plus limitée que lors des précédents de 1964 et 1970. C'est pourquoi on peut s'attendre, tôt ou tard, à l'écèlement d'un mécontentement populaire.

Un des facteurs qui empêchent aujourd'hui le gouvernement de se prévaloir de ses lettres de créance interclassistes pour calmer la situation, est le rôle joué par le NSSP (Nava sama samaja party, section de la Quatrième internationale au Sri Lanka). Le NSSP était membre d'une coalition de gauche avec le PC et le LSSP (Lanka sama samaja party), l'ex-section de la Quatrième Internationale, expulsée de

ses rangs en 1964 pour avoir rejoint le gouvernement de Mme Bandaranaike. Ces deux dernières organisations ont choisi de rompre la coalition de gauche, en 1989, pour s'allier de nouveau avec le parti bourgeois de «Mrs. B.» (Madame B.), le SLFP (Sri Lanka Freedom Party).

Le NSSP s'efforce aujourd'hui de combiner actions extraparlémentaires de masse et regroupement des députés de gauche critiques du programme du gouvernement en place.

Comme le NSSP l'a expliqué lors de la campagne électorale d'août 1994, un véritable regroupement de gauche devrait être fondé sur le rejet du programme de privatisations, et les autres éléments du programme de libéralisation économique imposé par la Banque mondiale et le FMI, et acceptés par le gouvernement actuel.

Vickramabahu KARUNARATNE

L'Alliance populaire (AP), que dirige la présidente Chandrika Bandaranaike Kumaratunga, a accédé au gouvernement après 17 ans de pouvoir ininterrompu du parti de droite, l'UNP (United national Party). Celui-ci avait gagné les élections en 1977 par suite du rejet populaire d'un gouvernement de coalition dirigé par Sirima Bandaranaike, mère de la présidente actuelle et premier ministre du nouveau gouvernement. Dans ce gouvernement de coalition, le LSSP et le PC contrôlaient plusieurs ministères. Néanmoins, ils étaient des partenaires secondaires, dont la tâche était de protéger le régime contre les attaques des travailleurs. Ils avaient déjà joué un rôle dirigeant dans la répression de 1971 contre la jeunesse rurale estudiantine cinghalaise, dirigée par le JVP (Front de libération populaire) (1). Dès qu'ils se sont opposés aux tentatives du gouvernement de faire des compromis avec les multinationales et les investisseurs institutionnels, Madame B. les a chassés du gouvernement. Lors des élections de 1977, le LSSP et le PC n'avaient pas pu apparaître aux yeux des travailleurs comme une alternative crédible à l'UNP du fait même d'avoir joué auparavant le rôle de briseurs de grèves. Pour sa part, l'UNP avait fait

campagne en expliquant qu'il fallait «aller au-delà du marxisme» et construire le «socialisme démocratique». Une fois élu, il avait aboli la plupart des réformes réalisées par le gouvernement précédent, en permettant aux pillards étrangers de s'installer au Sri Lanka et de faire des profits exorbitants.

La première résistance à ce cours réactionnaire s'est exprimée par la grève générale de 1980, dont le gouvernement de l'UNP s'est saisi comme prétexte pour écraser le mouvement ouvrier. Des dirigeants syndicaux ont été arrêtés, et des locaux syndicaux ont été fermés. Plus de 100 000 travailleurs, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, ont été licenciés. C'est ainsi que le gouvernement a repris l'initiative. En 1989, il a profité de la vague de terrorisme d'inspiration chauvine petite-bourgeoise pour proscrire le NSSP, le JVP et le PC. Par ailleurs, une répression féroce s'abattait sur le Nord et le Sud du pays.

L'opposition de gauche modérée n'est pas restée inactive pendant cette période. Chandrika, avec son passé de gauche, s'est avérée capable de redorer le blason du SLFP aux yeux des masses orientées à gauche, après que sa mère l'eut terni.

Le NSSP a refusé de rejoindre la nouvelle coalition, tout en restant disposé à

participer à des luttes et à des campagnes communes avec le SLFP contre le régime réactionnaire de l'UNP. Une telle attitude s'est concrétisée par des actions de masse communes lors de l'arrestation de militants aussi bien du NSSP que du SLFP. Mais le NSSP s'est néanmoins présenté aux élections avec son programme et ses propres candidats et proposait un bloc de partis ouvriers avec un programme de gauche comme alternative aux partis capitalistes. C'est pourquoi le SLFP a systématiquement dénigré la direction du NSSP, notamment dans les organes de presse qu'il influence. Chandrika n'a réussi cependant qu'à entraîner un secteur minoritaire du parti.

Au Sri Lanka, les élections parlementaires comportent l'application d'un système proportionnel au niveau des départements avec des sièges additionnels pour les partis majoritaires. L'Alliance populai-

1) Le JVP était une organisation populiste d'extrême-gauche, qui connut au cours des années 80 un virage chauvin anti-tamil et une dérive militariste jusqu'au point de s'attaquer aux dirigeants de la gauche, un peu à la manière du «Sentier lumineux» péruvien. Ces dernières années, la mouvance JVP a connu une décantation et une scission entre l'aile chauvine connue sous le nom des «Amis du peuple» et une majorité de gauche revenue du chauvinisme et du militarisme, s'affirmant marxiste et connue sous le sigle historique JVP.

re prétendait que ce système obligeait à présenter un seul candidat dans chaque district pour garantir que la majorité de gauche au niveau des départements donne une majorité nationale, même si l'UNP était le parti de la majorité relative. En réalité, cet argument n'a été avancé que contre des candidats de gauche en dehors de l'Alliance populaire. Un certain nombre de groupes de droite ou des représentants de minorités nationales se sont eux aussi présentés de façon indépendante en accord avec l'AP. Mais, dans ces cas, les dirigeants de l'Alliance ont expliqué que c'était le moyen d'arracher des voix à l'UNP et aux partis nationalistes les plus importants.

En fait, l'AP était plus qu'une coalition. Dès son apparition, elle a eu sa propre identité politique, son propre programme et sa propre direction. De surcroît, son programme était si droitier que l'UNP a pu accuser Chandrika et sa mère d'avoir volé un projet préparé par l'UNP et de l'avoir publié avant eux !

Apparemment, les masses ont voulu d'abord se débarrasser de l'UNP. La nouvelle génération n'avait pas fait l'expérience de la débâcle de la coalition de «gauche» en 1970 et les travailleurs plus âgés étaient influencés par l'attitude favorable à Chandrika du LSSP et du PC. En fait, la vague de soutien populaire à Chandrika a commencé dans la classe ouvrière urbaine et s'est rapidement propagée dans les régions rurales de langue cinghalaise, mais elle n'a pas été aussi forte dans les zones des plantations ou parmi les minorités ethniques et religieuses.

Chandrika n'a pas fait autant de promesses que sa mère en 1970. Toujours est-il qu'elle a fait des promesses qu'elle n'a pas l'intention de tenir. Elle est notamment censée :

- ▷ arrêter la guerre, en donnant aux Tamils au Nord et à l'Est une autonomie substantielle ;
- ▷ rétablir les droits civils et humains ;
- ▷ convoquer une assemblée constituante et remplacer le système présidentiel par une démocratie parlementaire constitutionnelle ;
- ▷ purger l'appareil d'Etat des pratiques de tortures, des assassinats, des disparitions et de la corruption ;
- ▷ contrôler le processus de privatisation ;
- ▷ réglementer les activités des multinationales et des agences impérialistes comme le relais local de la *Voice of America*.

La bourgeoisie savait qu'elle n'avait pas d'alternative à la victoire de Chandrika. Par conséquent, tous ses efforts ont visé à consolider l'aile droite de l'Alliance.

Les deux partis de gauche de la coalition, le LSSP et le PC ont obtenu dans la coalition gouvernementale des positions beaucoup moins importantes qu'en 1964 et en 1970. Dans les deux cas précédents, ils s'étaient efforcés d'arracher des réformes radicales et ils avaient renforcé les illusions sur la possibilité de supprimer le pouvoir du capitalisme par une stratégie parlementaire réformiste. Mais, tout comme en 1975, être le médecin du capitalisme, ce n'est pas la même chose qu'être son fossoyeur. Dans la coalition actuelle, le LSSP et le PC se comportent une fois de plus en laquais du capital.

Contre le FMI et la BM

La classe ouvrière est prête à lutter pour des réformes. Le mot d'ordre du NSSP *«Rejetons les diktats de la Banque Mondiale! Respectez les engagements pris avec le peuple !»* est devenu presque immédiatement populaire. L'UNP a riposté par son propre mot d'ordre : *«Défendons l'économie ouverte et respectons les engagements pris !»* Les engagements en question sont ceux que Chandrika a pris avant les élections devant les principaux capitalistes du pays.

Jusqu'ici, l'UNP n'a pas lancé ouvertement de campagne contre le gouvernement de l'Alliance populaire. Mais il est très actif dans son effort de consolider l'orientation de droite au sein du gouvernement. La direction de l'UNP espère faire disparaître du programme de l'Alliance le soutien à l'autonomie des Tamils et la réforme constitutionnelle. Dans le même temps, elle accorde un appui tactique à l'Alliance et s'efforce de neutraliser les commissions créées pour enquêter sur la corruption, les disparitions et les tortures sous le gouvernement précédent de l'UNP. Par ailleurs, les leaders de l'UNP se rendent compte que s'ils provoquent les masses, ils risquent d'unifier les forces à leur gauche : ils sont donc prudents pour l'instant. Parallèlement, on a mis en garde les militants de base de l'UNP : ils ne doivent participer ni aux luttes ouvrières, ni à des campagnes contre la hausse des prix.

Du fait de l'incertitude politique et de la lutte sourde au sein de l'élite dirigeante, des marges existent pour une liberté d'expression et une agitation publique. Le nombre des travailleurs syndiqués augmente. Les débats et les campagnes publiques suscitent un intérêt croissant. La « gauche » au gouvernement est obligée de critiquer les orientations droitières de la direction Chandrika. Le gouvernement dans son ensemble pourrait même esquisser des zigzags à gauche et à droite pour

résorber toutes les tensions avant d'être suffisamment fort pour tourner résolument à droite. Dans une telle éventualité, la gauche de l'Alliance pourrait être amenée à quitter le gouvernement.

Le NSSP vise à unir les forces de gauche, y compris celles qui participent aujourd'hui au gouvernement, dans le but de former un bloc ouvrier et paysan anti-impérialiste et anticapitaliste. L'analyse que nous avons esquissée, suggère que la formation d'une telle alliance a des chances réelles de se réaliser dans la période à venir. ★

Egypte

Une journée pour l'excision des jeunes filles

La dernière décision du ministère de la Santé égyptien de consacrer une journée par semaine à l'excision des jeunes filles dans les hôpitaux publics en Egypte relance le débat autour de cette pratique barbare. *«Cette décision (...) sera accompagnée d'une campagne de sensibilisation avant la promulgation d'une loi interdisant cette pratique»*, s'est défendu le ministre de la Santé, lors d'une rencontre avec des organisations non-gouvernementales.

Pour les associations qui luttent contre la mutilation génitale féminine, *«la décision du ministre n'est pas seulement mauvaise, elle est illégale»*. Une quinzaine de militantes féministes et de représentantes d'ONG ont d'ailleurs entamé une action en justice contre le ministre pour avoir négligé un décret de 1959 interdisant cette pratique dans les hôpitaux. Pour l'Organisation égyptienne des droits de l'homme (OEDH) *«l'excision, qui est une mutilation et une déformation des organes génitaux des femmes, est un crime qui affecte le corps humain et sa santé. Elle constitue une violation de la première clause du traité prohibant la torture signé par l'Egypte»*. Cette mutilation touche 73 % des filles de moins de 16 ans au Caire et jusqu'à 95 % dans les campagnes, selon l'OEDH, 45 % de ces victimes seraient devenues frigides à la suite de cette opération et près du tiers souffrent de troubles physiques (infections, stérilité) et psychologiques (peur du mariage et de l'accouchement). Les familles pratiquant cette mutilation la justifient au nom de la religion et de la nécessité de limiter le désir féminin pour préserver la chasteté des filles jusqu'à leur mariage.

En attendant que les opposants de la mutilation génitale réussissent à obtenir l'annulation de cette mesure, des milliers de fillettes sont tous les jours victimes de cette pratique barbare du patriarcat. ★

Une reprise superficielle

Les articles qui composent ce dossier posent, chacun à sa manière cette question : les succès remportés par la bourgeoisie sont-ils suffisants à l'émergence d'une nouvelle période d'expansion ? Sur le plan économique, le blocage des salaires, et la baisse de leur part dans le revenu national, sont dorénavant une évidence quasi-universelle. Aux Etats-Unis, cela ne date pas d'aujourd'hui, puisque la progression du salaire est pratiquement bloquée depuis le début des années 70 et que la reprise de la productivité des années 80 laisse les salaires loin à la traîne. En France, la rupture est facile à dater puisqu'elle correspond très précisément au tournant vers l'austérité du gouvernement Parti socialiste-Parti communiste, organisé par Delors en 1983. Les données présentées pour l'ensemble des pays impérialistes confirment qu'à quelques exceptions près, s'impose partout un modèle caractérisé par une baisse continue des salaires. La grande question est alors de savoir s'il s'agit d'une condition suffisante de retour à un dynamisme comparable à celui des années 60. Un premier élément de réponse se trouve du côté de la formation du profit. Le recul de la part des salaires — que l'on peut analyser comme une augmentation du taux d'exploitation — joue évidemment à la hausse des taux de profit. Mais, et c'est tout l'intérêt de l'article de Mary C. Malloy, le taux de profit n'est pas pour autant rétabli dans des proportions suffisantes. Il est en effet soumis à une pression constante d'une concurrence mondialisée qui pousse à une accumulation croissante sous forme d'introduction de nouveaux procédés, d'incessante modification des produits, et de mécanisation à outrance. La composition du capital tend à augmenter, les capacités de production sont en excédent chronique et doivent être très rapidement amorties, de telle sorte que le taux de profit, correctement calculé, ne montre pas de tendance à une remontée suffisante.

Les deux autres contributions au débat insistent plutôt sur les obstacles situés du côté de la demande : les bons côtés de l'austérité salariale (du point de vue de la rentabilité du capital) se paient d'un rétrécissement relatif des marchés. Jesús Albarracín en fait la démonstration détaillée et met également le doigt sur une autre contrainte qui pèse de plus en plus fortement sur la mise en œuvre de politiques de relance, à savoir la montée des déficits budgétaires. Celle-ci fait d'ailleurs partie intégrante du modèle néolibéral qui, en réduisant les impôts sur les revenus du capital, se prive des recettes correspondantes, alors même qu'il ne réussit pas à faire reculer significativement ses dépenses. On retrouve ensuite le problème du développement d'un capital financier qui viendrait décourager l'accumulation du capital en lui offrant des usages alternatifs plus rentables. Mary C. Malloy refuse cette dichotomie à partir de l'idée qu'il existe un mouvement d'égénéralisation des taux de profit entre les secteurs réels et financiers. C'est une approche originale qui permet de rompre avec l'idée d'une sphère financière autonome où l'argent pourrait faire de l'argent sans que les capitaux en question décrivent toutes les phases du cycle du capital et passent, d'une manière ou d'une autre, par la sphère productive. Les blocages de fond du capitalisme sont donc à chercher ailleurs que dans la montée des taux d'intérêt. Un autre élément se retrouve en filigrane dans les trois articles : c'est le poids du processus de mondialisation. La mise en concurrence directe des capitaux sur le marché mondial durcit en effet toutes les contraintes. Du point de vue de la rentabilité, la concurrence exacerbée pousse constamment la composition du capital à la hausse. Du point de vue des débouchés, elle a pour effet de généraliser des politiques restrictives destinées à tenir les coûts salariaux pour chercher à exporter plus. La somme de ces politiques est évidemment une tendance récessive supérieure à l'effet direct au niveau national, ce qui explique la gravité

inattendue de la récession du début des années 90.

On voit donc s'esquisser une synthèse qui considère le taux de profit comme un indicateur synthétique de la double condition du fonctionnement du capital, qui doit non seulement produire la plus-value mais également la réaliser. L'insuffisant rétablissement du taux de profit, ou en tout cas le fait que son amélioration ne suffit pas à alimenter la reprise, résulterait d'une dialectique récessive où l'austérité salariale et l'aiguïssement de la concurrence se renforceraient, mêlant ainsi, de manière inextricable, des effets d'offre et des effets de demande.

Cette approche conduit logiquement à revenir sur la théorie des ondes longues pour insister sur l'un de ses éléments constitutifs : en choisissant de parler d'ondes longues et non de cycles longs, Ernest Mandel a voulu bien marquer qu'il n'y a aucune automaticité dans le passage d'une onde longue récessive à une onde longue expansive. Les conditions du retournement sont en grande partie extra-économiques, et ne peuvent se réduire à un simple rétablissement du taux de profit. Il faut redéfinir un environnement permettant au capitalisme d'assurer la compatibilité de ses exigences par nature contradictoires, et c'est à chaque fois une question historique ouverte de savoir si ces conditions vont pouvoir être mises en place (et à quel prix). La conjoncture actuelle illustre avec éclat ces difficultés. On est aujourd'hui en mesure d'assurer que la reprise ne peut déboucher sur une croissance stabilisée, et qu'elle sera assurément faible, contradictoire et incertaine. C'est l'essence même de la période historique que nous vivons. Le capitalisme voit périodiquement sa santé s'améliorer, mais cela ne le rend pas pour autant capable de résoudre les problèmes sociaux primordiaux comme le chômage et d'apporter une réponse satisfaisante aux besoins de l'humanité. ★

Maxime DURAND

Des perspectives incertaines

En 1994, l'économie occidentale a surmonté la récession des années précédentes. Néanmoins, l'avenir ne se présente pas pour autant sans nuages. D'un côté, les problèmes de fond qui tenaillent l'économie capitaliste restent posés, de manière telle que la sortie de l'onde longue récessive est encore lointaine. De l'autre, la reprise actuelle est encore très faible et ses perspectives sont incertaines en raison d'une demande dont toutes ces composantes rencontrent des obstacles pour jouer leur rôle de moteur économique.

Jesús ALBARRACIN

L'instabilité du marché des changes et des capitaux continue à s'accroître et le spectre d'une crise financière semble de plus en plus réel. A cela il faut ajouter le chômage massif, un problème qui ne trouve pas de solution. Après plus d'une décennie de politique économique et sociale néolibérale, la crise globale persiste.

A la fin des années 80, l'optimisme a commencé de se propager au sein des cercles du pouvoir dans les pays industrialisés. La récession de 1981-1982 était très loin, la reprise étant durable, les rythmes de croissance étaient élevés, tous signes qui montraient que la crise économique était en train d'être surmontée. Et le néolibéralisme, la doctrine qui avait permis ces réussites, paraissait triomphant et indiscutable. Il faut y ajouter l'approfondissement de la crise du «socialisme réel», l'acceptation du traité de Maastricht et les progrès de l'intégration européenne (marché unique, projet d'union monétaire), pour comprendre que l'optimisme a donné des délires comme celui de Fukuyama et de son classique, la «Fin de l'histoire».

Une analyse plus en profondeur n'aurait pas permis un tel optimisme. Le rythme de croissance des pays industrialisés n'avait pas réussi à atteindre le rythme

d'expansion économique que l'on retrouvait à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, même au moment le plus haut du cycle, si bien qu'on a considéré comme structurel ce qui en fait était conjoncturel. L'ampleur du chômage, qui touche plus de 30 millions de personnes dans l'OCDE, montrant ainsi que malgré la durée et l'ampleur de la croissance telle qu'elle était en train de se faire, elle ne serait jamais suffisante pour absorber tout le chômage cumulé depuis la récession antérieure, et moins encore la croissance de la population active. Le taux de profit s'était amélioré tout au long des années 80, comme conséquence, fondamentalement, de la croissance de la productivité et de la baisse des salaires, mais il n'avait pas retrouvé son niveau d'avant le début de l'onde longue récessive. Un bon nombre de problèmes de fond restaient : l'instabilité financière internationale, les déséquilibres dans les balances de paiement, l'inexistence d'un système financier international, le taux élevé de l'endettement des gouvernements, entreprises et familles, etc. Il convient d'y ajouter les conséquences de la politique économique néolibérale dominante et ce qui a rendu plus dramatique encore une des questions fondamentales de la situation économique, la dépression de la demande. Le résultat est une chute de l'activité économique dans tout le monde occidental à partir de 1989. La guerre du Golfe a fait apparaître les premiers Produits intérieurs bruts (PIB) négatifs aux Etats-Unis et l'activité a continué de chuter jusqu'en 1991, année au cours de laquelle l'économie des Etats-Unis atteignait le point le plus bas du cycle. A ce moment, l'Union européenne avait réduit son rythme jusqu'à 1,5 %, alors que le Japon maintenait un rythme d'activité de 4 %.

La chute de la productivité

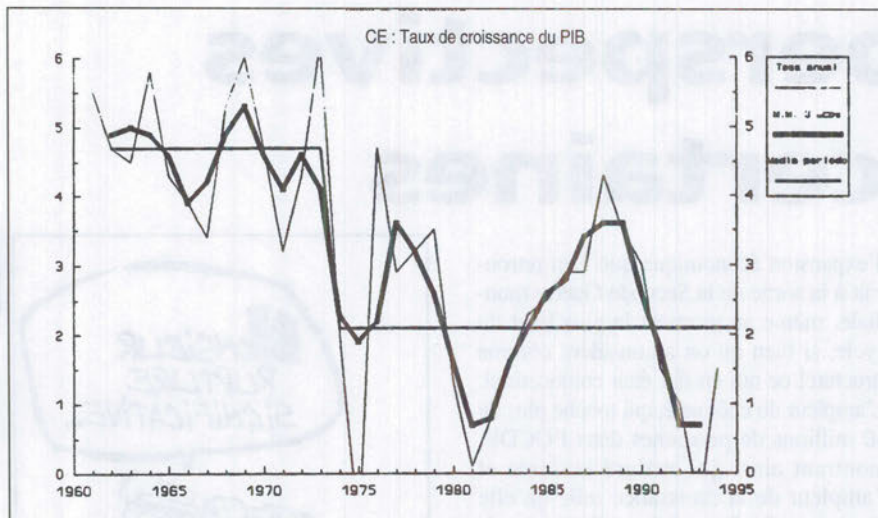
En 1993 la récession devient générale : la croissance du PIB de l'Union européenne a chuté jusqu'à un 0,5 % pendant que le Japon, pour la première fois de son histoire moderne, croissait de seulement 0,1 %. Ainsi l'optimisme a tourné en pessimisme.

Toute récession cyclique est suivie d'une récupération également cyclique, c'est ce qui arrive aujourd'hui. En 1994 la



croissance est revenue dans les pays industrialisés, mais la reprise est encore plus lente, faible et contradictoire que celle qui s'est produite après la récession antérieure. Les causes, il faut les chercher dans la propre dynamique de l'économie capitaliste et dans les conséquences de la politique économique néolibérale.

Les rythmes amoindris de croissance de la productivité et de l'accumulation du capital tels que l'on a pu les enregistrer depuis les années 70, ont produit un ralentissement très marqué de la croissance de la productivité. Ce ralentissement a eu lieu malgré les très durs ajustements dans l'emploi et l'utilisation massive de nouvelles technologies, qui rendent plus intenses l'accumulation de capital et l'épargne de main-d'œuvre, ce qui démontre à quel point il est difficile de créer les conditions structurelles pour démarrer une nouvelle phase expansive. Comme si une malédiction était tombée sur les économies capitalistes malgré : un chômage massif, la détérioration des conditions de travail et la substitution des femmes et des hommes par des machines, la récupération de la croissance de productivité ne se réalise pas. La raison réside dans toutes ces mesures qui ont un impact très limité sur la productivité en comparaison à celui qu'aurait une production croissante et soutenue. C'est la contradiction



dans laquelle vit le capitalisme : il sortira de la phase récessive quand il aura récupéré la productivité, mais la productivité ne se récupérera pas tant que la production et l'accumulation ne se remettent à croître intensément, ce qui n'est pas possible si on ne dépasse pas la phase récessive.

Les voies par lesquelles le capital a essayé de forcer une plus grande croissance de la productivité ont été très différentes et se sont traduites par des changements relatifs entre les différentes régions impérialistes. Au sein de l'Union européenne, la recherche permanente de compétitivité et une politique néolibérale plus orthodoxe a donné une croissance sans emploi d'une particulière virulence. Cette méthode a amélioré la position relative du capital de l'Union européenne dans la compétitivité mondiale, mais a conduit à une plus faible croissance de la production et à un taux de chômage plus élevé. L'économie japonaise, tournée vers les marchés extérieurs, a obtenu une croissance de la productivité légèrement supérieure aux européens, mais elle l'a obtenue avec un rythme plus soutenu de l'augmentation de la production et une certaine création d'emplois, ce qui lui a permis de progresser avec un taux de chômage relativement bas. L'économie américaine, pour sa part, a continué à perdre de la compétitivité face à l'Europe et au Japon, puisque l'augmentation de la productivité a été sensiblement plus réduite. Mais finalement aucun pays n'a pu éviter que la croissance de la productivité se situe dans toutes les régions en dessous de 2 % annuels, pourcentage très inférieur à celui de la phase expansive postérieure à la Seconde Guerre mondiale.

Le double rôle des salaires

La crise économique rendait nécessaire la baisse des salaires pour pouvoir récupérer le taux de profit. L'évolution postérieure de la productivité a rendu nécessaire

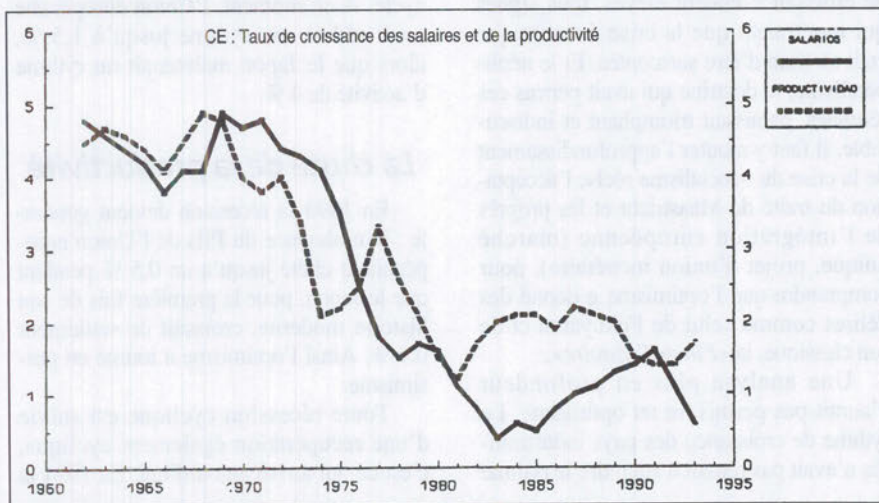
des reculs plus importants. L'augmentation du chômage, la détérioration des conditions de travail, la segmentation de la classe ouvrière ont affaibli la capacité de résistance des travailleurs et la politique néo-libérale avec ses campagnes de culpabilisation des salariés a fait le reste. Conséquence, depuis le début des années 80, les salaires ont moins augmenté que la productivité décroissante dans tous les pays industriels. Au fil des années, le pouvoir d'achat des travailleurs a moins augmenté que la production, provoquant une faiblesse relative du consommateur salarié, ce qui a fini par devenir un aspect structurel. Ce phénomène n'a pas été visible dans la sphère de la consommation privée, pendant la deuxième moitié de la dernière décennie, puisque la croissance des rentes en provenance de la spéculation a renforcé la consommation non-salariale. Mais cette manière de maintenir une demande effective si anormale ne peut pas durer toujours et la faiblesse de la consommation a fini par devenir une donnée importante de la situation. Dans la dernière récession, la consommation privée a chuté plus que pendant la récession de 1981-1982, et dans l'actuelle récupération, la croissance de la consommation est plus faible que celle des

années 80. Les perspectives ne sont pas meilleures parce que récemment le déphasage chronique entre la croissance des salaires et celle de la productivité s'est amplifié. C'est pourquoi on ne peut pas attendre que la consommation devienne le moteur de la reprise. Dans les économies capitalistes, les salaires jouent un rôle contradictoire. Ils font partie des frais des entreprises mais ils sont aussi la composante la plus importante de la demande ajoutée. L'économie capitaliste marche sur ce fil : les salaires ne peuvent ni trop augmenter, sinon les profits diminuent, ni trop peu augmenter, sinon il n'y aurait pas une demande effective suffisante. En privilégiant la politique de l'offre et la réduction des coûts, le néolibéralisme a oublié le rôle des salaires comme moteur de la demande et a provoqué une faiblesse structurelle de la consommation qui, aujourd'hui, rend difficile la récupération.

La faiblesse de la consommation privée n'aurait pas d'importance si les dépenses publiques, les exportations, les investissements ou plusieurs de ces composantes de la demande, croissaient suffisamment pour pouvoir jouer le rôle moteur de la demande effective.

Les limites de la demande

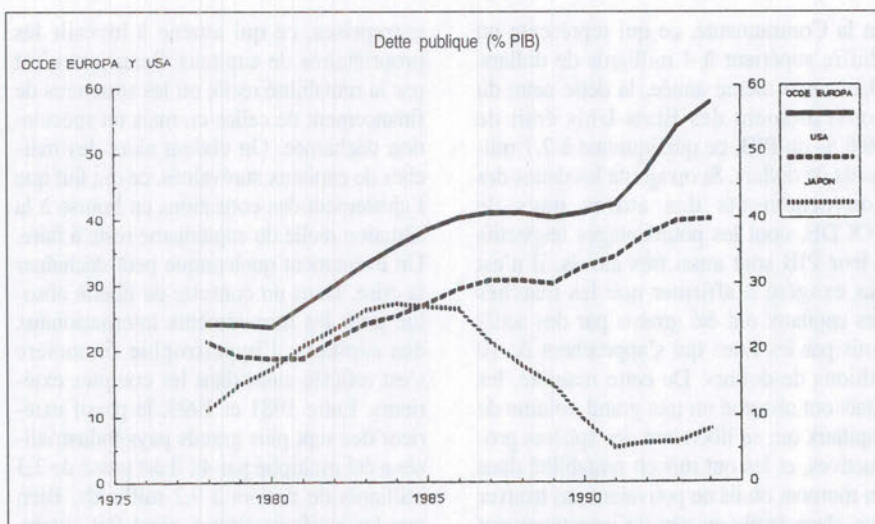
Mais les obstacles qui se dressent devant cette croissance sont énormes. Commençons par les dépenses publiques. Tout au long de la crise s'est produit un ralentissement très marqué de la croissance des dépenses publiques, ce qui est logique car sa réduction a été un des objectifs de la politique économique néolibérale. Mais l'effet sur les ressources publiques du changement de tendance dans la production, la politique de réduction des impositions sur le capital et les revenus élevés, pratiquée par le néolibéralisme ainsi que la croissance du service de la dette comme résultat d'un plus fort endettement et des très forts taux d'intérêts, ont



provoqué une aggravation considérable du déficit public dans tous les pays industriels par rapport à la situation vécue pendant la phase expansive de l'onde longue. Le financement propre de ce déficit a provoqué une croissance de la dette publique d'une telle ampleur que, du point de vue du fonctionnement du capitalisme, il a fini par devenir un des problèmes les plus graves. Un simple exemple suffit pour montrer l'importance de ce problème. Dans l'ensemble des pays qui composent l'OCDE, la dette publique nette est passée de 20,2 % du PIB, en 1980, à 42,4 % en 1994. Comme conséquence, la réduction du déficit public est devenue l'un des objectifs les plus importants de tous les gouvernements qui tendent à pratiquer une politique fiscale contraignante. Ils l'ont fait pendant la dernière récession, et ils sont en train de le faire pendant l'actuelle reprise. Les obstacles que trouve l'investissement sont aussi importants. A la chute du taux des bénéfices et à la réduction des rythmes de croissance de la demande globale, phénomènes caractéristiques de la phase récessive, s'est jointe la montée des taux d'intérêts réels à long terme. Ces taux, qui ont été très élevés pendant les années 80, sont descendus pendant les dernières années, mais en 1994 ils se trouvaient toujours autour de 4,5 points dans la communauté européenne et aux Etats-Unis, un pourcentage notablement supérieur à celui enregistré avant la crise économique.

Réduire l'inflation

Les très hauts taux d'intérêts réels sont une conséquence logique de la politique monétaire stricte qui s'applique dans la plupart des pays qui ont comme objectif de réduire l'inflation, de stabiliser les taux de change, mais ils sont aussi une conséquence de l'énorme hypertrophie financière qui a été engendrée. Une seule donnée suffit pour mesurer l'importance du phénomène : le passif extérieur des 7 pays les plus industrialisés qui en 1980, n'arrivait pas à 2 billions de dollars, en 1993, a dépassé les 9 billions de dollars. Bien sûr, les actifs extérieurs ont crû avec la même intensité, mais ceci ne réduit pas la gravité du problème. Il s'est créé alors un volume énorme de capital financier qui se déplace d'un pays à l'autre à la recherche des profits de la spéculation ou d'une plus forte rentabilité, ce qui, ajouté à l'existence d'un problème de financement général, force les taux d'intérêts réels vers le haut. Il est prévisible qu'aucun de ces facteurs ne va s'améliorer dans un futur prochain. C'est pourquoi les taux d'intérêts réels continueront à être élevés. Combiné à la faiblesse de la consommation et à la reprise insuffi-



sante du taux de profit, on pourra conclure : il n'est pas possible d'attendre que l'investissement devienne un moteur de la demande capable de soutenir la reprise. Pour le néolibéralisme, la croissance de la demande effective doit être poussée fondamentalement par les exportations. La libéralisation du commerce international, la recherche constante d'augmentation dans la compétitivité, les attaques contre les salaires et les conditions de travail, les politiques de rigueur monétaire internes, etc., n'ont d'autre objectif que de faciliter l'ouverture des marchés externes. L'accroissement du nombre d'exportations sera parallèle à celui de l'investissement, de la consommation et de la rente. La réussite de cette politique est incontestable, car, pendant la phase récessive, les exportations de biens et services ont augmenté plus que le PIB dans tous les pays industriels et, en conséquence, leur poids dans la demande totale a augmenté. Mais le problème, c'est que les marchés intérieurs des pays industriels ont aussi dû s'ouvrir aux marchandises et services de leurs compétiteurs avec comme résultat, l'augmentation aussi importante, voire, plus conséquente, des importations que celle des exportations. Conséquence, personne n'a amélioré sensiblement sa position dans la compétitivité internationale. Ceci a été reflété dans la balance des paiements par compte courant. Dans l'Union européenne, cette balance s'est améliorée en passant de 0,4 % du PIB pendant la période 1961-1973 à 1,3 % en 1994, et au Japon, même augmentent de 0,6 % à 2,7 %. Mais aux Etats-Unis, elle a empiré, puisque les pourcentages correspondants ont été de 0,5 % et -1,7 %. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, la demande extérieure nette apporte seulement 0,9 point du PIB dans l'union européenne et 2,1 au Japon, par rapport à ce qu'elle apportait avant la crise. Dans le cas des Etats-Unis, l'apport est passé de positif à négatif. Les données sont alors

concluantes. Le modèle de croissance basé sur l'impulsion des exportations qu'a essayé de mettre en pratique le néolibéralisme, a échoué. Autrement dit, les politiques de dépression de la demande intérieure n'ont pas pu impulser la demande extérieure. Le «village global» n'a pas mené à plus de croissance ni à plus de bénéfices dans les pays impérialistes pour la simple raison que chacun d'entre eux a essayé de gagner la course de la compétitivité et en conséquence aucun d'entre eux n'a obtenu un grand avantage. Le résultat est qu'aucune autre composante de la demande n'a pu se substituer à la faiblesse structurelle de la consommation privée produite par la crise économique et la politique néolibérale. Ainsi, à la «crise de l'offre», développée au début des années 70, on peut ajouter une crise de demande. Il est bien possible que le taux de profit ait pu être amélioré dans une certaine mesure, il est apparu un nouveau problème qui entrave aussi la sortie de la crise, l'insuffisance de la demande effective. Surmonter cette contradiction requiert qu'apparaisse une demande extérieure nette soutenue dans le temps, ce qui à son tour exige l'ouverture d'un nouveau marché. L'apparition de ce marché, n'est visible nulle part à court terme.

L'instabilité financière

L'avenir de la reprise est aussi menacé par l'hypertrophie financière créée pendant l'onde longue récessive, comme conséquence de l'énorme croissance de la dette des gouvernements et des entreprises, et des déséquilibres extérieurs des pays. Pendant les dernières années, les forts déficits publics et leurs financements propres ont amené à un endettement public qui n'a pas de précédent dans l'histoire du capitalisme. En 1993, la dette publique brute des 12 pays de la Communauté signifiait 66 % du PIB de l'ensemble

de la Communauté, ce qui représente un chiffre supérieur à 4 milliards de dollars. Dans cette même année, la dette nette du gouvernement des Etats-Unis était de 39,6 % du PIB, ce qui équivaut à 2,7 milliards de dollars. Si on ajoute les dettes des gouvernements des autres pays de l'OCDE, dont les pourcentages respectifs à leur PIB sont aussi très élevés, il n'est pas exagéré d'affirmer que les marchés des capitaux ont été grossis par des actifs émis par les Etats qui s'approchent de 10 billions de dollars. De cette manière, les Etats ont absorbé un très grand volume de capitaux qui se libéraient des sphères productives, et les ont mis en rentabilité dans un moment où ils ne pouvaient pas trouver une place facile en tant qu'investissement réel en raison de la chute du taux de profit. Rien que dans l'Union européenne, les intérêts de la dette publique se montaient en 1993 à 5,6 % du PIB de l'ensemble, ce qui suppose un chiffre proche de 350 milliards de dollars. A la dette publique, il faut ajouter celle des entreprises, qui a également augmenté et c'est sur ce pilier qu'a été bâti l'énorme édifice financier, produit de la multiplication du crédit : les Etats émettent de la dette, les entreprises ou les fonds d'investissement les achètent, en les finançant avec leur propre dette et cela successivement dans un processus sans fin. On invente de nouveaux types de titres et de nouvelles formes de financement dans un processus que l'on appelle «innovation financière», ce qui contribue à accroître de plus en plus le déficit, à faciliter la spéculation, etc.

«Les papiers fictifs»

Le résultat, c'est que l'on a bâti une énorme montagne de papier, formée de ce que Marx appelait «des capitaux fictifs», sur la base du capital directement productif, ce qui a introduit une énorme instabilité dans le fonctionnement du capitalisme. L'hypertrophie financière a favorisé l'apogée des cotisations pratiquement dans tous les marchés des capitaux. Après le «krach» boursier de 1987, les indices de bourse ont augmenté de plus de 25 % en Italie et au Canada, plus de 50 % aux Etats-Unis, Allemagne et Royaume-Uni et plus de 100 % en France. De tous les pays industriels, c'est uniquement au Japon qu'ils ont descendu. Les très hauts niveaux de cotisations se traduisent dans de faibles rentabilités pour les capitaux financiers mais ceux-ci n'attendent pas d'obtenir des bénéfices par la voie de la rentabilité que payent les entreprises, sinon par les gains de capitaux produits de la spéculation. En somme, les niveaux de cotisations n'ont rien à voir avec la situation réelle des

entreprises, ce qui amène à investir les propriétaires de capitaux financiers n'est pas la rentabilité réelle ou les structures de financement de celles-ci, mais une spéculation déchaînée. On obtient alors des marchés de capitaux surévalués, ce qui fait que l'ajustement des cotisations en bourse à la situation réelle du capitalisme reste à faire. Un événement quelconque peut déchaîner la crise. Dans un contexte de liberté absolue pour les mouvements internationaux des capitaux, l'hypertrophie financière s'est reflétée aussi dans les comptes extérieurs. Entre 1981 et 1993, le passif extérieur des sept plus grands pays industrialisés a été multiplié par 4 : il est passé de 2,3 milliards de dollars à 9,2 milliards. Bien que les actifs extérieurs aient fait autant, un volume énorme de capitaux spéculatifs se déplace dans les marchés internationaux en cherchant une rentabilité ou dans les marchés des capitaux ou en spéculant dans les marchés des changes. Le résultat est une grande instabilité des taux de change et que leur évolution ne correspond pas forcément à la situation réelle de balance des paiements et les gouvernements se voient dans l'impossibilité de contrôler la cotation de leur monnaie, vu la taille des fonds spéculatifs mis en jeu. Depuis décembre 1993 jusqu'en février 1995, c'est-à-dire avant que ne se déchaînent avec toute leur virulence les spéculations actuelles, le mark a été apprécié de 12,2 % face au dollar, le franc suisse de 13,1 % et le yen de 10,7 %, la livre sterling a été dépréciée de 6,8 % par rapport au mark, et la lire de 7,8 % pour ne mentionner que les plus importants. A tout ça, il faut ajouter le problème de la dette extérieure des pays du Tiers monde, qui, loin de se résoudre, devient de plus en plus grave. En 1986, cette dette montait à 1 037 milliards de millions de dollars, en 1994 elle avait augmenté jusqu'à 1 489, c'est-à-dire de presque 50 %. A ce volume, il faut ajouter 215 000 millions de dollars des pays de l'Est. Deux données additionnelles peuvent servir à montrer la gravité du problème.

Un futur très peu prometteur

En 1994, le service de la dette extérieure des pays du Tiers monde montait à 203 000 millions de dollars, ce qui supposait 4,3 % du PIB de ces pays, pourcentage notablement supérieur à la croissance annuelle de celui-ci, et plus de la moitié de la dette correspond à des pays en difficulté pour faire face au service de la dette. La dette des pays du Tiers monde continue alors à être une bombe collée au système financier international et le Mexique, un

des pays les plus touchés, mais pas le seul, a donné des signaux clairs.

L'instabilité financière crée de très sérieuses incertitudes sur le futur de la reprise, vu qu'elle n'est pas capable d'empêcher que se produisent des crises graves dans les marchés des changes ou des capitaux, et qui finissent par se généraliser à l'ensemble de l'économie. La montagne de papiers est arrivée à un volume tel, et les spéculations sont si intenses que tout peut arriver. Même si elle ne donne pas lieu à de grandes convulsions, l'instabilité est garantie, ce qui assombrit l'avenir. Dans des projections à moyen terme faites récemment, l'OCDE prévoit un scénario propre à une phase récessive de longue durée. Dès 1997, jusqu'à l'année 2000, l'ensemble de la région se trouvera sur le chemin du PIB potentiel, ce qui suppose un taux moyen de croissance annuelle de 2,9 %. Si on prend en compte que pendant la récupération 1984-1990, le taux moyen annuel de croissance a été de 3,5 %, la conclusion est que la récupération actuelle sera sensiblement moins importante que la dernière. Si on ajoute l'optimisme obligé de l'OCDE, le résultat est un scénario de stagnation. Dans ces conditions, on n'a presque aucun espoir que le chômage soit réduit sensiblement, et ceci est même reconnu par l'OCDE qui prévoit pour l'année 2000 un taux de chômage pour l'ensemble de la région de l'ordre de 7,1 %, un pourcentage très proche de l'actuel. Telle est la conclusion la plus importante qu'il faut prendre : la reprise aura un effet minime sur le chômage, avec comme conséquence une aggravation des problèmes sociaux et politiques décisifs pour l'ensemble de ces pays. ★

Madrid, mars 1995

Une nouvelle onde longue d'expansion aux Etats-Unis ?

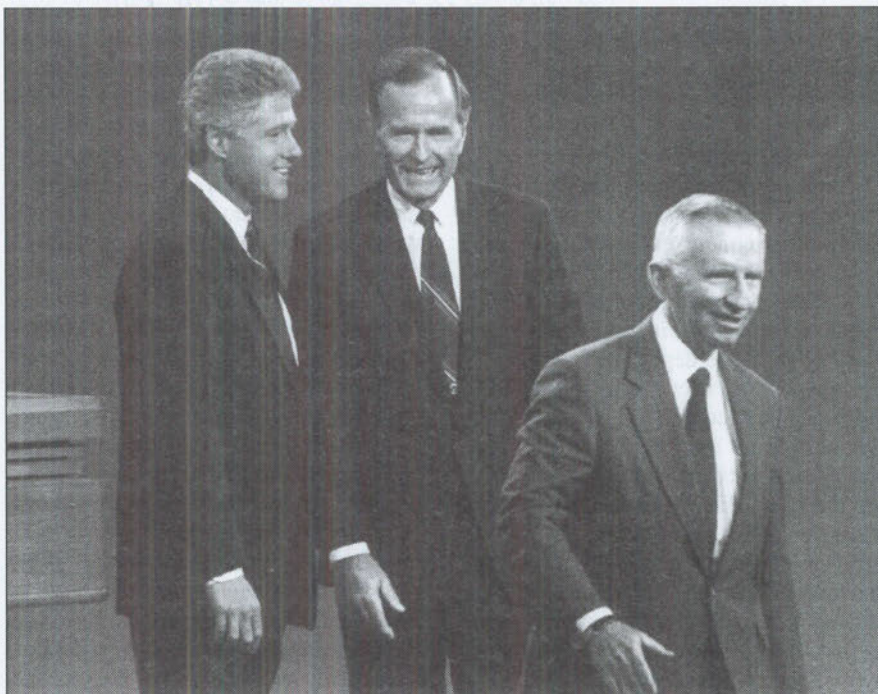
L'explication la plus courante des problèmes économiques des Etats-Unis est l'incapacité du capitalisme industriel de faire face à la concurrence internationale. Mary C. Malloy, journaliste dans *Against the current* et enseignante d'économie à New York City discute cette thèse.

Mary C. MALLOY

L'argument central de la thèse de la « désindustrialisation » est que les industriels des Etats-Unis n'ont pas été capables, depuis le début des années 70, de contrecarrer la chute des coûts unitaires de leurs concurrents, aussi bien de ceux qui misent sur les « bas salaires » (Tiers monde) que de ceux qui misent sur les « hauts salaires » (Européens et Japonais). En fait, le capital américain a poursuivi une stratégie concurrentielle de « bas salaires ». Plutôt que d'avoir recours à la formation publique et privée et aux investissements pour la recherche et le développement et pour de nouvelles infrastructures publiques, il a comprimé les salaires et augmenté le taux de chômage industriel. Avec l'illusion selon laquelle il existe des politiques économiques de capitalisme d'Etat (« politique industrielle-planification indicative ») susceptibles de reconstruire la base industrielle en faveur aussi bien du capital que du travail.

Au lieu d'adopter le modèle stratégique « interventionniste » qui aurait assuré le succès économique de l'Allemagne occidentale et du Japon, la politique de l'Etat aux Etats-Unis garantit la rentabilité des secteurs « improductifs » comme les secteurs financiers et militaires. L'abandon par Clinton de la politique de la croissance, promise lors de sa campagne électorale, au profit d'une politique monétaire rigoureuse et d'une réduction du déficit n'est que la dernière manifestation de la domination du capital financier sur la politique nord-américaine.

La thèse de « désindustrialisation » est très séduisante et semble saisir la réalité



économique des vingt dernières années et en même temps indiquer le chemin d'une reprise économique qui augmenterait à la fois la rentabilité du capital et le niveau de vie des travailleurs. Toutefois, cette thèse est défailante sur trois aspects essentiels.

Premièrement, la stagnation économique à long terme n'est pas fondamentalement un problème de compétitivité globale mais le résultat d'une chute aigue de profit moyen touchant tous les secteurs économiques et tous les pays capitalistes, laquelle chute a été provoquée par la tendance généralisée à la mécanisation de la production. Il y a des indices de plus en plus clairs qui prouvent que la compétitivité de l'industrie américaine est en train d'augmenter alors que la faiblesse de la croissance économique, le chômage structurel croissant et la diminution des salaires réels pour la plupart des travailleurs persistent et même s'aggravent.

Deuxièmement, le refus d'adopter une « politique industrielle » du capital n'est pas le résultat de la domination du « capital financier », mais de l'émergence d'un consensus parmi les milieux bourgeois internationaux, selon lequel le modèle américain de la relance industrielle sous le signe du « libre marché » est la voie pour accroître la rentabilité.

La crise économique actuelle est beaucoup plus sérieuse et le mécanisme de la

reprise et d'une nouvelle « onde longue » est beaucoup plus difficile que la thèse de la « désindustrialisation » ne le suppose. Pour élever le taux moyen de profit à des niveaux garantissant une expansion réelle, il faut une destruction massive d'une partie importante du capital et un arrêt temporaire de la concurrence et des investissements.

Crise économique et « désindustrialisation »

Personne ne peut nier que des secteurs de l'industrie manufacturière américaine ont subi des pressions concurrentielles très sérieuses depuis les années 70, ni que les niveaux et les conditions de vie des travailleurs se sont détériorés au cours des 25 dernières années. Rien que dans les années 80 l'emploi industriel a diminué de plus d'un million et les salaires réels horaires ont diminué constamment depuis 1979. Des concentrations ouvrières ont été détruites et des familles déracinées et affaiblies. La question essentielle est de savoir quelle est la cause fondamentale de cette dynamique : la position déclinante du capital industriel américain dans l'économie mondiale ou la stagnation des taux de croissance mondiaux à la suite de la chute du taux de profit moyen dans tous les pays industrialisés.

Marché mondial des exportations

	1981	1985	1993
Japon	9,0 %	10,7 %	8,5 %
Allemagne	13,7 %	15,0 %	10,4 %
Etats-Unis	13,8 %	10,5 %	13,7 %

Source : DRI/McGraw Hill, 1994.

Pour répondre correctement à cette question, il est nécessaire de distinguer les effets de la concurrence étrangère des effets de la chute moyenne du taux de profit (chute du taux de croissance) à l'échelle mondiale sur l'emploi industriel aux Etats-Unis. D'abord, le déplacement du poids économique du secteur industriel vers celui des services est un processus de longue haleine qui remonte à la fin du siècle dernier, et qui a opéré dans les ondes longues aussi bien d'expansion que de stagnation. Alors que le taux d'emploi global dans les services et celui de l'industrie étaient à peu près les mêmes en 1879 et ont augmenté dans la même proportion de 1879 à 1919, de la fin du XIX^{ème} siècle à 1950 le taux de la production industrielle n'a augmenté que de 6 % alors qu'il a diminué par rapport à celui des services. Depuis 1950, le taux de l'emploi industriel a chuté en terme absolu. De 1950 à 1970 (onde longue d'expansion) l'emploi industriel est tombé de 34 % à 27,4 %. Dès que l'onde longue de stagnation a commencé, le déclin s'est accéléré. En 1990 le taux de l'emploi industriel était tombé à 17,4 %.

Le déclin de l'emploi

Le déclin à long terme de l'emploi industriel ne comporte pas automatiquement une diminution en terme absolu de postes de travail. De 1950 à 1970, alors que le taux a diminué, le nombre de postes de travail dans l'industrie a augmenté de 27 %. Quelle est l'explication de la perte absolue des postes de travail dans l'industrie pendant l'onde longue de stagnation ? Des économistes ont expliqué que le nombre de postes de travail pouvait continuer à croître malgré la perte d'une partie du marché à l'avantage des sociétés étrangères à la condition qu'il existe une croissance d'ensemble de la demande. Pour ce qui concerne les années 70, les économistes de la Brookings institution ont estimé que le taux de croissance de la période de stagnation aux Etats-Unis avait provoqué une diminution de 1 % de l'emploi industriel, alors que les effets du commerce extérieur avaient entraîné une augmen-

tation de l'emploi de 2,1 %. Dans le cas de l'industrie automobile sévèrement frappée, la même étude estime que 20 % de la chute de la production américaine peut être attribuée à la balance commerciale négative de la période, alors que 80 % est la conséquence du déclin global des ventes. Pour sa part, l'économiste

radical Arthur Mc Ewan a estimé que les Etats-Unis auraient pu vendre 700 000 voitures de plus en 1984 si la vente globale était restée au niveau de 1978 même si le taux des importations avait augmenté de 18 % en 1978 à 23 % en 1984. En outre, des économistes ont remarqué que le dollar surévalué, résultat du financement du déficit et non de la concurrence étrangère, a réduit de 10 % l'emploi dans le secteur de l'automobile et de l'acier.

Ces études montrent que l'argument « désindustrialisation » n'est pas très substantiel pour la période 1970-1984. Il est encore plus faible en ce qui concerne la dernière décennie. La perte de postes de travail, notamment depuis la fin des années 80, semble être l'effet combiné d'une augmentation plus accentuée de la productivité (capitalisation de la production) et de la persistance d'une croissance ralentie de la demande à l'échelle mondiale, à la suite de la chute du taux moyen du profit. Autrement dit, l'emploi industriel stagne en termes absolus parce que les effets de destruction de postes de travail provoqués par le remplacement du travail par le capital (ce qui améliore la compétitivité des Etats-Unis) ne sont pas compensés par les effets de création de postes de travail par un niveau de consommation plus élevé. Les sociétés augmentent l'intensité de la production dans les opérations en cours, mais ne créent pas de nouvelles capacités de production. Cette tendance se traduit par de nouvelles formes d'investissement global.

Alors qu'en 1994 le taux de l'investissement fixe brut (global) des non-résidents par rapport au PIB était le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale, l'investissement net anticipé (expansion de la capacité industrielle) n'était que de 25 % du PIB, le plus bas depuis la guerre. La chute du taux de l'investissement net s'explique par le fait que les hommes d'affaires, aussi bien dans l'industrie que dans les services, investissent plus dans les équipements de courte durée que dans des structures de plus longue durée. Qui plus est, les capitalistes sont en train de restructurer et d'améliorer les potentiels existants

(retrofitting) pour faire face aux concurrences interne et externe plutôt que de se doter d'un potentiel nouveau et de développer l'emploi.

Ce boom de l'investissement semble avoir eu un effet positif sur la compétitivité industrielle américaine. Depuis la fin des années 80, la productivité industrielle a augmenté de 5 % par an et la productivité dans l'automobile de 10 %, ce qui paraît presque incroyable. De 1987 à 1992, les exportations de biens de consommation durables ont augmenté de 97 % alors que les importations n'ont augmenté que de 34 %. Le réajustement du taux de change pendant cette période a stimulé la croissance des exportations, mais les gains de productivité réels ont joué aussi un rôle essentiel. Au début des années 80, pour produire une tonne d'acier il fallait environ 30 % d'heures de travail de plus qu'en Allemagne et au Japon. En 1993 la moyenne était inférieure de 10 %. Comme l'indique le tableau qui suit, l'industrie américaine a reconquis une partie des marchés de l'exportation qu'elle avait perdus dans les années 70.

La restructuration de la production, combinée à une reprise économique conjoncturelle lente, difficile mais réelle, a attiré l'attention des politiciens de Washington. Certains aspects des modèles japonais et allemand de la « planification industrielle » — que Clinton et ses conseillers Reich et Tyson ont trouvé si excitant il y a cinq ans (et qui a incontestablement aidé ces pays au moment où l'économie mondiale était en croissance) — apparaissent aujourd'hui encombrants et bureaucratiques dans une période où la demande exige une flexibilité accrue et une adaptation pénible à des marchés instables.

Marché financier obstacle ?

La thèse de la « désindustrialisation », selon laquelle la politique du « libre marché » de l'administration représenterait la domination du capital financier, se base sur deux postulats. D'abord, que les intérêts du capital financier sont tout à fait conflictuels avec ceux du capital industriel. Ensuite, le capital financier aurait le poids économique pour obliger Clinton à abandonner l'orientation interventionniste qu'il avait promise. Or, il est difficile de défendre l'idée que le secteur financier et le secteur réel (industriel) sont si clairement conflictuels, économiquement et politiquement. Les entreprises industrielles constituent encore une partie importante des clients du secteur financier. Et les trente dernières années ont confirmé une inter-pénétration accrue des groupes financiers

et des groupes industriels par le biais des conseils d'administration imbriqués. Il est vrai que les ressources allant vers le secteur financier se sont considérablement accrues, mais en réalité cette tendance avait commencé vers la moitié du XIX^e siècle. L'impression selon laquelle le profit important réalisé par des instruments financiers sophistiqués et les salaires élevés des dirigeants du secteur financier démontreraient l'existence de «super-profits monopolistiques» n'est basée sur aucune autre preuve que les gains dans le secteur des finances sont dans l'ensemble supérieurs à ceux réalisés dans le secteur productif. Il est raisonnable d'estimer, dans une période où le potentiel de production peut s'adapter aux revenus moyens (entrée de nouvelles entreprises et de nouveaux investissements), qu'il y ait une égalisation du taux de profit entre le secteur productif et le secteur financier plutôt qu'un maintien d'un revenu financier plus élevé. En d'autres termes, des années de pertes succèdent à des années de profits normaux aussi bien dans le secteur financier que dans le secteur «réel». Le secteur financier doit alors connaître le même réajustement cyclique et structurel de concentration et centralisation du capital et de mécanisation que le secteur industriel. Le développement dans le service financier américain au cours des huit dernières années répond à cette attente en matière de service.

La politique de la Banque fédérale

De même, la vague de fusion et d'achat, ainsi que la réduction des dimensions des entreprises et la réduction des dépenses en rapport des possibilités limitées de réaliser des profits ont balayé Wall Street. Finalement, il n'est pas évident que la politique monétaire de la Banque fédérale américaine pendant les quatre dernières années n'ait fait que favoriser les intérêts étroits du capital financier. La Banque a établi une réduction du taux d'intérêt à court terme entre 1991 et début 1994, et dans les systèmes bancaires, a limité l'impact des mauvais prêts accordés dans les années 80. Des profits substantiels ont été réalisés grâce à la différence entre les coûts de fonds bancaires et les gains plus élevés des bons du Trésor à long terme. Les bas taux à court terme, ont aidé aussi le capital industriel. Les taux d'intérêt à long terme sont tombés en même temps que les taux à court terme en réduisant ainsi les coûts financiers du capital industriel et contribuant en partie au petit «boom» conjoncturel dans l'investissement des capitaux.

De la même façon, les restrictions au crédit que la Banque fédérale a opérées, à plusieurs reprises en 1994 ne visent pas essentiellement à limiter les investissements productifs et la croissance économique même si on peut aboutir sans le vouloir à un tel résultat. En revanche, de telles restrictions ont constitué une tentative réussie d'arrêter la frénésie spéculative sur les marchés des obligations. Des sociétés financières et non-financières et des gouvernements locaux (Orange County en Californie en a été l'exemple le plus spectaculaire) encaissaient la différence entre les emprunts à des taux d'intérêts bas à court terme et l'investissement dans des obligations du Trésor à long terme aux rendements plus élevés. En février 1994 la Banque fédérale a décidé de freiner ce processus et les taux à court terme ont commencé à augmenter.

Les spéculateurs ont dû payer pour leurs emprunts plus qu'ils ne recevaient sur leurs investissements. L'action de la Banque fédérale contre la recherche de revenu à deux chiffres par des stratégies financières sophistiquées (au moment où les instruments financiers sous-jacents n'assuraient au mieux que des revenus à un seul chiffre) a provoqué la pire année sur le marché des obligations depuis les années 20.

Alors que toute une série de sociétés de New York annonçaient des licenciements à cause des pertes enregistrées en matière d'obligations et des dérivés, il est possible que le président de la Banque fédérale Greenspan ait accentué la relance conjoncturelle du secteur «réel» en éliminant la possibilité très concrète d'une panique financière. De même, il est difficile d'expliquer par la thèse de «l'hégémonie financière» l'attitude désinvolte de la Banque fédérale en ce qui concerne la chute récente du dollar. Au lieu de s'empressement de consolider par des taux d'intérêt plus élevés la valeur des investissements libellés en dollar, la Banque fédérale s'efforce de nouveau d'accroître l'expansion par la stabilité des taux et le soutien à la croissance des exportations et des investissements étrangers à la suite du bas taux de change du dollar.

Si le capital financier n'est ni antagonique au capital industriel ni ne dispose d'une hégémonie économique, comment peut-on expliquer qu'actuellement le gouvernement mise exclusivement sur la politique monétaire (en excluant les stimulants fiscaux) pour gouverner l'économie ? La politique «anti-inflationniste» fait partie d'une stratégie d'ensemble basée sur le marché pour promouvoir la compétitivité du capital américain aussi bien nationalement qu'internationalement. Cette straté-

gie fiscale, notamment de réduction du déficit, vise à éliminer toute possibilité pour les entreprises de survivre sans réduire leurs coûts et sans augmenter leur productivité, en stimulant ainsi la rentabilité et la compétitivité capitalistes. Cette stratégie est poursuivie sous des formes multiples. Premièrement, les dépenses publiques pour l'Etat Providence et d'autres formes de soutien aux revenus sont en train d'être réduites dans l'espoir que les ressources soient finalement utilisées dans des buts «productifs» par la réduction des impôts des hommes d'affaires et des classes moyennes. Ainsi les déficits et les paiements des intérêts vont diminuer en allégeant le fardeau fiscal et en opérant un transfert de revenus des détenteurs des obligations des bons du trésor aux contribuables capitalistes «productifs».

Deuxièmement, la réduction des stimulants fiscaux directs a limité la demande intérieure des biens d'importation pendant la reprise conjoncturelle (pourvu que la demande globale augmente à l'extérieur), ce qui contribuera à diminuer le déficit commercial. De 1987 à 1991, ce déficit a diminué de 86 % à la suite de l'affaiblissement du dollar et du ralentissement de la demande globale intérieure. Depuis 1993, au fur et à mesure que la reprise économique conjoncturelle s'est précisée, le déficit commercial a augmenté de nouveau sérieusement puisque la relance au Japon et en Europe a été insuffisante.

Finalement, et c'est le facteur le plus important, les restrictions dans les dépenses de l'Etat imposent à tous les capitalistes une stricte discipline du marché. Les mesures inflationnistes nécessaires pour financer la création d'emplois et la formation, le développement infrastructurel, le réaménagement des villes ou les diminutions d'impôt en faveur de la classe ouvrière et de la classe moyenne, permettront à des capitalistes produisant à des coûts très élevés d'être encore rentables à court terme, en exploitant le décalage entre prix à la hausse et coût de revient.

La rentabilité dans un monde keynésien

Après que «la manie» de fusion et d'achat des années 80 ait éliminé certains des capitalistes les moins compétitifs et obligé ceux qui subsistaient à organiser la production et à réduire leurs coûts, il y a eu parmi les capitalistes un consensus en faveur d'une réelle austérité fiscale visant à intensifier la concurrence et à permettre la «survie» des plus «aptés», c'est-à-dire ceux qui étaient capables de produire au moindre coût. Puisque l'inflation a permis de réaliser des profits globaux (et non des



taux de profit) proches des niveaux records, il apparaît clair que le gouvernement Clinton a été inspiré non par des intérêts spécifiques, mais par la logique de la concurrence capitaliste.

Si l'histoire peut donner des leçons, une relance généralisée de la rentabilité, qui serait la base d'une «onde longue d'expansion», se heurte aujourd'hui à un certain nombre d'obstacles principalement d'ordre économique et non politique. La montée des taux de profit qui a mis fin aux deux dernières ondes longues de stagnation dans les années 1890 et 1930 a été déterminée par deux conditions cruciales. La première a été une forte augmentation de la masse globale des profits par un déplacement de revenus des travailleurs vers les capitalistes. Le deuxième facteur est l'allègement des intenses pressions concurrentielles qui amènent les entreprises à moderniser le processus de production et à diminuer leurs coûts. Cet allègement a permis aux capitalistes d'accroître considérablement les revenus de leurs investissements.

Accroître les revenus des investissements

A l'heure actuelle, la première condition d'une relance est en train de se produire lentement, et elle ira sûrement en s'accroissant dans les prochaines années en l'absence d'une riposte ouvrière. Les sociétés ont diminué les salaires réels, et ont utilisé de plus en plus des travailleurs temporaires. Parallèlement, elles ont augmenté leur productivité par l'intensification du travail et l'automatisation de la production. La politique du gouvernement visant à réduire l'allocation aux chômeurs et les frais sociaux a aidé les entreprises à comprimer les salaires réels en accentuant

la concurrence parmi les travailleurs. Les capitalistes ont réduit les dépenses pour la sécurité sociale sans qu'il y ait une «concurrence gérée» par le gouvernement. La restructuration de l'industrie de la santé (notamment le nombre accru des organismes de santé qui limitent leurs dépenses) permet de faire les économies dont les capitalistes ont besoin. Force est de constater que l'offensive des patrons et l'austérité gouvernementale ont atteint leurs buts : la productivité augmente, les salaires réels stagnent ou chutent et la masse globale de profit s'accroît.

Néanmoins, la seconde condition, c'est-à-dire l'arrêt de la concurrence capitaliste limitant les besoins d'investir dans des équipements plus productifs, n'est pas à l'ordre du jour. Les entreprises sont en train de réexploiter les potentiels existants à un niveau très élevé d'intensité du capital. Les efforts pour réaliser des économies au niveau des investissements ne peuvent pas être généralisés. En dépit de la forte augmentation de la masse globale du profit par les gains de productivité et la réduction des salaires, le taux global du profit, adapté aux fluctuations à court, moyen et long terme de l'exploitation du potentiel en place, n'est pas en train d'augmenter.

Si la faiblesse de la demande était la cause sous-jacente de la chute de rentabilité, alors le réajustement n'amènerait pas à une tendance à la baisse, ce qui se produit. Cela renforce la conclusion selon laquelle la chute de la demande intérieure est un effet et non la cause de la chute du taux moyen de profit.

Si la diminution du coût n'a pas provoqué une augmentation du taux de profit suffisamment supérieure au taux d'intérêt pour stimuler une onde longue d'expansion, elle a empêché une chute ultérieure. L'effort de réduire constamment le coût par la mécanisation et par la compression des salaires réels ne peut que s'accroître dans les prochaines années, dans la mesure où le Japon et l'Allemagne rationalisent leur économie pour riposter à la nouvelle efficacité des Etats-Unis. En l'absence d'une crise financière au niveau mondial qui «arrêterait la musique» pour quelques années, les pressions concurrentielles subsisteront. Dans le cas d'un effondrement global, les banques centrales et les gouvernements capitalistes mettraient probablement sur pied un plan permettant de maintenir à un niveau acceptable la demande solvable et les mécanismes du marché.

Malgré l'adoption par les capitalistes de politiques «anti-étatiques» au cours des vingt dernières années, les gouvernements n'ont pas complètement abandonné des politiques keynésiennes permettant d'éviter l'effondrement de la demande solvable

et la dépression qui s'ensuivrait. Toutefois la capacité des gouvernements capitalistes d'échapper à une catastrophe économique (et la menace politique d'un chômage massif) renvoie cet allègement qui déterminerait une forte hausse du taux global de profit.

Crise du réformisme

L'échec de la politique industrielle du gouvernement du parti démocrate est une manifestation de la crise d'ensemble du réformisme. De même que la social-démocratie européenne au cours des vingt dernières années, le régime de Clinton paye le prix du rétrécissement de la marge de manœuvre d'une politique visant à bénéficier en même temps au capital et au travail. Les travailleurs se sont éloignés de Clinton comme ils se sont éloignés de la social-démocratie européenne, parce qu'il a fait des promesses qu'il ne pouvait pas tenir dans la situation économique actuelle. Il est fort probable que la même chose arriverait aux Républicains.

Si l'on ne veut pas que les échecs du libéralisme et du réformisme (et même du courant fondamental du conservatisme) amènent à un déplacement plus accentué vers l'extrême-droite (Perot ou pire), la gauche américaine doit construire un mouvement de la classe ouvrière et des autres couches opprimées qui s'affronte aux profits capitalistes.

Une nouvelle gauche anticapitaliste devra promouvoir le militantisme, nourrir la solidarité et l'indépendance politique de toutes les luttes. Seules des luttes massives permettront de défendre les conquêtes du passé, d'arracher des conquêtes nouvelles de stimuler une prise de conscience radicale et l'organisation. Tout en luttant pour des revendications transitoires visant à redistribuer les revenus aux travailleurs, à réorienter les investissements au bénéfice des communautés démunies et à taxer tous les capitalistes, la gauche doit expliquer que ces mesures ne constituent que des solutions à court terme dans un monde où le capital est libre de se déplacer et où les profits sont plus élevés. Ceux qui militent pour le socialisme doivent stimuler la formation de réseaux internationaux pour empêcher la fuite des capitaux et contre-carrer la concurrence entre travailleurs à l'échelle mondiale. En dernière analyse, aucune amélioration du niveau de vie ne sera garantie aussi longtemps que la domination du capital et la logique du profit ne seront remplacées par l'action démocratique des travailleurs.★

Le pays des contradictions

L'Italie est l'un des pays industrialisés où les contradictions actuelles du système capitaliste émergent le plus clairement. Il suffit de regarder la situation politique. Le gouvernement est composé d'une équipe de techniciens avec une claire orientation thatchérinne d'érosion de l'Etat Providence et d'accélération du processus de privatisation (les secteurs de l'énergie, les télécommunications, les transports). Pourtant, il est soutenu par des partis qui se placent grosso modo au centre gauche, et combattu durement par les partis du centre droite.

Gianni RIGACCI

Sur la base des dernières données publiées, officiellement, il est désormais possible de tirer le bilan global de l'année 1994. Le produit intérieur brut (PIB), qui en 1993 avait enregistré une baisse de 1,2 %, a connu en 1994 une croissance de 2,7 %, ce qui représente un bon-résultat, même s'il y a eu un certain ralentissement au cours du 4ème trimestre. Par ailleurs, ce ralentissement a été accepté avec satisfaction du fait qu'on craignait une tendance inflationniste. La consommation privée a augmenté de 1,6 %, les exportations de 10,9 % et les importations de 14,6 % (ce dernier chiffre doit être pris en compte avec prudence, car il y avait eu un effondrement des importations l'année précédente). En revanche, les investissements ont baissé (0,1 %) sauf ceux concernant machines et outillages (+10,9 %). La production industrielle a augmenté de 6,1 % et celle des services de 1,7 % alors que la production agricole et le bâtiment ont baissé (respectivement de 4,2 % et de 4,1 %). En somme, tenant compte de la phase économique où se trouve le système capitaliste dans son ensemble et les critères courants d'évaluation de la conjoncture économique, 1994 était une bonne année. Excellente même du point de vue des patrons car l'emploi a

diminué de 1,6 % (moins 300 000 employés), le coût unitaire du travail a diminué en moyenne de 0,6 % et même de 2,6 % dans l'industrie. Cette diminution est due non seulement à des augmentations de productivité mais également à une diminution des salaires réels pour la 2ème année de suite. Dernière donnée : si l'on considère que le chiffre d'affaires des entreprises a augmenté de plus de 10 %, on peut en tirer sans problème la conclusion que, faisant abstraction du capital constant, cette augmentation s'est traduite presque entièrement par des profits.

Cette bonne année 1994 devrait être suivie par une année 1995 autant favorable : une augmentation du PIB d'un peu moins de 0,5 %, un taux de chômage constant, une augmentation de 10 % des exportations, etc. On nourrit quelques préoccupations en matière d'inflation, mais si la lire, comme cela semble être le cas, reste liée au dollar, et si les syndicats continuent de respecter l'accord sur le coût du travail signé il y a deux ans (qui pratiquement enterrait l'échelle mobile des salaires), la dynamique ne devrait pas être pour 1995 très différente de celle de 1994.

En matière de dévaluation de la lire par rapport au deutsche Mark et aux monnaies liées au deutsche Mark, on a déclenché en Italie une polémique très dure qui est fondamentalement politique. L'idée avancée couramment est que la dévaluation de la lire, qui s'est poursuivie sans interruption, y compris pendant les premiers mois de 1995, doit être entièrement attribuée à l'instabilité politique et l'incapacité d'aborder résolument le problème structurel qui empêche l'Italie de respecter certains paramètres fixés par le traité de Maastricht. Si on considère le rapport entre la lire et les autres principales monnaies, on a l'impression que la Banque d'Italie a fait désormais son choix : maintenir l'ancrage de la lire au dollar en escomptant que l'Italie ne participe pas à la monnaie unique européenne, si celle-ci est introduite dans deux ans (ce qui n'est pas du tout certain).

En d'autres termes, on accepterait l'idée d'une Europe à deux vitesses. En ce qui concerne le rapport lire/dollar, il reste presque le même qu'il y a un an. Pour ceux qui disposent de capitaux dans le monde, cette donnée vaut plus que des dizaines de déclarations.

Parmi les éléments qui ne sont pas favorables, il y a la bourse qui est en crise

permanente. Par ailleurs, il y a des banques qui ont des passifs colossaux, ce qui va pousser à des nouvelles concentrations bancaires, des secteurs qui marchent et d'autres qui ne marchent pas, etc.

Mais c'est surtout la situation sociale qui est devenue plus explosive à la suite de la reprise.

Un rapport récent établi par un important institut des Etats-Unis a souligné les déséquilibres de revenus qui se sont développés au cours des quinze dernières années. A la première place dans une telle statistique il y a toujours les Etats-Unis, mais immédiatement après il y a l'Italie où 31 % de la richesse nationale est concentrée entre les mains de 1 % de la population. La Banque d'Italie elle-même indique que 10 % des Italiens possèdent plus de 50 % du patrimoine financier existant. Mais la donnée la plus explosive est incontestablement celle concernant le chômage. Selon des données publiées il y a six mois, le taux de chômage est de 7 % au Nord, de 11 % au Centre et de plus de 20 % au Sud. Selon des enquêtes partielles, publiées plus récemment, le décalage entre les différentes régions du pays s'est accentué davantage au cours des derniers mois. Au Nord le chômage aurait diminué (dans plusieurs provinces il y aurait même le plein emploi) alors qu'il aurait augmenté au Centre et notamment au Sud. Au grand étonnement des observateurs bourgeois eux-mêmes, les syndicats, en dépit de la conjoncture favorable, s'abstiennent toujours de revendiquer des augmentations salariales, y compris dans les régions où existe le plein emploi. Evidemment ils veulent respecter les engagements «d'austérité» qu'ils avaient signés il y a deux ans.

La réformes des retraites

A l'heure où nous écrivons cet article, l'attention du pays est concentrée sur deux problèmes qui se posent à court terme : la réforme des retraites et le travail intérimaire. Tout le monde sait très bien que la reprise économique n'est que conjoncturelle et que les équilibres du système pourraient renverser très rapidement cette situation favorable. Tout le monde sait également, que chaque année on a besoin de 200 000 milliards de liras (1 franc français pour environ 350 liras), soit plus de 10 % du PIB, pour financer la dette publique. On en parle pas beaucoup, et au mieux on



explique qu'il s'agit de problèmes qui se poseront ultérieurement. En fait, à ceux qui demandent que le gouvernement Dini esquisse dès maintenant les axes de sa politique économique pour 1996, visant à réduire le déficit public et à stabiliser le déficit de l'Etat, on répète que la politique ne pourra être définie qu'après avoir résolu le problème des retraites et de la flexibilité du travail. En d'autres termes, les sacrifices à imposer vont dépendre des sacrifices qu'on imposera en réalisant ces deux objectifs.

Un gouvernement de droite soutenu par des forces de centre gauche représente une occasion à ne pas manquer pour donner un coup sans doute décisif au mouvement ouvrier italien et supprimer l'«anomalie» italienne. La réforme des retraites est, incontestablement, l'objectif le plus ambitieux. Si elle devait être adoptée dans les termes avancés par le gouvernement et acceptée fondamentalement par les syndicats, le pays ne serait plus le même. En l'espace de quelques années la retraite publique n'assurerait plus la possibilité de vivre dignement et les travailleurs seraient donc obligés d'avoir recours à une retraite privée. Mais cela changerait la structure du système tel qu'il avait été introduit depuis la fin de la Guerre. Ce n'est pas par hasard que l'organe de la Confindustria (organisation de patronat industriel) a publié dans son dernier numéro un article sur le développement de l'économie italienne après la Guerre en concluant, justement, qu'une époque est terminée. En effet, la réforme des retraites est très étroitement liée au processus de privatisation entamé depuis juillet 1992 par la transformation des sociétés à gestion publique en sociétés par actions et la nomination des nouveaux managers. Depuis lors, on a privatisé partiellement l'INA (Assurances) et l'IMI (Institut d'intermédiation financière) et complètement deux banques très impor-

tantes (COMIT et CREDIT) et une dizaine d'entreprises. L'Etat a encaissé 20 000 milliards environ. Maintenant, il s'agit de vendre ce qui reste de l'ENI (Pétrole) et entièrement l'ENEL (Electricité) et la STET (Téléphone). Mais comme l'explique la revue susmentionnée, «si on veut réaliser cette privatisation sur le plan financier, cela exige l'existence des banques réellement indépendantes» c'est-à-dire privées. Dans ce but il y a déjà des «investisseurs importants», comme l'on dit, institutionnels, c'est-à-dire «des fonds de retraites».

Donc, le problème posé par la réforme de la retraite n'est pas seulement celui d'économiser dès maintenant des milliards en réduisant la dette publique, comme on l'a expliqué jusqu'à maintenant, mais celui de lancer immédiatement des fonds de retraites privés, de les doter dès lors de capitaux susceptibles d'intervenir dans le processus de privatisation. C'est une course contre la montre qui exploite un moment particulièrement favorable car personne ne s'y oppose, sauf Refondation communiste (et même pas dans sa totalité s'agissant de ses parlementaires). Quant aux syndicats, ils ont oublié les promesses faites aux travailleurs pendant les mobilisations d'automne.

Le marché du travail

Selon le quotidien du patronat (*Il Sole 24 Ore*, jeudi 13 avril), le gouvernement doit faire vite, y compris en ce qui concerne le marché du travail. Si on veut une relance qui «stimule un tant soit peu l'emploi, il faut que le gouvernement tienne immédiatement sa promesse solennelle : demander au gouvernement une délégation qui l'autorise à procéder à la réforme de l'embauche et proposer un projet de loi sur le travail intérimaire. Le même chemin pour dérégulariser le contrat à terme, le part-time et les stages de formation et pour lancer en Italie les job sharing, la formule du même poste de travail partagé entre deux personnes».

A propos de la réforme du marché du travail, il n'y a pas en fait d'opposition. Dans certaines entreprises importantes du pays, les syndicats se sont heurtés aux travailleurs lorsqu'ils ont voulu concéder aux entreprises le travail pendant les week-ends, la nuit de samedi et la nuit de dimanche en échange d'embauches qui fort probablement auraient été réalisées de toutes les façons. Les travailleurs qui défendaient le droit de se reposer les jours de fête, ont été isolés et finalement battus. Contre eux on a mobilisé, notamment dans des zones à taux de chômage élevé, des jeunes à la recherche du premier emploi,

des citoyens et l'Eglise, de même que les administrations locales, y compris de gauche, préoccupées de voir disparaître des emplois. Un chantage ignoble contre lequel il est impossible de lutter séparément usine par usine. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que, par exemple FIAT, avant d'ouvrir son nouvel établissement à Melfi dans le Sud, a menacé à plusieurs reprises de se transférer hors d'Italie si les travailleurs de la région n'acceptaient pas des normes que leurs collègues au Nord rejetaient. Les ouvriers de Melfi ont accepté une plus grande flexibilité et pourtant FIAT a décidé d'investir plus de 1 000 milliards en Argentine.

Cette attaque aux conditions de travail que le gouvernement est en train de préparer présuppose de toutes les façons une réalité qui a radicalement changé par rapport au passé. Si l'on croit des analyses récentes du marché du travail, les nouvelles normes concerneront essentiellement les grandes entreprises pour la très simple raison que dans la nouvelle conjoncture économique toutes les normes ont été bouleversées pour les petites et moyennes entreprises. Les heures supplémentaires sont devenues une pratique courante dont la rémunération n'est pas explicitement fixée. Par ailleurs, la logique du *just in time* est en vigueur dans de très nombreuses grandes entreprises, avec des effets ravageurs également sur les horaires et le roulement de travail pour les ouvriers des petites et moyennes entreprises.

Quelques prévisions

Le gouvernement Dini est loin d'être sûr de réaliser son programme. Sous les pressions multiples, il pourrait être amené à faire des choix inacceptables, y compris pour le PDS et les syndicats. Il est vrai que l'attitude des partis de centre gauche et des syndicats ne laisse pas prévoir des obstacles insurmontables pour Dini, mais on ne doit pas oublier qu'il y a six mois personne n'aurait prévu que le pays tout entier serait insurgé contre l'attaque faite aux retraites, en provoquant en dernière analyse la chute de Berlusconi. Certes, la situation est aujourd'hui différente, le gouvernement est appuyé par le PDS et les syndicats sont disposés à faire de très grandes concessions. Toujours est-il, que dans les entreprises et au moment même où nous écrivons cet article, de nombreuses assemblées se sont prononcées aussi bien contre les projets du gouvernement que contre les propositions ultratimorées des syndicats.★

Florence, 17 avril 1995

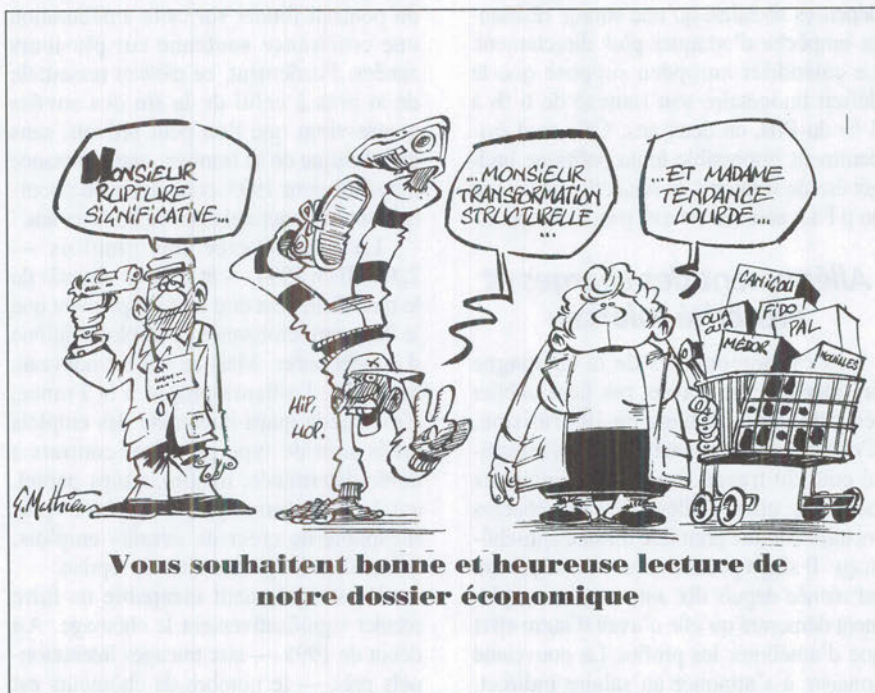
La reprise seulement pour les riches

La conjoncture française actuelle illustre parfaitement l'écart croissant qui peut exister entre les critères capitalistes de réussite économique et la satisfaction des besoins. Pour les possédants, la situation est bonne. Mais pour la majorité de la population, cette bonne santé n'apporte aucune amélioration et se paie au contraire par l'enfoncement progressif dans la régression sociale.

Maxime DURAND

La reprise est indéniable, puisque la croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait atteindre 2,5 % en 1994, et dépasser 3 % en 1995. Mais il faut immédiatement rappeler que cette évolution succède à une récession très profonde. 1993 aura été de ce point de vue une année noire, avec le plus grave recul de l'activité depuis la Seconde Guerre mondiale, et la création de 300 000 chômeurs supplémentaires. Le cycle conjoncturel est donc nettement plus marqué qu'auparavant, ce qui permet rétrospectivement de mieux distinguer les différentes phases de la période Mitterrand.

De 1981 à 1987, c'est une croissance lente, avec 1,8 % par an en moyenne. Puis, durant deux ans et demi, entre 1988 et 1990, on assiste à une reprise significative, puisque le taux de croissance passe à 3,7 % en moyenne. On voit alors fleurir les discours célébrant le retour à une croissance durable : le magazine spécialisé *L'Expansion* annonce par exemple que la croissance est repartie pour vingt ans. Plus de 700 000 emplois sont créés sur cette période, ce qui permet à Michel Rocard, Premier ministre socialiste de l'époque, et à Martine Aubry, son ministre du Travail, d'enterrer une nouvelle fois l'idée de réduction de la durée du travail, en misant tout sur cette croissance retrouvée. Les libéraux de tous bords voient dans ces bons résultats la confirmation de leur orientation : l'austérité salariale a semble-



t-il permis d'assainir l'économie, et celle-ci redémarre avec un dynamisme renouvelé. Rocard promet la fin prochaine de l'austérité.

Mais il va falloir rapidement déchanter, car l'économie replonge dans la récession au milieu de 1990, et la croissance s'arrête pratiquement pendant trois ans : 0,3 % en moyenne entre 1990 et 1993. La raison de ce retournement est assez simple à comprendre : c'est l'austérité salariale qui a empêché la croissance de durer. Les faits ont donc clairement tranché entre ceux qui tablaient sur un retour à la croissance fondé en somme sur le rétablissement du taux de profit, et les autres (marxistes ou non) qui pouvaient aisément montrer que cette croissance, provisoirement dopée par le rattrapage de l'investissement, ne pouvait s'auto-entretenir très longtemps. On ne peut investir éternellement si d'autres débouchés ne prennent pas le relais, et c'est pourquoi le retournement a été particulièrement brutal, sans n'avoir au fond rien de très surprenant. Ce retour en arrière est intéressant, parce que la conjoncture actuelle est assez comparable. Et la reprise, d'ailleurs moins affirmée que la précédente, est appelée à venir buter sur le même type d'obstacles.

Outre le fétichisme de la monnaie, la conduite de l'économie française reste soumise à un double dogme : austérité

salariale d'une part, priorité à l'assainissement des finances publiques d'autre part. C'est ce second volet qui va jouer un rôle central dans les mois à venir.

L'austérité

En effet, et malgré les ressources tirées des privatisations, l'économie française est en train d'accumuler une dette publique considérable. D'un montant de 462 milliards de francs en 1980, elle est passée à 2 100 milliards à la fin de 1992, et à 2 920 milliards à la fin de 1994. Cette explosion s'explique évidemment par la mauvaise conjoncture qui diminue les rentrées d'impôts. Mais la raison structurelle de la montée de la dette publique se trouve dans la contre-réforme fiscale qui fait que, plutôt que d'imposer les riches, on leur emprunte. Telle est en effet la philosophie financière du libéralisme qui permet aux riches de gagner deux fois : ils ne sont pas imposés, et on leur propose en plus des placements sûrs et bien rémunérés. On peut estimer à plus de 250 milliards de francs les intérêts versés par les administrations publiques (hors collectivités locales), à un taux d'intérêt confortable d'environ 8,5 %. Il s'agit là de flux considérables, du même ordre de grandeur que ce que coûterait en supplément de salaires le passage immédiat aux 35 heures.

Le déficit budgétaire résulte donc des choix de classe qui ont orienté la politique fiscale depuis dix ans. L'application des fameux critères de Maastricht vise en fait à prolonger cette orientation de classe en essayant d'obtenir ce qui ne l'a pas été jusqu'à présent, à savoir une baisse des dépenses sociales, qu'une sourde résistance empêche d'attaquer plus directement. Le calendrier européen suppose que le déficit budgétaire soit ramené de 6 % à 3 % du PIB, en deux ans. Cela rend évidemment impossible toute politique budgétaire de soutien à la relance, que ce soit au plan national ou au plan européen.

Allègement des charges et austérité salariale

Les rodomontades de la campagne présidentielle ne doivent pas faire oublier les principes de base du libéralisme. L'objectif est de baisser le salaire, rebaptisé coût du travail. Les trois principaux candidats, citent l'allègement des charges sociales comme première mesure anti-chômage. Il s'agit pourtant d'une politique qui est menée depuis dix ans, et qui a amplement démontré qu'elle n'avait d'autre effet que d'améliorer les profits. La nouveauté consiste à s'attaquer au salaire indirect, mais cela ne change rien à l'affaire. On ne voit pas pourquoi les patrons dont on baisse les cotisations sociales, se mettraient pour cette seule raison à embaucher. Et ce cadeau doit bien être financé quelque part, ce qui implique soit un nouveau recul du niveau de protection sociale, soit un nouvel impôt qui pèsera principalement sur les salariés.

L'autre grand principe, c'est le refus en pratique de toute réduction généralisée du temps de travail. Le CNPF a rompu très rapidement la négociation qu'il avait pourtant lui-même engagée avec les syndicats sur ce point, et tous les programmes de droite en refusent clairement le principe. Ce que veulent les patrons, c'est une réduction éclatée de la durée du travail, qui prenne la forme de ce qu'ils appellent temps choisi, et qui consiste en pratique à imposer des formes d'emploi à temps partiel, les femmes étant évidemment les premières visées.

La situation pour les mois à venir est donc au total très contrainte : la consommation privée est bloquée par une austérité salariale globalement maintenue, les dépenses publiques sont soumises à l'austérité budgétaire, les investissements ne peuvent croître très longtemps de manière autonome. Reste le commerce extérieur. L'économie française engrange depuis plusieurs trimestres de confortables excédents commerciaux, et certains parlent de

compétitivité rétablie. Cet optimisme est très discutable. Les excédents correspondent surtout à un ralentissement des importations provoqué par la récession, et secondairement à une progression des exportations un peu plus rapide que la demande mondiale. On voit mal comment on pourrait fonder sur cette amélioration une croissance soutenue sur plusieurs années. Finalement, ce tableau ressemble de si près à celui de la fin des années quatre-vingt que l'on peut prévoir, sans grand risque de se tromper, une croissance moyenne pour 1995, et un nouveau retournement conjoncturel dans un ou deux ans.

La reprise crée des emplois — 220 000 en 1994 — et il serait absurde de le nier. Cela veut dire tout simplement que le lien entre croissance et emploi continue de fonctionner. Mais ce qui est nouveau, sans être d'ailleurs propre à la France, c'est que la quasi-intégralité des emplois créés sont de type précaire, contrats à durée déterminée, intérim, temps partiel, etc. Le capitalisme apparaît de plus en plus incapable de créer de « vrais » emplois, même dans les phases dites de reprise.

Il est également incapable de faire reculer significativement le chômage. Au début de 1995 — aux trucages institutionnels près — le nombre de chômeurs est strictement égal à ce qu'il était un an plus tôt. Le taux de chômage est à ce jour de 12,3 % en France, ce qui est l'un des plus mauvais résultats en Europe. Et les projections, même les plus optimistes, montrent que cette situation restera pratiquement inchangée dans les années à venir.

Une autre caractéristique de la conjoncture (mais c'est au fond la même) est la bonne santé des entreprises. Certes, 1993 a quand même été une année difficile, mais les taux de marge ont peu reculé, et 1994 a permis un rattrapage considérable. Une étude du Crédit national sur les principaux groupes français parle du « rebond spectaculaire de l'auto-financement et des résultats ». Ces derniers ont retrouvé les niveaux records de 1988-1989. Mais, dans le même temps, les salariés voient leurs salaires bloqués, tandis que les grands groupes continuent à mener une politique d'emploi extrêmement sévère, puisqu'ils ont supprimé 6 % de leurs effectifs sur les deux années 1993 et 1994 et qu'ils annoncent de nouvelles suppressions d'emplois.

Une autre indication est donnée par la dernière étude du CERC, cet organisme que le gouvernement Balladur a purement et simplement liquidé. Entre 1990 et 1993, c'est-à-dire pendant les années de croissance nulle, les revenus du patrimoine (actions, obligations, immeubles de rapport) ont connu une « période exception-

nelle » puisqu'ils ont progressé de 7 % l'an ! Cela signifie que l'économie capitaliste fonctionne de plus en plus à l'envers, car la stagnation économique favorise les revenus des rentiers.

Conjoncture et élections présidentielles

Cette reprise molle, sans grand effet sensible sur le chômage et en général sur les conditions de vie des salariés, n'aura donc pas permis à Balladur de se poser en sauveur de l'économie. Même quand il se situait très haut dans les sondages, les personnes interrogées ne lui faisaient pas pour autant confiance pour faire reculer le chômage. Dans le même temps, le grand écart — entre profits et rentes à la hausse et salaires obstinément bloqués — a contribué à déclencher une vague de mouvements sociaux, phénomène sans précédent en pleine campagne présidentielle.

On peut dire que le piège de la bonne conjoncture est en train de se refermer sur la droite. La conclusion que tirent les travailleurs n'est pas tellement que la reprise justifie la politique menée, mais qu'elle donne l'occasion d'entrer en lutte pour un rattrapage des salaires. De ce point de vue, l'un des éléments majeurs de cette campagne est le tournant très net dans le discours de la bourgeoisie, forcée de reconnaître — y compris par la voix de Gandois, le nouveau patron des patrons — qu'il est après tout normal que les salariés puissent bénéficier des bons résultats de leur entreprise.

Bien sûr, il s'agit d'un discours purement opportuniste qui n'est pas l'annonce d'une nouvelle orientation, dans laquelle les hausses de salaires serviraient à accompagner et soutenir la reprise, un impossible retour au keynésianisme. Sur le fond, les projets de la bourgeoisie ne s'écartent en rien de la logique ultra-libérale. Mais ce coin enfoncé dans un discours économique monolithique — de Bérégovoy à Balladur — représente un élément que le prochain gouvernement aura du mal à gérer, l'idée qu'il n'existe qu'une seule bonne politique, fondée sur l'austérité salariale, vient d'être mise à mal et de perdre, de l'intérieur, la force de la « pensée unique ». Comme les salariés n'accordent plus aucun crédit aux recettes libérales, on peut penser que la rentrée sociale sera difficile et que le nouveau président — Chirac, ou Jospin — ne bénéficiera d'aucun état de grâce. Il est usé avant même d'avoir servi. ★

Schengen, un pas vers l'Europe forteresse

Depuis le 26 mars 1995, les accords de Schengen sont entrés en application. Belle idée *a priori* que celle de la liberté de circulation entre des pays d'Europe, donc de la suppression des contrôles aux frontières. Les médias ont multiplié les images montrant des aéroports dans lesquels des passagers franchissent la frontière sans contrôle.

Albert ROCHAL

Le 26 mars 1995, aurait donc pu être marqué d'une pierre blanche s'il avait symbolisé une nouvelle ère de liberté de circulation. Mais en fait ce laborieux accouchement produit exactement le contraire. Le journal *Le Monde* écrit (26 mars 1995) «*Ainsi l'objet initial de Schengen, la libre circulation des personnes dans l'espace des neuf pays signataires s'est déplacé vers son corollaire : le verrouillage des frontières extérieures et le contrôle renforcé de l'immigration*». En fait plutôt que d'une trahison du but originel, il s'agit des conséquences logiques d'accords qui furent, dès le début, conçus non pas dans le sens de la libre circulation mais plutôt comme la mise en œuvre d'une puissante police européenne, comme une espèce de grande barrière électronique autour de l'Europe de l'Ouest. C'est d'ailleurs pourquoi il y a eu tout ce retard dans la mise en œuvre de cette procédure (voir encart).

Le 14 juin 1985, dans la petite ville de Schengen (Luxembourg) les représentants des gouvernements d'Allemagne, de France, de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg signent un accord. Il s'agit de préparer l'ouverture des frontières, rendue inéluctable par le développement de l'Union européenne et de garantir en réalité qu'il n'y aura pas de libre circulation des personnes, à la différence des marchandises et des capitaux. Immédiatement les cibles sont désignées : immigrés et demandeurs d'asile, assimilés à des délinquants et trafiquants, «terroristes et extrémistes». La cérémonie de Schengen est en

fait préparée depuis plusieurs années déjà par des réunions secrètes des représentants des gouvernements, particulièrement des «experts anti-terroristes» et des représentants des services de police. Deux groupes existent : le «Comité Schengen» qui se réunit depuis plusieurs années et, depuis 1975, le groupe dit TREVI (Terrorisme, Radicalisme, Extrémisme, Violence internationale). Tout un programme !

Quand la signature publique des accords a lieu en 1985, il y a donc déjà plusieurs années de travaux clandestins et de coordination des polices, les buts que se fixent alors les accords de Schengen sont au nombre de 4 :

- généralisation des visas d'entrée délivrés suivant des principes restrictifs élaborés en commun.

- engagement de la part de chaque Etat de ne pas accepter sur son territoire une personne considérée comme «indésirable» sur le territoire d'un autre Etat signataire ; concrètement une personne admise en France mais qui aurait auparavant été refusée en Allemagne devrait être expulsée, y compris de France.

- établissement d'un système informatique enregistrant des données d'identité très précises sur les personnes contrôlées et spécialement sur les «indésirables».

- les transporteurs aériens, maritimes et terrestres doivent s'assurer que les passagers qu'ils transportent disposent des papiers nécessaires pour entrer dans l'espace Schengen ; sinon les compagnies sont condamnées à des amendes pénales et à la reconduite des passagers refoulés : les transporteurs sont ainsi transformés en auxiliaires de la police.

Une décennie d'attaques

A partir de la signature des accords en 1985, le noyau dirigeant du Comité Schengen va travailler dans trois directions :

- Elargir le nombre des pays signataires et obtenir la ratification de ces accords par les différents parlements nationaux : en effet ces traités sont d'abord arrangés par les gouvernements et ensuite seulement rendus publics et discutés dans les Parlements.

- Uniformiser les législations policières dans les différents pays : pour entrer

dans l'espace Schengen il faut démontrer qu'un strict contrôle est mis en place, que la législation contre l'immigration est suffisamment restrictive.

- Organiser l'énorme appareil de surveillance informatique qui représente un élément essentiel : c'est le SIS (Système d'Information Schengen), super-ordinateur qui contient déjà les fiches de 5 millions de personnes, essentiellement «étrangers indésirables».

Ainsi en 1990 l'Italie adhère à la convention de Schengen, en 1991 c'est le tour de l'Espagne et du Portugal, puis en 1992 de la Grèce. Parallèlement la convention de Dublin de juin 1990 et le traité de Maastricht de février 1992 systématisent pour tous les membres de la Communauté Européenne des mesures restrictives, particulièrement dans le domaine des demandeurs d'asile et des visas.

Les parlements nationaux résistent parfois à la ratification des conventions. C'est le cas des Pays-Bas, la majorité parlementaire et notamment les socialistes, résistent à la pression pour transférer la définition des règles concernant les immigrés et demandeurs d'asile aux instances schengeniennes. En France, la ratification eut lieu en juin 1991 avec les voix de l'UDF, du Parti socialiste, de la grande majorité du RPR ; les députés du Parti communiste français s'y opposèrent ainsi qu'une fraction droitière extrémiste du RPR.

Tous ces accords et conventions se traduisent par des conséquences concrètes : dans tous les pays d'Europe on assiste à la mise en place de législations destinées à restreindre les droits des immigrés et des demandeurs d'asile. La police se voit attribuer des pouvoirs plus importants, les garanties juridiques des étrangers sont diminuées, les lois et même les constitutions sont modifiées dans ce sens alors que les mêmes gouvernements tiennent des discours «contre le racisme et le xénophobie» et condamnent «moralement» l'extrême-droite qu'ils encouragent par leur politique. Une répartition des rôles s'établit ainsi : l'extrême droite désigne les immigrés et réfugiés comme responsables de la crise, s'attaque à eux, y compris physiquement, et les gouvernements mettent en place des mesures

répressives contre les étrangers, légitimant ainsi l'agitation xénophobe.

Ce sont, parmi d'autres, les lois Tobback et Martelli en Belgique et en Italie, le «compromis pourri» allemand sur la restriction du droit d'asile, les lois Pasqua en France en 1986 et 1993 ainsi que la loi Marchand d'un ministre de l'Intérieur socialiste en 1991.

C'est d'ailleurs un autre aspect qui se retrouve dans la plupart des pays. La social-démocratie, bien que mandatée et élue par une base de gauche, antiraciste, a constamment cherché un compromis avec la droite en sacrifiant notamment les immigrés et demandeurs d'asile. En France, c'est Laurent Fabius (socialiste) qui a signé les accords de Schengen, en Italie et en Belgique ce sont les ministres socialistes de l'intérieur qui ont élaboré et mis en application des lois anti-immigrés. En Allemagne la direction du SPD a combattu pendant des années dans son propre parti pour y faire adopter l'accord avec la démocratie-chrétienne, remettant en cause les règles traditionnelles de la loi fondamentale (constitutionnelle) en matière de droit d'asile.

Toutes ces mesures prises dans les différents pays ont un principe commun qui est celui de Schengen : l'Europe de l'Ouest est prétendument menacée d'être «envahie» par des vagues d'immigrés et de réfugiés venus du monde entier, parti-

culièrement d'Afrique (du Nord et noire) et d'Asie mais aussi d'Europe de l'Est.

Face à cette menace il faut donc se défendre et empêcher par tous les moyens que viennent ceux qui meurent de faim ou fuient la répression et la guerre.

De plus ce phénomène des migrations est utilisé comme une arme politique et économique : d'un côté il y a utilisation de main-d'œuvre clandestine sous-payée et sans droit et de l'autre côté il y a dénonciation de cette même population comme responsable des problèmes sociaux. Les partis d'extrême-droite ou de droite extrême tels que le Front national en France et le Vlaams Blok en Belgique jouent un rôle central dans cette stratégie. Le Front national français dénonce d'ailleurs les accords de Schengen en prétendant qu'il s'agit de mesures trop laxistes. Mais les grands partis conservateurs tels que le RPR en France ou les conservateurs britanniques n'hésitent pas à utiliser le même discours sous une forme atténuée. Ainsi les Tories anglais, confrontés à une vague d'impopularité sans précédent, ont décidé de lancer une grande campagne contre «l'immigration clandestine», en refusant y compris le cadre trop «européen» de Schengen. Nos camarades de Socialist Outlook dénoncent, dans leur journal du 8 avril «cette manœuvre cynique et malsaine d'un parti réactionnaire en perte de vitesse».

De l'émotion à la mobilisation

Cette grande vague répressive à travers une Europe frappée de plein fouet par le chômage de masse a provoqué une division importante dans la classe ouvrière et dans la société en général. Les directions traditionnelles du mouvement ouvrier ont le plus souvent laissé s'installer le poison de la xénophobie.

Mais ces attaques sont aussi à l'origine d'un mouvement de révolte contre le racisme et de solidarité avec les immigrés et réfugiés. Depuis le milieu des années 80, de nombreuses mobilisations antiracistes se sont opposées aux lois discriminatoires et aux attaques de l'extrême droite en réclamant l'égalité des droits. De nouvelles associations et organisations se sont créées, à la fois pour l'aide pratique aux immigrés et pour organiser des campagnes de masse.

Un des phénomènes importants dans ce domaine est le nombre de grandes manifestations rassemblant des dizaines de milliers de personnes dans les différentes capitales européennes contre le racisme, pour l'égalité. Ainsi par exemple au début de l'année 1992 : 25 janvier, manifestation antiraciste de 100 000 personnes

La position d'Amnesty International

«La convention risque d'affaiblir la protection des demandeurs d'asile dans l'Union Européenne. L'organisation redoute (...) que les réfugiés soient refoulés vers les pays les plus susceptibles de rejeter leur demande. Les Etats membres ont de plus en plus tendance à ne pas vouloir porter la responsabilité de l'examen des demandeurs d'asile» (Unité Européenne d'Amnesty le 24 mars 1995 à Bruxelles). ★

simultanément à Paris et Rome, 20 février journée de grève antiraciste à l'appel des syndicats en Suède, autour du 21 mars manifestations de plus de 100 000 personnes à Bruxelles et Amsterdam. C'est là, l'Europe qui s'oppose à Schengen, l'Europe qui combat pour la solidarité et les droits démocratiques.

A côté de ces grandes manifestations spectaculaires, s'organisent des réseaux de soutien et de défense. Ces associations se mobilisent particulièrement pour les demandeurs d'asile déboutés (refusés à cause des législations qui imposent des conditions très strictes et presque impossibles à remplir, pour obtenir l'asile). En France, en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne des comités et associations vont parfois, jusqu'à cacher des réfugiés sans papiers pour leur éviter l'expulsion. Mais malgré ce mouvement de solidarité et l'obstacle ainsi apporté à la mise en œuvre de certaines expulsions, la politique décidée par les gouvernements s'applique de plus en plus, transformant l'Europe de l'Ouest en une véritable forteresse hérissée de lois et de règlements qui sont autant de barrières.

De nouveaux combats

L'aspect le plus spectaculaire de l'application pratique des accords de Schengen est celui qui touche aux immigrés et demandeurs d'asile. Assimilés aux trafiquants de drogue et autres délinquants internationaux, les «étrangers non communautaires» sont l'objet de toutes les attentions des gouvernements.

D'abord, l'entrée dans «l'espace Schengen» va devenir encore plus difficile, puisque un refus de séjour ou d'asile dans un des pays vaudra pour tous les pays signataires des accords. Un demandeur d'asile kurde, bosniaque, haïtien, zairois ou rawandais refusé en Allemagne, en France ou en Belgique ne pourra plus déposer de demande dans les autres pays concernés, alors qu'auparavant il pouvait

Le charter de Schengen

Le 26 mars 1995, un avion Airbus loué par le gouvernement néerlandais fait escale successivement à Amsterdam, Francfort et Paris. Dans chacun de ces villes, la police embarque des réfugiés zairois, déboutés du droit d'asile. Puis l'avion se dirige vers Kinshasa où ces demandeurs d'asile sont débarqués et remis aux autorités zairoises. Dans leur hâte à organiser ce premier charter européen d'expulsion, les gouvernements ont notamment enfreint la Convention européenne des droits de l'homme qui interdit toute expulsion collective. Il s'est aussi avéré que certains des expulsés du charter Schengen n'avaient aucun rapport avec le Zaïre, car issus d'autres pays africains, voire d'autres continents. Un des déportés de Paris, Wumba Claude Nzaki, était même juridiquement protégé contre la déportation car il est père d'un enfant français et marié à une Française. La découverte de ce scandale particulier a poussé les autorités françaises à ramener cette personne à Paris où il a témoigné à propos des conditions barbares qui ont entouré cet «avion de la honte» organisé 4 jours avant l'entrée en vigueur officielle des accords de Schengen. ★

Les retards de l'accord

14 juin 1985 : l'Allemagne, la France et le Bénélux signent à Schengen (Luxembourg) un accord qui prévoit la suppression des frontières internes pour le 1er janvier 1990 «si possible».

19 juin 1990 : la convention d'application est finalement signée à Schengen. Les contrôles aux frontières terrestres devront être levés dès 1992 et les contrôles dans les aéroports dès 1993.

27 novembre 1990 : l'Italie signe à son tour la convention. Le 25 juin 1991, l'Espagne et le Portugal feront de même avant d'être rejoints par la Grèce en novembre 1992.

30 juin 1993 : réunis à Madrid, les Neuf annoncent que Schengen s'appliquera le 1er décembre de la même année. Mais le 8 octobre, ils décident d'un nouveau report au 1er février 1994.

Janvier 1994 : Schengen est renvoyé *sine die*.

22 décembre 1994 : les Neuf annoncent à Bonn que Schengen s'appliquera «irréversiblement» à partir du 26 mars 1995. ★

tenter sa chance dans plusieurs pays.

C'est donc un vaste «grillage électronique» et policier, qui se met en place autour de l'espace Schengen afin d'y empêcher l'entrée ; on constate déjà ce durcissement aux frontières de l'espace Schengen (entre la Slovaquie et l'Allemagne mais aussi entre l'Italie et la France par exemple). Même à l'intérieur de cet espace, les étrangers — compris ceux qui y résident — seront traités de manière discriminatoire puisqu'ils devront à chaque voyage, même entre pays de «l'espace Schengen» donc théoriquement ouverts à la libre circulation, déposer, sous peine de sanction, une déclaration d'entrée sur le territoire (DET), permettant à la police locale de les contrôler.

Chaque réfugié, chaque «non-communautaire», est maintenant un suspect «international». Pour alimenter cette surveillance renforcée, le Système d'information Schengen (SIS) situé à Strasbourg, constitué par une énorme base de données

informatisée va fonctionner à plein rendement. Le SIS doit répertorier tous les indésirables de Schengen, des délinquants aux déboutés du droit d'asile et autres étrangers indésirables ; il est prévu que 10 millions de fiches puissent être intégrées dans ce système, pour 5 millions déjà présentes (1).

Cette base de données, qui échappe aux protections judiciaires nationales, de type Commission informatique et liberté (CNIL), est consultable par les différentes polices ainsi que par les consulats chargés de délivrer les visas pour l'espace Schengen. On assiste d'ailleurs actuellement dans ce domaine des visas d'entrée de court séjour, à un alignement restrictif, «par le bas». Ainsi, dans le cas de l'Algérie c'est une diminution généralisée du nombre des visas délivrés par les différents pays d'Europe qui se produit, avec adoption de procédures dissuasives similaires incluant la fermeture des consulats sur place et l'obligation d'envoi postal de demandes écrites.

C'est la logique même du système Schengen qui s'applique dans ce domaine : les gouvernements se concertent secrètement, lors de conférences des ministères de l'Intérieur, et édictent des

règles restrictives à appliquer dans les différents pays. L'Italie et la Grèce, dont les contrôles ne sont pas assez

Droit d'asile en danger

Evolution du nombre des demandes d'asile déposées dans les pays participants aux réunions inter-gouvernementales sur l'asile, les réfugiés et les politiques migratoires de Genève. Les chiffres sont ceux de 1994 par rapport à 1993.

Belgique :	12 543 soit - 46,65 %
Danemark :	- 7 701 soit - 53,66 %
Finlande :	- 1 108 soit - 59,8 %
Allemagne :	- 195 398 soit - 60,57 %
Norvège :	- 8 995 soit - 60,57 %
Suisse :	- 8 605 soit - 34,78 %
Royaume-Uni :	+ 12 500 soit + 43,86 %
Pays-Bas :	+ 17 177 soit + 48,52 %
Au total :	- 221 614

sévères, n'ont ainsi pas été admises, pour l'instant, dans le club Schengen. Ainsi la liste des 129 pays dont les habitants sont soumis à un visa fait-elle l'objet d'une négociation permanente entre «experts» des politiques anti-immigration. Mais au-delà de la «chasse à l'immigration clandestine» l'entrée en vigueur

cette semaine, des accords de Schengen, représente le renforcement d'un énorme système de surveillance et de contrôle, allant vers la mise en place d'une Europe policière. D'abord, il n'y a aucune «suppression des frontières» pas même des contrôles. Ceux-ci sont transférés des aéroports vers l'ensemble des zones frontalières. Ainsi en France, dans une zone de 20 km autour de toutes les frontières, la police pourra contrôler n'importe quelle personne, sans même se conformer aux quelques restrictions qui limitent habituellement les contrôles et sans surveillance de l'autorité judiciaire. L'aspect spectaculaire de la simplification des procédures dans les aéroports, complaisamment mis en avant par les médias, est anecdotique et ne représente pas une modification substantielle dans le sens de la libre circulation.

Un autre exemple de cette dérive dangereuse est le «droit de poursuite» qui est attribué aux polices des différents pays. Celles-ci pourront maintenant franchir les frontières et enquêter directement dans tout l'espace Schengen, même si le droit d'arrêter des personnes dans un autre pays ne leur est pas (encore?) reconnu. Là non plus, il n'y a pas de contrôle judiciaire sur ces nouvelles prérogatives policières et on peut cauchemarder à propos d'enquêtes secrètes que la police française pourrait mener en Belgique ou la police allemande aux Pays-Bas.

A bas l'Europe de Schengen et de Maastricht

La convention de Schengen est un élément central de l'édifice discriminatoire et xénophobe que la sainte alliance réactionnaire des gouvernements d'Europe met en place : la Quatrième internationale et ses sections, avec le mouvement antiraciste, combattent résolument pour son abrogation immédiate et totale, pour le respect du droit d'asile et de la libre circulation. Elle se prononce pour de vrais Etats-Unis d'Europe, socialistes, débarrassés de leur bourgeoisie et de leurs flics. ★

1) La publication la plus intéressante est «Migrations Europe» (en anglais Migration News Sheet). C'est un bulletin mensuel consacré aux «réfugiés, immigrés et minorités ethniques» et édité par des associations de solidarité. Leur adresse est (en France : Migrations Europe/ CIEMI 46 rue de Montreuil 75011 Paris. En anglais : Migration News Sheet 172-174 rue Joseph II. B. 1040 Bruxelles.

En français, de nombreuses publications du GISTI, notamment sa revue *Plein droit* et un document spécial *La circulation des étrangers dans l'espace européen*. Adresse : 30, rue des Petites-Ecuries 75010 Paris. En Anglais : Plateform «Fortress Europe». Revue de presse et Informations. C/O Nicolas Busch Lindsberg 10 S791 91 FALUN SWEDEN.

Un dialogue à haut risque

Le 14 février 1995, le président mexicain, Ernesto Zedillo, donnait l'ordre à l'armée de stopper son avancée dans la forêt Lacandone, après cinq jours de vaines tentatives pour arrêter les dirigeants de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Le 23 avril, prenait fin une nouvelle ronde de discussions entre le gouvernement et les zapatistes. Entre ces deux dates, l'action du gouvernement semblait être dirigée par le souci de corriger son erreur du 9 février et par la recherche d'une solution politique négociée au conflit du Chiapas.

Ulises MARTINEZ FLORES

Il ne s'agit pourtant là que d'une apparence qui ne doit pas nous tromper. Depuis l'échec de sa tentative de régler militairement le problème, Zedillo a fait marche arrière et, bien que de vastes secteurs de l'Etat du Chiapas soient toujours militarisés, a permis que se tiennent, de nouveau, des discussions entre le gouvernement et les rebelles, d'abord à San Miguel, le 9 avril 1995 et dans un deuxième temps à San Andres les 22 et 23 du même mois — ces deux villages étant situés à l'intérieur de la zone de conflit.

Pourtant, le faux-pas du 9 février, avec ses conséquences en terme de perte de crédibilité et d'impuissance du gouvernement, est loin d'être rattrapé et il n'y a aucune garantie sur le fait que le processus de négociation puisse mener à une paix honorable pour tous les protagonistes du conflit.

A l'origine de la bourde du 9 février, il y a la conception erronée, et toujours en vigueur, qu'a le gouvernement du conflit du Chiapas : selon cette conception, le nœud du problème réside dans le fait qu'un groupes de Mexicains est sorti du cadre légal en se soulevant les armes à la main contre le gouvernement. Cela permet d'occulter la raison de fond de ce soulève-



ment populaire, qui n'est autre que la misère dans laquelle vivent les indigènes depuis un demi-millénaire. Cette même vision gouvernementale tend à percevoir le conflit comme étant réduit à une région bien particulière du Chiapas, sans lien aucun avec les autres régions ou secteurs sociaux du Mexique.

Les points d'appui des zapatistes

En s'appuyant sur la Loi pour une paix digne au Chiapas par le dialogue et la conciliation, le gouvernement a exercée une pression politique et médiatique sur l'EZLN pour que, malgré l'encerclement militaire et les maigres conditions de sécurité existantes, ses dirigeants s'assoient de nouveau à la table de négociation.

Lors de la première et brève rencontre du 9 avril, les parties se sont mises d'accord sur le fait que les négociations se tiendraient de façon permanente dans le village de San Andres (situé à 25 kilomètres de la ville de San Cristobal de las Casas) et que la cession suivante débiterait le 20 avril. Fut également conclu le fait que le premier point à l'ordre du jour serait la discussion des mesures à prendre pour faire baisser la tension sur le terrain de façon à assurer que les discussions se poursuivent sans interruption jusqu'à la signature d'une paix honorable.

Depuis le 19 avril, des milliers d'indigènes (les chiffres varient selon les sources de 5 000 à 15 000) sont arrivés à San Andres, marchant sous les drapeaux rouge et noir de l'EZLN, prêts à y rester

pendant toute la durée des négociations et à participer aux «cordons de sécurité» sur lesquels les parties se sont mises d'accord pour protéger le lieu de réunion. La présence massive d'indigènes à San Andres a constitué une nouvelle démonstration sans appel de l'enracinement social de l'EZLN qui, à l'inverse de ce que prétend le gouvernement, ne se limite pas à quatre ou cinq municipalités du Chiapas, mais s'étend pratiquement à toutes les zones rurales, au moins pour ce qui est de sa partie sud-est — la seule où, pour l'heure, aient été organisées des actions publiques. Cela a également prouvé qu'aussi reculé que puisse être le lieu de discussion entre le gouvernement et l'EZLN, ce dernier dispose d'une capacité de mobilisation (durant le mois de mars, le gouvernement avait repoussé la proposition zapatiste de rencontre à Mexico, de crainte que cela ne donne lieu à des mobilisations massives en faveur de l'EZLN au centre du pays).

Les représentants du gouvernement ont pris le prétexte de la présence du zapatisme «en civil» à San Andres pour refuser de s'asseoir à la table de négociation, affirmant que les conditions de neutralité nécessaire aux pourparlers n'étaient pas réunies — comme si les 60 000 soldats de l'armée gouvernementale déployés sur tout le territoire du Chiapas étaient, eux, des garants de la neutralité. Cela a provoqué un retard de deux jours dans le début des négociations. Le dialogue a finalement pu commencer après que les indigènes, ayant fait une démonstration de force, se soient retirés de San Andres.

Le scandale auquel s'est livré la repré-

sensation gouvernementale à cause de la présence de milliers d'indigènes à San Andres traduit bien, une fois de plus, la conception des pourparlers et de la paix qui habite le gouvernement dans tout ce processus. Pour ce dernier, seuls les insurgés doivent être présents à la table de négociation et personne d'autre. De son point de vue, plus les discussions ont lieu en huis clos et avec le moins de témoins, mieux c'est. Ainsi, la délégation gouvernementale ne s'est-elle pas contentée de contester la présence indigène dans les cordons de sécurité, mais a également remis en cause la Commission nationale de médiation (CONAI) et son président, l'évêque Samuel Ruiz, dans une nouvelle tentative pour s'affranchir de cette instance qui ne s'accommode pas des habitudes hégémonistes du gouvernement. De plus, en accusant la CONAI d'avoir organisé cette mobilisation indigène, le gouvernement a réaffirmé sa vision raciste selon laquelle la participation des Indiens au conflit ne s'explique que par leur manipulation par des Métais.

L'EZLN a répondu aux insinuations du gouvernement dans les termes suivants dans un communiqué daté du 21 avril : *« Nous regrettons profondément que la représentation du gouvernement ait pris comme prétexte pour suspendre les pourparlers la présence de milliers d'hommes de femmes et d'enfants qui ne sont venus que dans le but de participer aux cordons de sécurité [...]. Comme preuve supplémentaire de notre volonté de dialogue, nous informons le peuple du Mexique que nous avons d'ores-et-déjà demandé aux représentants des différents peuples indigènes présents à San Andres de se retirer dans leurs communautés d'origine »*. Pour ce qui est de l'accusation selon laquelle les indigènes qui se sont mobilisés à San Andres avaient été manipulés, le communiqué signale que *« le gouvernement commet de nouveau l'erreur de considérer les indigènes comme incapables de s'organiser seuls et qu'ils ne peuvent se mettre en mouvement que si on les prend par la main. Il se trompe : nous autres indigènes en sommes capables »*.

Des réserves dans le « style apache »

Finalement, la première étape des négociations a débuté le 22 avril pour se conclure le lendemain, sans qu'il n'y ait d'accord concret entre les parties. Le seul point à être discuté concernait les « mesures de détente » proposées respectivement par les représentants du gouvernement et de l'EZLN. Pour ce qui est du gouvernement, les « mesures de détente »

sont bien résumées par l'extrait suivant du document soumis à discussion : *« L'EZLN réunira ceux de ses membres qui sont en état "insurrectionnel" dans trois endroits déterminés par les parties. En contrepartie, le gouvernement garantit la sécurité physique de ces contingents et leur procure le logement, la nourriture ainsi que les services de santé et d'hygiène nécessaires »*. La proposition de mesures pour faire baisser la tension de l'EZLN consistait, pour sa part, en une liste de dix points comportant notamment : le maintien de ses propres forces sur leurs positions actuelles (en tenant même compte du replis réalisé devant l'offensive militaire gouvernementale) et le retour des forces armées gouvernementale sur leurs positions du 8 février ; l'engagement des deux parties de ne réaliser aucune action offensive pendant toute la durée du dialogue et de ne pas placer de personnel armé dans les villages.

Comme on peut le voir, la proposition gouvernementale « pour la détente » réitère une vision legaliste du problème, dans laquelle le début de solution réside en ce que les « illégaux » se place de nouveau dans le cadre de la loi. Ce qui devrait logiquement être l'aboutissement des négociations : la signature de la paix et le désarmement, est confondu avec leur début, et un trait d'égalité est mis entre les concepts de détente et de reddition.

Absurde !

La proposition gouvernementale a reçu le commentaire suivant de la délégation zapatiste, lors d'une conférence de presse avec des journalistes mexicains et étrangers réalisée le 24 février : *« Ceci est le point final, auquel on aboutira lorsque les revendications de notre peuple seront satisfaites, quand la liberté, la démocratie et la justice existeront au Mexique. Alors nous aurons tout et nous n'aurons par conséquent pas besoin d'armes ni besoin de nous battre. Mais pour l'heure nous ne pouvons parler de tout cela car [le gouvernement] n'a même pas pris la peine de considérer nos problèmes de santé, d'économie, de communication. Nous n'avons rien vu de la question agraire, nous n'avons rien discuté du tout et [les représentants du gouvernement] pensent que nous en sommes à la fin des discussions. C'est complètement absurde »*.

La proposition de l'EZLN est très différente en ce qu'elle reconnaît l'existence de deux forces armées qui doivent être maintenues à distance et avec l'ordre de ne pas bouger en attendant que les discussions aboutissent à un accord qui finalement rende inutile toute présence militaire

sur le territoire du Chiapas. Et si les incompréhensions sur la question des mesures de détente ont relancé les discussions sur l'ordre du jour des pourparlers, les conceptions de l'EZLN et du gouvernement sont encore, sur ce point, diamétralement opposées. L'EZLN a publié le 30 mars une proposition, qui comporte des thèmes nationaux, et d'autres concernant l'Etat du Chiapas ou des secteurs sociaux. Mais, et c'est le plus important, pour l'EZLN le programme des pourparlers ne doit pas se limiter à des discussions entre ses représentants et le gouvernement ; il doit être le point de départ d'un vaste dialogue national auquel participent « d'autres acteurs nationaux qui sont concernés ».

Ainsi, plus qu'une piste pour mettre fin au conflit du Chiapas, la proposition zapatiste représente une nouvelle initiative politique en direction de l'ensemble de la société mexicaine ; une initiative cherchant à impliquer tous ceux qui ont aujourd'hui des revendications à faire au gouvernement, mais qui ne trouvent pas de mécanisme pour les exprimer de façon satisfaisante et unitaire. C'est dans cette perspective que nous devons comprendre les objectifs de l'EZLN lorsqu'elle a accepté le dialogue avec le gouvernement mexicain, mais également a placé les tâches auxquelles se trouve confronté l'ensemble du mouvement démocratique et populaire. Toujours au cours de l'interview réalisée le 24 avril, les délégués zapatistes ont résumé de la façon suivante leur vision de la phase actuelle de la lutte du peuple mexicain : face aux pièges dont le gouvernement truffe le dialogue avec les zapatistes, *« la société mexicaine va prendre conscience et nous pensons qu'elle va protester. Si nous ne nous sommes pas trompés, les travailleurs vont une nouvelle fois se soulever. A l'heure où il se produit une nouvelle aggravation du chômage, des forces se rassemblent dans les quartiers, dans les villes, dans les Etats. Les mobilisations de la société civile vont reprendre [...] »*.

A San Andres, comme cela se produit depuis le premier janvier 1994, ce sont non seulement deux conceptions du dialogue qui s'affrontent mais aussi deux projets nationaux : d'une part celui du gouvernement, étroit, autoritaire, exclusif et animé d'une vision à court terme et, de l'autre, celui des zapatistes, large, non seulement avec une vision historique des objectifs de justice de démocratie et de liberté pour tous les Mexicains, mais aussi animé par la conscience de ce que le système politique mexicain dans son ensemble tombe en ruine. ★

Mexico, 25 avril 1995

CFDT : le réformisme sans réformes en crise

Le 43ème congrès de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) vient de se tenir à Montpellier dans une atmosphère de crise. La direction de l'une des deux principales centrales syndicales françaises, qui compte 360 000 (1) adhérents, a vu son orientation sérieusement contestée à l'issue d'une période marquée par le limogeage dans des conditions bureaucratiques du secrétaire général Jean Kaspar quelques mois à peine après son élection au précédent congrès, et par une attitude de plus en plus consensuelle vis-à-vis du patronat et du gouvernement de droite, cohabitant avec François Mitterrand, en place depuis 1993.

Julien DARTHEZ

La CFDT occupe une place particulière dans le mouvement syndical français. La CGT et Force ouvrière (FO) puisent leurs racines dans l'histoire du syndicalisme de classe depuis la création de la CGT en 1895. La CFDT est issue de la CFTC créée en 1919 dans le cadre de l'idéologie chrétienne et en référence à l'association capital-travail. L'évolution ouvrière de sa base sociale, la participation aux combats de la Résistance, l'implication dans les luttes sociales, l'engagement contre la guerre d'Algérie et l'action interne d'une «minorité» ont permis l'affirmation en son sein, surtout après la Libération, d'un courant se référant aux valeurs traditionnelles du mouvement ouvrier et cherchant de manière originale à ouvrir une voie entre une CGT dominée par le Parti communiste et Force ouvrière engluée dans la collaboration de classe à la sauce Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO).

Devenu majoritaire, ce courant, regroupé autour de la revue *Reconstruction*, réussissait en 1964 la déconfession-



nalisation de la centrale et la confirmation d'un syndicalisme d'action revendicative pratiquant l'unité d'action avec la CGT.

La dynamique de Mai 1968

La CFDT, sous la houlette du secrétaire général Eugène Descamps, puisait son inspiration à différentes sources : syndicalisme révolutionnaire pour certains, syndicalisme de masse plus traditionnel pour d'autres, modernisme «mendésiste» enfin, le tout continuant à être traversé de morale sociale chrétienne. Elle allait être fortement influencée par la dynamique de Mai 68 et son implication aux côtés des étudiants de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF).

L'évolution de sa réflexion la conduisait ainsi au congrès de 1970 à définir un projet de société fondé sur la propriété sociale des moyens de production, la planification démocratique et l'autogestion, signifiant également par là un ancrage à gauche renforcé. Des militants CFDT apporteront dans certaines luttes des innovations qui marqueront dans l'histoire du mouvement ouvrier français (Lip en 1973). Cette centrale syndicale témoignera également d'une sensibilité aux luttes

de différents mouvements sociaux (féministes, écologistes, immigrés, etc.). A cette période, elle était devenue sans conteste la deuxième centrale syndicale française derrière la CGT mais largement devant FO.

Cette évolution ne faisait pas l'affaire du courant «moderniste», contraint d'accompagner le mouvement pendant cette période, mais dont le projet stratégique était différent d'une volonté de transformer profondément la société capitaliste. Le représentant de ce courant, Edmond Maire, était devenu secrétaire général dès la fin de 1971, à la suite des ennuis de santé d'Eugène Descamps, sa situation étant renforcée après le décès du responsable du secteur action revendicative (Fredo Krumnov) représentant l'aile la plus combative de la CFDT — cela explique qu'aient cohabité dans cette période une participation dynamique aux luttes sociales (Lip 1973), un accord confédéral CGT-CFDT d'unité d'action (1974) et l'opération des Assises du socialisme (1974) permettant à des dirigeants confédéraux d'accompagner le ralliement de Michel Rocard au Parti socialiste. Bref c'était la cohabitation de ce qu'Eugène

1) René Mouriaux, *Le Syndicalisme en France depuis 1945*, éditions La Découverte

Descamps appelait les «deux écoles» de pensée dans la CFDT : «une socialiste au sens où on l'entendait au XIX^{ème} siècle et une autre plutôt catholique sociale» ce qui s'appellerait plus tard l'opposition entre syndicalisme de transformation sociale et syndicalisme de régulation sociale.

La gestion de la crise

Au fur et à mesure que la dynamique de Mai 68 s'essouffera, que la crise économique fera sentir ses premiers effets, que l'Union de la gauche construite autour du Programme Commun de 1972 se lézardera, et que les luttes face aux grandes restructurations industrielles seront défaites, le positionnement de la CFDT évoluera des «objectifs de transformation» vers «la gestion de la crise». La gauche syndicale de cette période ne réussira pas à infléchir ce cours. Le regroupement opéré autour d'une «contribution» au congrès de 1976 se disloquera, une partie s'adaptant à la nouvelle orientation, une autre poursuivant le débat. La théorisation de ce «recentrage» sera faite dès 1978 dans le «rapport Moreau» et systématisée sous l'impulsion d'Edmond Maire. Cela se traduira sur le terrain revendicatif par une modération des exigences syndicales puis une acceptation de l'austérité, sur le terrain de la pratique syndicale par la rupture de l'unité d'action (responsabilité largement partagée par la CGT) et la dénonciation de la «mythologie» de la grève, et sur le terrain idéologique par l'abandon de la référence au socialisme autogestionnaire et l'apologie du marché, «garant ultime de la liberté». L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 puis son ralliement au libéralisme ne changeront rien à cette évolution. Tout au long de ces années, du 38^{ème} congrès de 1978 à aujourd'hui, une minorité de gauche refusera cette dérive et défendra l'idée d'un syndicalisme revendicatif, d'action et de transformation sociale. Le 40^{ème} congrès en 1985 verra cette minorité représenter 30 % sur le vote d'une courte résolution. Depuis, elle n'a cessé de s'affirmer malgré les exclusions dont ont été victimes les secteurs Santé et PTT de la région parisienne fin 1988. Sur plusieurs votes elle dépassait les 40, voire 45 % lors du 41^{ème} congrès de 1988, son noyau dur représentant un tiers des syndicats.

Le départ d'Edmond Maire remplacé par Jean Kaspar lors de ce congrès allait affaiblir la capacité politique de la direction confédérale dans la mise en œuvre de son projet. Celui-ci s'articule notamment autour de quelques objectifs : supplanter l'influence du PC et de la CGT sur le terrain des entreprises et construire un pôle

syndical «réformiste» dominant dans le syndicalisme français, s'insérer dans une logique de modernisation du capitalisme et d'accompagnement de ses transformations (abandon du socialisme autogestionnaire, renoncement au rôle de syndicat-parti, prise de distance avec le PS «archaïque» et valorisation de la «deuxième gauche» Maire-Rocard puis rupture avec l'idée même d'enracinement à gauche).

Le 42^{ème} congrès en 1992 allait révéler, à la surprise de tous après les exclusions des secteurs Santé et PTT de la région parisienne, le poids maintenu des opposants à ces orientations. Ceux-ci réunissaient de 43 à 48 % des voix sur plusieurs votes significatifs. Ce fut sans doute une des raisons qui ont conduit une majorité du bureau national Confédéral à se débarrasser quelques mois plus tard du secrétaire général Jean Kaspar, jugé trop consensuel et trop imprégné d'une culture de gauche, pour le remplacer par Nicole Notat, considérée comme plus déterminée à conduire jusqu'au bout et sans états d'âmes l'adaptation de la CFDT.

Ce coup de force majoritaire au bureau national (qui avait le pouvoir statutaire de remplacer le secrétaire général poussé à la démission par des méthodes bureaucratiques) ne l'était pas au conseil national confédéral. Réuni au même moment, celui-ci refusait majoritairement de prendre part au vote sur une résolution défendue par la nouvelle secrétaire générale intronisée quelques heures auparavant. Les conditions sordides de l'éviction de Kaspar laisseront de profondes blessures chez nombre de militants attachés à la culture démocratique de la CFDT, elles aviveront les interrogations et les réflexions critiques sur les évolutions passées qui ont pu conduire à une telle situation. Elles seront alimentées par la dénonciation par Kaspar lui-même de la «dérive bureaucratique» de l'organisation, même s'il ne fait pas de lien avec la dérive de l'orientation.

Dérive bureaucratique

Cette prise de pouvoir s'est faite dans une période de discrédit du gouvernement de gauche en place et à la veille d'une victoire écrasante de la droite aux élections législatives de 1993. Ce dernier événement allait amener la direction confédérale à faire le choix d'un dialogue privilégié avec la droite «modérée» incarnée par le Premier ministre Edouard Balladur, sensé être installé au pouvoir pour longtemps (!). L'idée était de positionner la CFDT en interlocuteur privilégié du pouvoir, en syndicat responsable acteur principal de la politique contractuelle, à l'image de ce que fut la politique de FO du temps d'André

Bergeron dans les années 70.

La difficulté de ce projet n'était pas seulement qu'il s'agissait d'occuper un créneau où FO est déjà présent avec toutefois un discours plus musclé incarné par le nouveau secrétaire général Marc Blondel, mais surtout que les conditions économiques ne disposaient pas le patronat à faire preuve de compréhension même face à des revendications particulièrement modérées. Ce sont au contraire des reculs sociaux majeurs que veulent imposer aux travailleurs le gouvernement et le patronat au nom de la compétitivité des entreprises et de l'augmentation des profits. Dans la foulée des élections ils commençaient par mettre à mal les conditions d'obtention des retraites pour les salariés du régime général de la Sécurité sociale.

Mal payé en retour par l'intransigeance patronale et gouvernementale, ce projet a été aussi déstabilisé par la résistance ouvrière qui s'est manifestée dès l'automne 1993 par différentes grèves et manifestations souvent unitaires avec la CGT, relayées ensuite par la grande manifestation laïque du 16 janvier 1994 à laquelle la CFDT a appelé du bout des lèvres, puis par les luttes de la jeunesse contre le SMIC jeune (CIP) et les critiques croissantes face à une loi quinquennale pour l'emploi faite surtout de cadeaux financiers aux entreprises, de flexibilité accrue, de restriction des droits syndicaux dans les petites entreprises, et que la CFDT s'était refusée à condamner globalement. Cette orientation se heurtait également à la volonté des dirigeants du Parti socialiste (et des militants nombreux à la CFDT) qui, pour reconstruire leur parti après la défaite, avaient besoin que se développe sur le terrain social la contestation de la politique menée par la droite au pouvoir.

De même, les résultats des élections professionnelles dans l'Education nationale mettaient à mal l'alliée privilégiée du pôle syndical réformiste : la Fédération de l'Education nationale, celle-ci dépassée par la nouvelle Fédération syndicale unitaire (FSU) composée de ceux qu'elle venait d'exclure de ses rangs.

Enfin l'absence de la CFDT des manifestations antiracistes contre les lois Pasqua accentuait son isolement face au mouvement social et associatif.

Mais, surtout, cette politique apparaissait en complet décalage avec la gravité de la fracture sociale à l'œuvre dans la société française et incapable de répondre au défi majeur du chômage et de la pauvreté. Cette incapacité était crûment mise en lumière à l'occasion des initiatives et de la marche des chômeurs du mouvement Agir contre le chômage (AC !) en 1994. Alors que le discours de la direction confédérale

faisait de la lutte contre le chômage et l'exclusion la priorité affirmée, elle a choisi de dénoncer comme «gauchiste» un mouvement qui a réussi à rassembler près de 30 000 personnes lors de la manifestation du 28 mai 1994 avec le soutien de plus de 70 organisations syndicales et associatives.

Tout au long de ces événements, les Fédérations et unions régionales de la gauche CFDT (Finances, Textile, Transport Equipement, Banques, Basse-Normandie, Provence, etc.) ont fait d'autres choix : s'impliquer dans les actions engagées et développer les mondialisations.

Cette situation ne pouvait dans le même temps qu'accentuer le malaise au sein d'une partie de la majorité confédérale qui n'a jamais complètement adhéré à la stratégie «moderniste» (Chimie, Gaz Electricité, Pays de Loire, Bourgogne). Les partisans de Nicole Notat ont ainsi perdu la majorité quelques mois avant le 43ème congrès dans les régions Rhône-Alpes et Auvergne. De même les débats au sein du conseil national confédéral, (l'instance de direction la plus large entre deux congrès) ont témoigné de ces désaccords grandissant.

Un congrès porteur d'avenir

Pas étonnant dans ces conditions que le 43ème congrès qui vient de se tenir ait été agité. Pour Nicole Notat l'enjeu était double : trouver une légitimité démocratique personnelle, pousser plus avant l'orientation engagée. Le moins qu'on puisse dire c'est que ces objectifs n'ont pas été atteints.

Lors du débat sur le rapport général, de nombreux délégués ont fait part, en termes parfois vifs, de leurs critiques face à un bilan d'autosatisfaction présenté par la secrétaire générale. Nombre d'aspects de l'orientation confédérale ont été mis en cause : absence de revendications mobilisatrices, insuffisance de soutien aux luttes, manque de volonté d'unité d'action, complication à l'égard de la politique gouvernementale, atteintes à la démocratie, etc. La sanction de ce débat a été la décision d'une majorité des syndicats (52 %) de condamner l'activité passée du bureau national pour n'avoir pas agi en défense des grands acquis sociaux, n'avoir pas recherché le meilleurs rapport de forces pour combattre les dégâts du libéralisme, et avoir mis à mal le fonctionnement démocratique de la CFDT. Le vote traduit la convergence de la gauche CFDT (35 % des voix environ) avec une partie des «majoritaires critiques». Cette évolution a été favorisée par la violence de l'attaque portée par Nicole

Notat contre certains de ces derniers, leur signifiant par là qu'entre le syndicalisme d'action et de transformation prôné par la gauche CFDT et le syndicalisme de régulation et d'accompagnement qu'elle proposait, il n'y avait pas de troisième voie.

Aboutir au 32 heures !

Un autre temps fort a été l'adoption par le congrès (57 %) d'un amendement pour une «loi-cadre» pour aboutir au «32 heures» malgré l'opposition de la direction confédérale qui préférait des objectifs «diversifiés» de réduction du temps de travail. Cette dynamique ne s'est pas traduite dans l'élection du nouveau bureau national essentiellement parce que les «majoritaires critiques» qui ont rompu à ce congrès avec Nicole Notat n'ont pas voulu à cette étape se présenter en alternative de direction en s'alliant avec la gauche CFDT. Les candidats de celle-ci ont obtenu environ 40 à 45 % des voix. Il faut toutefois souligner la bizarre et substantielle augmentation du nombre de mandats exprimés pour cette seule élection. La fin du congrès allait donner lieu à un nouveau rebondissement. Nicole Notat soumettait au vote des congressistes la résolution amputée de l'amendement qui critiquait l'action passée. La confusion fut à son comble pour dénoncer ce coup de force et la résolution ne fut adoptée que par moins de la moitié des mandats. Quelques jours après un bureau national extraordinaire faisait machine arrière et réintégrait le refus du quitus dans la résolution. La secrétaire générale se fendait même d'une lettre personnelle à tous les congressistes pour regretter de s'être mal fait comprendre (!). Il faut dire que ce nouveau coup de force bureaucratique, révélateur d'un profond mépris pour l'expression démocratique des délégués, avait suscité une énorme émotion et une onde de choc rarement atteinte dans la CFDT. Cette attitude n'a pas fini de laisser des traces.

Les débats de ce congrès ont révélé une profonde coupure entre les aspirations des militants à une politique d'action revendicative plus dynamique et les orientations de la direction. Et cette coupure va bien au-delà de ceux qui ont refusé le quitus ou voté pour les 32 heures. Les débats ont aussi mis en lumière l'impasse de la stratégie des convergences syndicales réformistes. A contrario, l'accueil chaleureux réservé à Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, témoignait de la volonté des militants de développer l'unité d'action dans les luttes. De nombreuses demandes ont été émises pour une action revendicative plus vigoureuses et des liens renoués avec le mouvement social. Ce

congrès a fait apparaître l'existence d'aspirations communes majoritairement opposées à la politique de la direction confédérale. Les débats et les pratiques syndicales permettront de transformer cette situation en orientation incarnée par une direction alternative dans l'avenir. Tel est l'enjeu. La dynamique de la CFDT de 1964, propulsée par Mai 68, s'était essouffée à la fin des années 70. Le recentrage «moderniste» impulsé depuis vient de connaître de très sérieux ratés. Dès lors le 43ème congrès de la CFDT pourrait bien marquer le début d'un retournement de tendance. Pour un peu que les luttes sociales s'amplifient.★

Réquisitions d'emplois !

Le mouvement «Agir ensemble contre le chômage» (AC!) continue à se structurer, à agir de manière continue pour la défense des revendications urgentes des chômeurs (des succès sont même enregistrés dans plusieurs villes quant à la revendication de transports gratuits pour les chômeurs).

Mais AC! a également franchi une nouvelle étape en organisant une action de «réquisition d'emplois» dans un des magasins de la chaîne FNAC (disques, livres, photos, etc.) de Paris. L'idée est venue du succès des «réquisitions» de logement vides initiées par le mouvement Droit au logement (DAL). Mais elle fait suite aussi à un débat au sein d'AC, notamment lors des assises de janvier dernier : comment mobiliser non seulement les chômeurs, mais aussi de manière directe les salariés «actifs» ? Comment dépasser le débat sur l'exclusion pour poser de manière offensive, concrète et parlante, l'exigence d'un contrôle social sur l'emploi ?

Le résultat de cette réflexion s'est traduit par une action originale. Le 4 avril à 16h, une centaine de chômeurs et de salariés envahissent le grand hall du magasin et tiennent une Assemblée générale extraordinaire. L'action a été mise au point entre AC!, les comités de chômeurs et les syndicats CFDT, CGT et CNT (de tendance anarcho-syndicaliste) de la FNAC. Plusieurs dizaines de salariés de la FNAC y ont participé. Pendant près d'une heure, devant toutes les télévisions et toute la clientèle habituelle, la gestion du magasin a été dénoncée : suppressions d'emplois, embauches précaires, horaires à temps partiels. Les chômeurs ont également pris la parole. Quinze d'entre eux ont déposé des formulaires d'embauche. Une délégation a été reçue par la direction. Une nouvelle manifestation a eu lieu quinze jours plus tard pour exiger une réponse aux demandes d'embauche. Le mouvement AC! discute la mise au point d'actions du même type dans d'autres entreprises. Ainsi que d'une relance de la revendication de réduction générale de la durée du travail.★

d'universitaires comme Vovelle, d'architectes comme Chémétov, etc. Ainsi, pour la première fois depuis longtemps, le PC a réussi à rassembler une série d'intellectuels qui l'avaient lâché.

● **Arlette Laguiller a dépassé la barre des 5 % et a annoncé son intention de créer un «grand parti». Quelle sera la réponse de la LCR ?**

Je pense que la proposition d'Arlette s'inscrit dans un tournant, en tout cas, au niveau du discours durant la campagne. Au début de sa campagne elle avançait comme d'habitude une dénonciation juste mais très abstraite du capitalisme et des bourgeois et au moment où elle s'est aperçue qu'elle avait un vrai écho populaire (notamment parmi les électeurs PC mais pas seulement) elle a, pour la première fois dans l'histoire de Lutte ouvrière, tenté de mettre en avant une démarche transitoire en proposant un Plan d'urgence avec des revendications parfois correctes parfois ultra-gauches ou parfois un peu équivoques en ce qui concerne l'Etat. Néanmoins sa démarche était plus concrète et plus intéressante, ce qui est une première nouveauté chez Lutte ouvrière. La deuxième, c'est l'idée non pas d'un grand parti révolutionnaire mais d'un grand parti au service de la cause des exploités ouvert y compris à ceux qui avaient jugé bon de faire un vote utile et de voter pour Jospin dès le premier tour. Alors que signifie cette proposition qui apparaît comme un tournant ? Je crois qu'il faut d'abord se féliciter du score d'Arlette Laguiller qui contribue aussi à donner raison à notre démarche, à savoir qu'il y a tout un électorat aujourd'hui à la gauche du PS qui se manifeste, et ensuite on va voir de près ce que signifie cette proposition. Ou c'est une proposition sans lendemain et ce qui nous inquiète c'est que dans le dernier numéro de *Lutte ouvrière* elle n'a pas été reprise ; où c'est une proposition à la lambertiste, ignorant les forces politiques existantes et surtout les forces politiques non-révolutionnaires de la gauche alternative ou écologiste, et dans ce cas le projet se limiterait simplement au renforcement de Lutte ouvrière autour de son noyau central, ce qui serait une opération sectaire et voué à l'échec. Où alors il s'agit d'un parti des travailleurs et dans ce cas là le débat sera beaucoup plus intéressant. Toujours est-il que la LCR prend cette proposition en positif, comme d'ailleurs celle de Voynet de s'orienter de plus en plus vers la convergence de la

gauche alternative et des Verts progressistes, de même (bien que ça reste au niveau verbal) que celle de Robert Hue de lancer un Pacte unitaire pour le progrès.

● **Le score de Voynet (les 3,35 %) ne révèle-t-il pas l'échec de la voie de la recomposition gauche alternative/Verts ?**

Justement je crois que ce n'était pas une vraie recomposition. Elle était minée dès le départ par le fait que Voynet a été présentée uniquement par les Verts. Une inflexion a eu lieu par la suite, puisqu'elle a accepté le soutien d'une série de forces de la Gauche alternative. Mais pour l'opinion publique elle est restée une candidature verte et du coup la presse annonce cela comme un échec parce qu'elle a fait un peu moins qu'Antoine Waechter en 1988. Cependant, entre temps, une partie de l'électorat vert traditionnel (aussi faible soit-il en France) l'a boudé, alors qu'elle a rassemblé une partie des gens qui se réclament de la gauche alternative. Ceci étant, elle n'est pas apparue comme une candidature de rassemblement même si elle aussi en cours de route a corrigé de façon positive sa campagne en mettant en avant les éléments d'une politique de rupture avec le modèle libéral dominant (35 heures, égalité des droits, solidarité internationale, etc.). Mais c'était trop tard et, comme elle le dit elle-même, elle était «*trop verte pour les Rouges et trop rouge pour les Verts*». L'ambiguïté du lancement de cette campagne, que nous avons dénoncé et regretté dès le départ, fait qu'elle a eu du mal à trouver sa place entre des candidatures comme celle de Hue ou de Laguiller.

● **Quels sont tes pronostics pour le second tour ?**

Je crois que les pronostics sont toujours dangereux. Il faut regarder la réalité en face : ce qu'on appelle la gauche est minoritaire en France (40 % par rapport à une droite qui représente 60 %). Néanmoins, des dynamiques peuvent se créer, car aujourd'hui les frontières ne sont plus très nettes et une partie des abstentionnistes ou de gens qui ont voté blanc rien que pour ne plus revoir Pasqua, Balladur et Chirac au pouvoir pendant 7 ans peuvent se mobiliser. Mathématiquement et politiquement Chirac devrait gagner ces élections. Cependant, il n'est pas à l'abri des manœuvres d'une partie de la droite, dont la crise est telle, qu'elle peut encore préférer un Jospin président de

la République que Chirac. Les plus européens de la bourgeoisie française sont très craintifs par rapport à une victoire de Chirac et on voit aujourd'hui des idéologues de la droite très connus appeler à voter Jospin, tel Alain Minc, l'un des «penseurs» de Balladur. Sans oublier les déclarations fracassantes de Le Pen, expliquant que Jospin est un personnage sympathique, ce qui fait partie de la stratégie du Front national cherchant à tout prix à être reconnu par le monde politique bourgeois. On peut donc voir une partie de la droite — pour des raisons qui lui sont propres — qui soit refuse de voter pour Chirac soit même vote pour Jospin. Aucun pronostic n'est possible, Jospin a une chance d'être élu, elle est très faible mais elle existe.

● **Et la LCR ?**

Sur le terrain électoral, au second tour nous appelons à barrer la route de l'Elysée à Jacques Chirac, sans aucune illusion sur ce que ferait Jospin surtout après 14 ans de gestion socialiste des affaires de la bourgeoisie. La montée des luttes sociales au cours de la période pré-électorale indique que les travailleurs sont de plus en plus nombreux à rejeter la passivité et l'illusion que leur sort dépend des élections. Plus de cinq millions d'électeurs ont voté pour des candidats de gauche tirant un bilan critique de la gestion PS de l'austérité bourgeoise. Nous entrons donc dans une période de remobilisation où un troisième tour social n'est pas exclu. Encore faudra-t-il lui proposer un débouché politique, pour éviter l'échec.

C'est pour cela que la LCR souhaitait une candidature unitaire à la gauche du PS, à même de créer une dynamique et posant des jalons pour un travail commun des forces anticapitalistes. Nous ne sommes pas parvenus à la réaliser, mais le résultat électoral et la remobilisation sociale confirment le bien fondé et l'urgence d'une telle démarche. Les conditions d'un tel regroupement commencent à exister. Manquer un tel rendez-vous serait à coup sûr pousser cette nouvelle génération dans l'écœurement et le désarroi, ou dans les bras du PS ou du PC. C'est maintenant qu'il faut répondre, en créant des lieux unitaires d'action et de réflexion. C'est ce que nous proposons à l'ensemble des forces anticapitalistes. ★

**Propos recueillis le 25 mars
par Sonia LEITH**

Polarisation sur fond de crise

Le premier tour de l'élection présidentielle en France, le 23 avril a placé en tête Lionel Jospin, candidat du Parti socialiste (PS), avec 23,30 % des voix, devant Jacques Chirac (RPR) avec 20,84 % et le Premier-ministre sortant Edouard Balladur (18,58 %). A l'extrême droite, qui approche globalement les 20%, Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national, devance, avec 15,00 % des voix, Philippe de Villiers (4,74 %). Trois candidats de gauche avaient contesté le bilan gestionnaire de l'austérité du PS. Leur score cumulé atteint 17,26 %, ce qui est loin d'être négligeable. Robert Hue (PCF) a eu 8,64 %, Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) — 5,30 % et Dominique Voynet (Verts) — 3,32 %. *Inprecor* a interrogé Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la Quatrième internationale), pour faire le point sur les résultats de ce premier tour.

Entretien avec Alain KRIVINE

***Inprecor* : Arrivé en tête au premier tour, Lionel Jospin a créé l'une des surprises du scrutin, contredisant les sondages qui plaçaient Chirac en première position ? Comment expliques-tu ce score ?**

Alain Krivine : Je crois qu'il y a trois facteurs, en dehors de l'affaire des sondages, qui peut s'expliquer en partie par le fait que près d'un tiers des électeurs ont finalement fait leur choix à la dernière minute, ce qui prouve bien le désarroi politique qui existe dans ce pays et qui ne fait que converger avec la multiplicité des candidatures — indice d'une crise politique et institutionnelle sans précédent. Le premier facteur qui a joué c'est le vote utile. A partir du moment où les sondages laissaient entendre qu'au second tour il pourrait y avoir deux candidats de droite, nombreux sont les électeurs qui souhaitent voter selon leur cœur, c'est-à-dire pour des candidats tirant un peu le bilan critique de la gauche au pouvoir (Hue, Voynet et Laguiller), ont décidé à la dernière minute de voter pour Jospin. Ainsi, le vote utile a joué vraisemblablement de façon importante. La deuxième raison, et qui tient plus au profil que Jospin s'est donné, c'est que dans une situation où une bonne partie du monde politique à gauche comme à droite était éclaboussée par les scandales et les affaires de corruptions Jospin était certainement l'un des meilleurs candidats que le PS pouvait choisir en la matière, avec non seulement un casier judiciaire vierge (ce qui est important par les temps qui courent), mais une honnêteté reconnue par tout le monde. Enfin il avait réussi à prendre ses distances aussi bien vis-à-vis du Président Mitterrand que

vis-à-vis de l'expérience gouvernementale, en publiant dans *Le Monde* un article assez retentissant où il faisait une critique très timorée certes, mais une critique quand même, de la politique passée.

● **Le candidat du Front national a réalisé son meilleur score historique, comment expliques-tu cette montée ?**

Je crois qu'elle était prévisible. Le Pen n'a pas fait une campagne très voyante, à part quelques grands meetings, et le Front national est parvenu à contrôler ses troupes, évitant d'apparaître jusqu'à présent comme un parti violent aux yeux du large public, à part l'affaire de l'assassinat du jeune français d'origine comorienne à Marseille par des colleurs d'affiches du Front national. Globalement le Front national a réussi à présenter jusqu'à présent une allure respectable et donc d'engranger tout simplement les conséquences du chômage et de la marginalisation de toute une série de couches. Il a de plus tiré profit de la corruption et des scandales financiers. Donc en fait le score de Le Pen est le résultat d'une crise sociale politique qui s'approfondit sans une solution à gauche. Il reflète aussi un enracinement de plus en plus profond du Front national dans ce qu'on pourra appeler le fond de la société française. Le Pen a fait des scores très élevés dans des régions où l'immigration est très localisée ; c'est notamment le cas dans l'Est de la France, en Lorraine et surtout en Alsace. Le plus inquiétant c'est que parmi les neuf candidats celui qui arrive en tête au niveau sociologique parmi les ouvriers c'est Le Pen.

considéré le progrès de 1,9 points réalisé par son parti par rapport à 1988 comme «un événement majeur» Que peux-tu nous en dire ?

C'est très exagéré, car un des éléments majeur du résultat c'est plutôt le score de Le Pen, voir la percée de la gauche à la gauche du PS. L'arrêt du déclin du PC et sa très légère remontée est très significative pour le PC qui s'était habitué à chuter d'élection en élection. D'où leur ébahissement, mais je crois qu'il ne faut pas exagérer non plus cette remontée. Il s'agit d'un retour d'une partie de l'électorat traditionnel du PC, qui a été écoeuvée par la politique du PS et qui a voulu voter plus à gauche. C'est valable aussi pour quelques nouveaux électeurs qui ont pu être séduits par l'apparence de renouveau du langage et la volonté de changement affirmée par le candidat qui, il faut le dire, a fait au niveau verbal une campagne assez correcte. Cette remontée posera des problèmes au PC, car une partie de son appareil va en profiter pour mettre un terme aux réformettes compte tenu de ce «succès», d'autres au contraire vont analyser cela comme une possibilité d'aller plus loin dans le changement. L'un des succès du PC c'est que toutes une série de personnalités qui s'étaient éloignées ou qui étaient loin du PC (dont certains sont proches de l'extrême gauche aujourd'hui) ont décidé, en l'absence d'une candidature unitaire, de soutenir la campagne de Robert Hue, mais pas de façon inconditionnelle. C'est le cas d'écrivains comme Gilles Pérault ou Didier Deaeninckx, de dessinateurs comme Siné,

● **Robert Hue secrétaire du PC a**